

# **COMPTES PUBLICS**

## **1994-1995**

**Volume 3**

**ÉTATS FINANCIERS  
DES FONDS SPÉCIAUX  
DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**

**Année financière  
terminée le 31 mars 1995**

**Québec** 

79  
0021  
79  
03  
6738  
1004/95, 3  
Ex. 01  
QMDP

# COMPTES PUBLICS

## 1994-1995

Publiés conformément aux  
dispositions de l'article 71  
de la Loi sur l'administration  
financière (L.R.Q., c. A-6)



**Volume 3**

**ÉTATS FINANCIERS  
DES FONDS SPÉCIAUX  
DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**

**Année financière  
terminée le 31 mars 1995**



Gouvernement du Québec  
Ministère des Finances

Page 3-01-96

ISSN 0706-2869  
ISBN 2-550-24240-8 (Édition complète)  
ISBN 2-550-24243-2 (Volume 3)

Dépôt légal - 4<sup>e</sup> trimestre 1995  
Bibliothèque nationale du Québec

---

**TABLE DES MATIÈRES**


---

<b>ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1995</b>	<b>RESPONSABILITÉ MINISTÉRIELLE</b>	<b>PAGE</b>
Fonds administrés par la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec et Rapport du Vérificateur	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	7
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels et Rapport du Vérificateur	Justice	10
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec et Rapport du Vérificateur	Finances	14
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires du Québec et Rapport du Vérificateur	Finances	18
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec et Rapport du Vérificateur	Finances	22
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec et Rapport du Vérificateur	Finances	26
Fonds de développement international et Rapport du Vérificateur	Affaires internationales, Immigration et Communautés culturelles	(*)
Fonds de financement et Rapport du Vérificateur	Finances	30
Fonds de la formation à distance et Rapport du Vérificateur	Éducation	36
Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger et Rapport du Vérificateur	Affaires internationales, Immigration et Communautés culturelles	42
Fonds de la réforme du cadastre québécois et Rapport du Vérificateur	Ressources naturelles	49
Fonds de reprographie gouvernementale et Rapport du Vérificateur	Conseil du trésor	54
Fonds des approvisionnements et services et Rapport du Vérificateur	Conseil du trésor	60
Fonds des cautionnements des agents de voyages et Rapport du Vérificateur	Justice	69
Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun et Rapport du Vérificateur	Finances	74
Fonds des moyens de communication et Rapport du Vérificateur	Conseil du trésor	78

---

**TABLE DES MATIÈRES (suite)**


---

<b>ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1995</b>	<b>RESPONSABILITÉ MINISTÉRIELLE</b>	<b>PAGE</b>
Fonds des registres du ministère de la Justice et Rapport du Vérificateur	Justice	85
Fonds des services de santé et Rapport du Vérificateur	Finances	92
Fonds des services de télécommunications et Rapport du Vérificateur	Conseil du trésor	94
Fonds des services informatiques et Rapport du Vérificateur	Conseil du trésor	102
Fonds d'information géographique et foncière et Rapport du Vérificateur	Ressources naturelles	109
Fonds du Bureau de la statistique du Québec et Rapport du Vérificateur	Finances	114
Fonds du courrier et de la messagerie et Rapport du Vérificateur	Conseil du trésor	118
Fonds du service aérien gouvernemental et Rapport du Vérificateur	Conseil du trésor	124
Fonds en fidéicomis et Rapport du Vérificateur	Finances	132
Fonds Les Publications du Québec et Rapport du Vérificateur	Conseil du trésor	134
Fonds spécial olympique et Rapport du Vérificateur	Finances	141

(\*) États financiers non disponibles à la date de publication.

**ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX**  
**ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1995**



**FONDS ADMINISTRÉS PAR LA RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES DU QUÉBEC**  
**(L.R.Q., c. M-35.1 et P-30)**  
**FONDS D'ASSURANCE-GARANTIE**  
**REVENUS ET DÉPENSES ET SOLDE DU FONDS**  
**de l'année financière terminée le 31 mars 1995**

	1995	1994
<b>REVENUS</b>		
Primes	94 232 \$	91 408 \$
Revenus de placements (note 3)	159 962	299 176
	<u>254 194</u>	<u>390 584</u>
<b>DÉPENSES</b>		
Réclamations en exécution de garantie	404 091	607 544
<b>EXCÉDENT DES DÉPENSES SUR LES REVENUS</b>	<u>(149 897)</u>	<u>(216 960)</u>
<b>SOLDE DU FONDS AU DÉBUT</b>	<u>2 340 676</u>	<u>2 557 636</u>
<b>SOLDE DU FONDS À LA FIN</b>	<u>2 190 779 \$</u>	<u>2 340 676 \$</u>

**BILAN**  
**au 31 mars 1995**

	1995	1994
<b>ACTIF</b>		
<b>FONDS D'ASSURANCE-GARANTIE</b>		
Encaisse	1 966 \$	23 617 \$
Dépôts au Fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec:		
Dépôts à vue et intérêts courus	120 974	119 613
Dépôts à participation (note 4)	2 515 702	2 825 922
	<u>2 638 642 \$</u>	<u>2 969 152 \$</u>
<b>FONDS EN FIDÉICOMMIS (note 5)</b>	<u>219 000 \$</u>	<u>219 000 \$</u>
<b>PASSIF</b>		
<b>FONDS D'ASSURANCE-GARANTIE</b>		
Réclamation en exécution de garantie à payer	404 091 \$	607 245 \$
Primes perçues d'avance	43 772	21 231
<b>Solde du fonds</b>	<u>2 190 779</u>	<u>2 340 676</u>
	<u>2 638 642 \$</u>	<u>2 969 152 \$</u>
<b>FONDS EN FIDÉICOMMIS (note 5)</b>	<u>219 000 \$</u>	<u>219 000 \$</u>
<b>POLICES DE GARANTIE (note 6)</b>		

Pour la Régie,

Marcel Bergeron  
Jean Bertrand



## FONDS ADMINISTRÉS PAR LA RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES DU QUÉBEC

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1995

## 1. CONSTITUTION ET OBJET

La Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec a été constituée par une loi spéciale (L.R.Q., chapitre M-35.1).

La Régie a pour fonctions de favoriser une mise en marché efficace et ordonnée des produits agricoles et alimentaires, le développement de relations harmonieuses entre les différents intervenants, le règlement de litiges qui surviennent dans le cadre de la production et de la mise en marché de ces produits en tenant compte des intérêts des consommateurs et de la protection de l'intérêt public. La Régie exerce les mêmes fonctions dans le cadre de la mise en marché des produits de la pêche. De plus, elle administre les fonds suivants: le Fonds d'assurance-garantie et le Fonds en fidéicomis.

## Fonds d'assurance-garantie

Le Fonds d'assurance-garantie résulte de l'application par la Régie de la section V - Polices de garantie, de la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés (L.R.Q., chapitre P-30).

La Régie délivre des polices de garantie aux marchands de lait pour couvrir le paiement des sommes que doit ou pourra devoir un marchand de lait à ses producteurs ou à l'organisme chargé d'appliquer un plan conjoint. Les primes perçues de même que tout autre revenu net applicable à ce Fonds doivent servir exclusivement au paiement des réclamations en vertu des polices délivrées par la Régie. Nul ne peut être marchand de lait s'il ne détient une police de garantie délivrée par la Régie. Le ministre des Finances peut, avec l'autorisation du Gouvernement, avancer à la Régie les sommes nécessaires à l'acquittement des obligations de cette dernière en vertu des polices de garantie.

## Fonds en fidéicomis

Le Fonds en fidéicomis résulte de l'application par la Régie de l'article 4 du Règlement sur la police de garantie du paiement du lait et de la crème édicté en vertu de la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés.

Lorsque la Régie n'est pas satisfaite de la solvabilité d'un marchand, elle peut exiger de celui-ci d'autres conditions qu'elle juge nécessaires pour assurer le paiement du lait et de la crème livrés à ce marchand de lait par les producteurs.

## 2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers des fonds administrés par la Régie ont été préparés par la direction, selon les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière du Fonds d'assurance-garantie n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice.

## Fonds d'assurance-garantie

Les opérations relatives au Fonds d'assurance-garantie sont inscrites selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Cependant, compte tenu du mode de financement prévu dans la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés et des interventions gouvernementales, aucune provision n'est établie pour réclamations éventuelles de producteurs ou de l'organisme chargé d'appliquer un plan conjoint.

## Dépôts au Fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec

Les dépôts à participation sont comptabilisés au coût d'acquisition.

## Frais d'administration des fonds administrés par la Régie

Les frais d'administration de ces fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

## 3. REVENUS DE PLACEMENTS

	1995	1994
Fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec:		
Dépôts à participation	169 753 \$	295 057 \$
Dépôt à vue	5 466	4 119
Perte sur aliénation d'unités de participation	(15 257)	
	<u>159 962 \$</u>	<u>299 176 \$</u>

## FONDS ADMINISTRÉS PAR LA RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)  
31 mars 1995

## 4. DÉPÔTS À PARTICIPATION

Les dépôts à participation au Fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec sont exprimés en unités et chaque unité confère à son détenteur une participation proportionnelle à l'avoir net et au revenu net du Fonds général. Les unités sont remboursables sur préavis selon les modalités des règlements de la Caisse, à la valeur marchande de l'avoir net du Fonds général à la fin de chaque mois.

	1995	1994
Nombre d'unités	3 031	3 403
Valeur marchande par unité	823,28 \$	834,36 \$
Coût d'acquisition des unités	2 515 702 \$	2 825 922 \$
Valeur marchande des unités	2 495 366 \$	2 839 316 \$

## 5. FONDS EN FIDÉICOMMIS

Le ministère des Finances détient en fidéicomis, pour le compte de la Régie, des obligations du gouvernement du Canada et des coupons d'intérêts d'obligations du gouvernement du Québec inscrits au bilan à leur valeur nominale, soit 199 000 \$ déposés par un marchand de lait et 20 000 \$ déposés par un centre régional de grains, aux fins de garantir leur solvabilité.

## 6. POLICES DE GARANTIE

Les polices de garantie émises par la Régie assurent la valeur représentant les trois plus fortes réceptions mensuelles de lait et de crème provenant des producteurs au cours de l'année financière précédente. Les polices en vigueur totalisaient 364 M\$ au 31 mars 1995 (353 M\$ au 31 mars 1994).

## RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan des fonds administrés par la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec au 31 mars 1995 ainsi que l'état des revenus et dépenses et du solde du Fonds d'assurance-garantie de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Régie. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière des fonds administrés par la Régie au 31 mars 1995, ainsi que les résultats des opérations et l'évolution de la situation financière du Fonds d'assurance-garantie pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,  
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 11 mai 1995

**FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS**  
**(L.R.Q., c. A-13.2)**

**OPÉRATIONS ET EXCÉDENT**  
**de l'année financière terminée le 31 mars 1995**

	1995	1994
<b>REVENUS</b>		
Suramendes compensatoires et contributions pénales	1 364 131 \$	1 706 776 \$
<b>DÉPENSES</b>		
Subventions:		
Aux Centres d'aide	765 000	765 000
À SOS - Violence conjugale	181 300	181 000
À des projets spéciaux	40 000	45 980
	986 300	991 980
Traitements et avantages sociaux	326 119	326 899
Services professionnels	32 840	12 861
Loyers	41 471	42 296
Services de communication	38 200	40 395
Frais de déplacement et colloques	24 411	37 428
Publicité	7 509	25 229
Mobilier et équipement	8 385	2 191
Fournitures et approvisionnements	7 192	5 314
Abonnements	2 347	2 358
Frais de formation	894	1 096
	1 475 668	1 488 047
<b>(PERTE NETTE) REVENU NET</b>	(111 537)	218 729
<b>EXCÉDENT AU DÉBUT</b>	1 050 282	831 553
<b>EXCÉDENT À LA FIN</b>	938 745 \$	1 050 282 \$

**FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS**

**BILAN**  
**au 31 mars 1995**

	1995	1994
<b>ACTIF</b>		
Encaisse	437 000 \$	572 172 \$
Placement temporaire - au coût	500 000	500 000
Frais payés d'avance	5 560	3 703
	<u>942 560 \$</u>	<u>1 075 875 \$</u>
<b>PASSIF</b>		
Créditeurs et frais courus	3 815 \$	25 593 \$
<b>EXCÉDENT</b>	<u>938 745</u>	<u>1 050 282</u>
	<u>942 560 \$</u>	<u>1 075 875 \$</u>

Christine Viens  
 Administratrice du Fonds d'aide  
 aux victimes d'actes criminels

Michel Bouchard  
 Sous-ministre de la Justice

**FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES**  
**31 mars 1995**

---

**1. CONSTITUTION ET OBJET**

Le Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels, constitué par la Loi sur l'aide aux victimes d'actes criminels (L.R.Q., chapitre A-13.2), a pour objet le financement des services d'aide aux victimes d'actes criminels.

Ce Fonds est administré par le ministre de la Justice et le mode de gestion, de financement et d'opération du Fonds est fixé dans sa loi constitutive. Les dépenses du Fonds comprennent les frais du Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels du ministère de la Justice.

**2. CONVENTIONS COMPTABLES**

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements. L'état de l'évolution de la situation financière du Fonds n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice.

**Opérations**

Les revenus de suramendes compensatoires et de contributions pénales sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité de caisse alors que les autres opérations du Fonds sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

**Mobilier et équipement**

Les acquisitions de mobilier et d'équipement sont imputées aux opérations.

**Encaisse et placement temporaire**

Les surplus de liquidité du Fonds sont versés dans un compte de gestion sous la responsabilité du ministère des Finances. Conformément à une politique gouvernementale, les intérêts perçus sur les placements temporaires provenant de ces surplus ainsi que sur l'encaisse sont versés au Fonds consolidé du revenu et ne sont pas présentés dans l'état des opérations et de l'excédent.

**3. RÉGIME DE RETRAITE**

Les membres du personnel du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP). Ce régime est à prestations déterminées et comporte des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations du Fonds imputées aux opérations de l'année financière s'élèvent à 16 105 \$ (1994: 15 837 \$). Les obligations du Fonds envers ce régime gouvernemental se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

**FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS****RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

---

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels du gouvernement du Québec au 31 mars 1995 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1995, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,  
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 14 juin 1995

**FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COLLÈGES  
D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL DU QUÉBEC  
(L.R.Q., c. C-29)  
REVENUS ET DÉPENSES  
de l'année financière terminée le 31 mars 1995**

	1995	1994
<b>REVENUS</b>		
Intérêts sur dépôts bancaires et placements	13 473 701 \$	10 671 908 \$
Amortissement des escomptes et primes sur obligations	(578 330)	(670 565)
Gains (pertes) sur aliénations de placements (note 3)	(4 499 114)	3 237 858
Pertes sur contrats à terme sur obligations		(81 190)
	<u>8 396 257</u>	<u>13 158 011</u>
<b>DÉPENSES</b>		
Frais de garde	16 991	11 710
Commissions sur contrats à terme sur obligations		1 200
	<u>16 991</u>	<u>12 910</u>
<b>REVENU NET</b>	<u>8 379 266 \$</u>	<u>13 145 101 \$</u>

**SOLDE DU FONDS  
de l'année financière terminée le 31 mars 1995**

	1995	1994
<b>SOLDE DU FONDS - CAPITAL</b>		
Solde au début	132 283 000 \$	113 224 000 \$
Contributions du gouvernement du Québec	33 389 000	31 512 000
Remboursements du principal des obligations	(21 169 000)	(12 453 000)
Solde à la fin	<u>144 503 000</u>	<u>132 283 000</u>
<b>SOLDE DU FONDS - REVENUS ACCUMULÉS</b>		
Solde au début	12 200 909	2 165 630
Revenu net	8 379 266	13 145 101
Remboursements d'emprunts (principal et intérêts)	(19 423 782)	(3 109 822)
Solde à la fin	<u>1 156 393</u>	<u>12 200 909</u>
<b>SOLDE DU FONDS</b>	<u>145 659 393 \$</u>	<u>144 483 909 \$</u>

**FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COLLÈGES  
D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL DU QUÉBEC**

**BILAN**  
**au 31 mars 1995**

	1995	1994
<b>ACTIF</b>		
Placements (note 4)	147 030 323 \$	141 171 612 \$
Intérêts courus	3 972 593	3 299 056
Encaisse	11 117	13 241
	<u>151 014 033 \$</u>	<u>144 483 909 \$</u>
 <b>PASSIF</b>		
Créditeurs	5 354 640 \$	
<b>SOLDE DU FONDS</b>	<u>145 659 393</u>	<u>144 483 909 \$</u>
	<u>151 014 033 \$</u>	<u>144 483 909 \$</u>

Pierre Thivierge  
Administrateur du Fonds

Alain Rhéaume  
Sous-ministre des Finances



**FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COLLÈGES  
D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL DU QUÉBEC**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES**  
**31 mars 1995**

**1. CONSTITUTION ET OBJET**

Le Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec a été institué en vertu de l'article 28.1 de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., chapitre C-29).

Le Fonds a pour objet d'acquitter à même les montants déposés par le ministre de l'Éducation, le principal des obligations émises par un collège d'enseignement général et professionnel déterminé par le ministre et à même les produits ou revenus de ce Fonds, les emprunts (principal et intérêts) de tout collège d'enseignement général et professionnel du Québec.

Le ministre des Finances est chargé par la loi précitée de gérer le Fonds.

**2. CONVENTIONS COMPTABLES**

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'année financière.

**Placements en obligations**

Les placements en obligations sont comptabilisés au coût amorti.

Les escomptes ou les primes sont amortis sur la durée restante de chaque titre en fonction d'un taux de rendement constant.

**Frais d'administration**

Les frais d'administration du Fonds, défrayés à même les crédits du ministère des Finances, ne sont pas présentés dans l'état des revenus et dépenses.

**3. GAINS (PERTES) SUR ALIÉNATIONS DE PLACEMENTS**

Les pertes sur les ventes de titres obligataires aux autres fonds d'amortissement administrés par le ministre des Finances, effectuées au cours de l'année financière, s'élèvent à 644 884 \$ (1994: gains de 1 086 890 \$).

**4. PLACEMENTS**

	1995	1994
Obligations - à la valeur nominale	136 479 000 \$	122 724 000 \$
Solde non amorti des primes déduites des escomptes (des escomptes déduits des primes)	(5 578 677)	4 906 977
	130 900 323	127 630 977
Placements à court terme - au coût	16 130 000	13 540 635
	147 030 323 \$	141 171 612 \$

Au 31 mars 1995, la valeur marchande des obligations est de 131 770 753 \$ (1994: 125 488 934 \$).

**FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COLLÈGES  
D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL DU QUÉBEC**

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

---

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec au 31 mars 1995 ainsi que l'état des revenus et dépenses et l'état du solde du Fonds de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1995, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,  
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 17 août 1995

**FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COMMISSIONS SCOLAIRES DU QUÉBEC**  
**(L.R.Q., c. I-13.3)**

**REVENUS ET DÉPENSES**  
**de l'année financière terminée le 31 mars 1995**

	1995	1994
<b>REVENUS</b>		
Intérêts sur dépôts bancaires et placements	30 332 338 \$	30 187 294 \$
Amortissement des escomptes et primes sur obligations	(2 084 940)	(2 060 001)
Gains (pertes) sur aliénations de placements (note 3)	(8 716 108)	11 873 242 (794 820)
Pertes sur contrats à terme sur obligations		
	<u>19 531 290</u>	<u>39 205 715</u>
<b>DÉPENSES</b>		
Frais de garde	25 101	24 136
Commissions sur contrats à terme sur obligations		8 100
	<u>25 101</u>	<u>32 236</u>
<b>REVENU NET</b>	<u>19 506 189 \$</u>	<u>39 173 479 \$</u>

**SOLDE DU FONDS**  
**de l'année financière terminée le 31 mars 1995**

	1995	1994
<b>SOLDE DU FONDS - CAPITAL</b>		
Solde au début	326 362 500 \$	334 470 200 \$
Contributions du gouvernement du Québec	61 633 000	73 347 300
Remboursements du principal des obligations	(71 577 000)	(81 455 000)
Solde à la fin	<u>316 418 500</u>	<u>326 362 500</u>
<b>SOLDE DU FONDS - REVENUS ACCUMULÉS</b>		
Solde au début	2 695 456	10 096 767
Revenu net	19 506 189	39 173 479
Remboursements d'emprunts (principal et intérêts)	(21 000 000)	(46 574 790)
Solde à la fin	<u>1 201 645</u>	<u>2 695 456</u>
<b>SOLDE DU FONDS</b>	<u>317 620 145 \$</u>	<u>329 057 956 \$</u>

## FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COMMISSIONS SCOLAIRES DU QUÉBEC

**BILAN**  
**au 31 mars 1995**

	1995	1994
<b>ACTIF</b>		
Placements (note 4)	311 425 963 \$	321 417 874 \$
Intérêts courus	7 575 371	7 624 245
Encaisse	13 765	15 837
	<u>319 015 099 \$</u>	<u>329 057 956 \$</u>
<b>PASSIF</b>		
Créditeurs	1 394 954 \$	
<b>SOLDE DU FONDS</b>	317 620 145	329 057 956 \$
	<u>319 015 099 \$</u>	<u>329 057 956 \$</u>

Pierre Thivierge  
 Administrateur du Fonds

Alain Rhéaume  
 Sous-ministre des Finances

## FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COMMISSIONS SCOLAIRES DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES  
31 mars 1995

## 1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires du Québec a été institué en vertu de l'article 476 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q. chapitre I-13.3).

Le Fonds a pour objet d'acquitter à même les montants déposés par le ministre de l'Éducation, le principal des obligations émises par une commission scolaire déterminée par le ministre et à même les produits ou revenus de ce Fonds, les emprunts (principal et intérêts) de toute commission scolaire.

Le ministre des Finances est chargé par la loi précitée de gérer ce Fonds.

## 2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'année financière.

## Placements en obligations

Les placements en obligations sont comptabilisés au coût amorti.

Les escomptes ou les primes sont amortis sur la durée restante de chaque titre selon un taux de rendement constant.

## Frais d'administration

Les frais d'administration du Fonds, défrayés à même les crédits du ministère des Finances, ne sont pas présentés dans l'état des revenus et dépenses.

## 3. GAINS (PERTES) SUR ALIÉNATIONS DE PLACEMENTS

Les pertes sur les ventes de titres obligataires aux autres fonds d'amortissement administrés par le ministre des Finances, effectuées au cours de l'année financière, s'élèvent à 981 903 \$ (1994: gains de 2 166 818 \$).

## 4. PLACEMENTS

	1995	1994
Obligations - à la valeur nominale	298 945 000 \$	286 209 000 \$
Solde non amorti des primes déduites des escomptes	945 963	15 921 339
	299 890 963	302 130 339
Placements à court terme - au coût	11 535 000	19 287 535
	311 425 963 \$	321 417 874 \$

Au 31 mars 1995, la valeur marchande des obligations est de 300 705 984 \$ (1994: 298 758 798 \$).

**FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COMMISSIONS SCOLAIRES DU QUÉBEC****RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

---

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires du Québec au 31 mars 1995 ainsi que l'état des revenus et dépenses et l'état du solde du Fonds de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1995, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,  
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 17 août 1995

**FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES DU QUÉBEC**  
**(L.R.Q., c. I-17)**

**REVENUS ET DÉPENSES**  
**de l'année financière terminée le 31 mars 1995**

	1995	1994
<b>REVENUS</b>		
Intérêts sur dépôts bancaires et placements	10 904 094 \$	7 216 361 \$
Amortissement des escomptes et primes sur obligations	(885 752)	(156 600)
Gains (pertes) sur aliénations de placements (note 3)	(1 137 285)	1 113 672
Pertes sur contrats à terme sur obligations		(163 500)
	<u>8 881 057</u>	<u>8 009 933</u>
<b>DÉPENSES</b>		
Frais de garde	15 302	10 036
Commissions sur contrats à terme sur obligations		1 950
	<u>15 302</u>	<u>11 986</u>
<b>REVENU NET</b>	<u>8 865 755 \$</u>	<u>7 997 947 \$</u>

**SOLDE DU FONDS**  
**de l'année financière terminée le 31 mars 1995**

	1995	1994
<b>SOLDE DU FONDS - CAPITAL</b>		
Solde au début	84 592 000 \$	64 144 000 \$
Contributions du gouvernement du Québec	37 042 000	33 723 000
Remboursements du principal des obligations	(6 845 000)	(13 275 000)
Solde à la fin	<u>114 789 000</u>	<u>84 592 000</u>
<b>SOLDE DU FONDS - REVENUS ACCUMULÉS</b>		
Solde au début	9 693 532	8 695 585
Revenu net	8 865 755	7 997 947
Remboursements d'emprunts (principal et intérêts)	(8 000 000)	(7 000 000)
Solde à la fin	<u>10 559 287</u>	<u>9 693 532</u>
<b>SOLDE DU FONDS</b>	<u>125 348 287 \$</u>	<u>94 285 532 \$</u>

## FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES DU QUÉBEC

**BILAN**  
au 31 mars 1995

	1995	1994
<b>ACTIF</b>		
Placements (note 4)	123 035 335 \$	92 089 958 \$
Intérêts courus	2 300 592	2 179 918
Encaisse	12 360	15 656
	<u>125 348 287 \$</u>	<u>94 285 532 \$</u>
 <b>SOLDE DU FONDS</b>	 <u>125 348 287 \$</u>	 <u>94 285 532 \$</u>

Pierre Thivierge  
Administrateur du Fonds

Alain Rhéaume  
Sous-ministre des Finances



## FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES  
31 mars 1995**1. CONSTITUTION ET OBJET**

Le Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec est institué en vertu de l'article 6.1 de la Loi sur les investissements universitaires (L.R.Q., chapitre I-17).

Le Fonds a pour objet d'acquitter à même les montants déposés par le ministre de l'Éducation, le principal des obligations émises par un établissement universitaire et à même les produits ou revenus de ce Fonds, les emprunts (principal et intérêts) de tout établissement universitaire.

Le ministre des Finances est chargé par la loi précitée de gérer ce Fonds.

**2. CONVENTIONS COMPTABLES**

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice.

**Placements en obligations**

Les placements en obligations sont comptabilisés au coût amorti.

Les escomptes ou les primes sont amortis sur la durée restante de chaque titre en fonction d'un taux de rendement constant.

**Frais d'administration**

Les frais d'administration du Fonds, défrayés à même les crédits du ministère des Finances, ne sont pas présentés dans l'état des revenus et dépenses.

**3. GAINS (PERTES) SUR ALIÉNATIONS DE PLACEMENTS**

Les pertes sur les ventes de titres obligataires aux autres fonds d'amortissement administrés par le ministre des Finances, effectuées au cours de l'année financière, s'élèvent à 90 957 \$ (1994: gains de 179 161 \$).

**4. PLACEMENTS**

	1995	1994
Obligations - à la valeur nominale	91 723 000 \$	76 882 000 \$
Solde non amorti des primes déduites des escomptes	2 079 563	4 346 368
	93 802 563	81 228 368
Placements à court terme - au coût	29 232 772	10 861 590
	123 035 335 \$	92 089 958 \$

Au 31 mars 1995, la valeur marchande des obligations est de 93 857 331 \$ (1994: 80 492 463 \$).

**FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES DU QUÉBEC****RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

---

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec au 31 mars 1995 ainsi que l'état des revenus et dépenses et l'état du solde du Fonds de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1995, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,  
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 17 août 1995

**FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ORGANISMES DE SANTÉ  
ET DE SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC  
(L.R.Q., c. S-5)  
REVENUS ET DÉPENSES  
de l'année financière terminée le 31 mars 1995**

	1995	1994
<b>REVENUS</b>		
Intérêts sur dépôts bancaires et placements	24 533 019 \$	21 159 131 \$
Amortissement des escomptes et primes sur obligations	(1 204 324)	(1 360 907)
Gains (pertes) sur aliénations de placements (note 3)	(7 692 380)	9 229 851
Pertes sur contrats à terme sur obligations		(486 700)
	<u>15 636 315</u>	<u>28 541 375</u>
<b>DÉPENSES</b>		
Frais de garde	24 904	17 826
Commissions sur contrats à terme sur obligations		6 750
	<u>24 904</u>	<u>24 576</u>
<b>REVENU NET</b>	<u>15 611 411 \$</u>	<u>28 516 799 \$</u>

**SOLDE DU FONDS  
de l'année financière terminée le 31 mars 1995**

	1995	1994
<b>SOLDE DU FONDS - CAPITAL</b>		
Solde au début	248 682 000 \$	222 407 000 \$
Contributions du gouvernement du Québec	62 569 000	68 054 000
Remboursements du principal des obligations	(54 228 000)	(41 779 000)
Solde à la fin	<u>257 023 000</u>	<u>248 682 000</u>
<b>SOLDE DU FONDS - REVENUS CUMULÉS</b>		
Solde au début	15 441 288	13 897 090
Revenu net	15 611 411	28 516 799
Remboursements d'emprunts (principal et intérêts)	(30 990 732)	(26 972 601)
Solde à la fin	<u>61 967</u>	<u>15 441 288</u>
<b>SOLDE DU FONDS</b>	<u>257 084 967 \$</u>	<u>264 123 288 \$</u>

**FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ORGANISMES DE SANTÉ  
ET DE SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC**

**BILAN**  
**au 31 mars 1995**

	1995	1994
<b>ACTIF</b>		
Placements (note 4)	266 247 728 \$	258 739 889 \$
Intérêts courus	5 821 535	5 366 866
Encaisse	15 704	16 533
	<u>272 084 967 \$</u>	<u>264 123 288 \$</u>
 <b>PASSIF</b>		
Créditeurs	15 000 000 \$	
<b>SOLDE DU FONDS</b>	257 084 967	264 123 288 \$
	<u>272 084 967 \$</u>	<u>264 123 288 \$</u>

Pierre Thivierge  
Administrateur du Fonds

Alain Rhéaume  
Sous-ministre des Finances

**FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ORGANISMES DE SANTÉ  
ET DE SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES**  
**31 mars 1995**

**1. CONSTITUTION ET OBJET**

Le Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec a été institué en vertu de l'article 178.0.2 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5).

Le Fonds a pour objet d'acquitter à même les montants déposés par le ministre de la Santé et des Services sociaux, le principal des obligations émises par une régie régionale, un établissement public ou la Corporation d'hébergement du Québec et à même les produits ou revenus de ce Fonds, les emprunts (principal et intérêts) de toute régie régionale ou établissement public ou de la Corporation d'hébergement du Québec.

Le ministre des Finances est chargé par la loi précitée de gérer le Fonds.

**2. CONVENTIONS COMPTABLES**

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'année financière.

**Placements en obligations**

Les placements en obligations sont comptabilisés au coût amorti.

Les escomptes ou les primes sont amortis sur la durée restante de chaque titre en fonction d'un taux de rendement constant.

**Frais d'administration**

Les frais d'administration du Fonds, défrayés à même les crédits du ministère des Finances, ne sont pas présentés dans l'état des revenus et dépenses.

**3. GAINS (PERTES) SUR ALIÉNATIONS DE PLACEMENTS**

Les gains sur les ventes de titres obligataires aux autres fonds d'amortissement administrés par le ministre des Finances, effectuées au cours de l'année financière, s'élèvent à 10 795 \$ (1994: 1 068 788 \$).

**4. PLACEMENTS**

	1995	1994
Obligations - à la valeur nominale	232 421 000 \$	206 205 000 \$
Solde non amorti des primes déduites des escomptes (des escomptes déduits des primes)	(5 933 272)	14 973 254
	226 487 728	221 178 254
Placements à court terme - au coût	39 760 000	37 561 635
	266 247 728 \$	258 739 889 \$

Au 31 mars 1995, la valeur marchande des obligations est de 225 974 718 \$ (1994: 215 768 341 \$).

**FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ORGANISMES DE SANTÉ  
ET DE SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC**

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

---

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec au 31 mars 1995 ainsi que l'état des revenus et dépenses et l'état du solde du Fonds de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1995, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,  
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 17 août 1995

**FONDS DE FINANCEMENT**  
(L.R.Q., c. A-6)

**OPÉRATIONS**

de l'année financière terminée le 31 mars 1995  
(en milliers de dollars)

	1995	1994
<b>PERTE NETTE D'INTÉRÊTS</b>		
Intérêts sur prêts	342 090	266 415
Amortissement des escomptes et primes sur prêts	19 542	7 531
Intérêts sur avances du Fonds consolidé du revenu	(343 655)	(268 130)
Amortissement des escomptes et primes sur avances du Fonds consolidé du revenu	(19 457)	(7 786)
Intérêts sur placements temporaires	242	1 041
	(1 238)	(929)
<b>AUTRES OPÉRATIONS</b>		
Frais d'émission de prêts imputés aux emprunteurs	2 830	9 819
Frais d'émission sur avances du Fonds consolidé du revenu	(137)	(3 263)
Frais d'administration imputés aux emprunteurs	621	1 460
Gain net de change		17
	3 314	8 033
	2 076	7 104
<b>FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION</b>		
Traitements, salaires et allocations	836	797
Services professionnels, administratifs et autres	84	115
Service de transport et de communication	16	22
Loyers	173	177
Amortissement des immobilisations	19	20
Autres	7	4
	1 135	1 135
<b>REVENU NET</b>	941	5 969

**EXCÉDENT**

de l'année financière terminée le 31 mars 1995  
(en milliers de dollars)

	1995	1994
<b>SOLDE AU DÉBUT</b>	6 043	9 774
Revenu net	941	5 969
Excédent versé au Fonds consolidé du revenu		(9 700)
<b>SOLDE À LA FIN</b>	6 984	6 043

## FONDS DE FINANCEMENT

**ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE**  
**de l'année financière terminée le 31 mars 1995**  
(en milliers de dollars)

	1995	1994
<b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>		
Revenu net	941	5 969
Éléments sans incidence sur les liquidités:		
Amortissement des escomptes et primes sur prêts	(19 542)	(7 531)
Amortissement des escomptes et primes sur avances du Fonds consolidé du revenu	19 457	7 786
Amortissement des immobilisations	19	20
	875	6 244
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	(12 174)	(7 618)
Liquidités utilisées pour les activités d'exploitation	(11 299)	(1 374)
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		
Avances du Fonds consolidé du revenu	4 060 986	2 816 508
Remboursement d'avances du Fonds consolidé du revenu	(3 330 571)	(1 269 320)
Excédent versé au Fonds consolidé du revenu		(9 700)
Liquidités provenant des activités de financement	730 415	1 537 488
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>		
Prêts	(4 400 484)	(2 886 463)
Remboursement de prêts	3 665 505	1 324 431
Acquisitions d'immobilisations	(15)	
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement	(734 994)	(1 562 032)
<b>DIMINUTION DES LIQUIDITÉS</b>	(15 878)	(25 918)
<b>LIQUIDITÉS AU DÉBUT</b>	16 173	42 091
<b>LIQUIDITÉS À LA FIN</b>	295	16 173

Les liquidités du Fonds comprennent l'encaisse.



## FONDS DE FINANCEMENT

## BILAN

au 31 mars 1995

(en milliers de dollars)

	1995	1994
<b>ACTIF</b>		
Prêts (note 3)	4 949 378	4 194 857
Intérêts courus sur prêts	133 210	109 750
	<u>5 082 588</u>	<u>4 304 607</u>
Encaisse	295	3 073
Placements temporaires - au coût		13 100
Débiteurs	1 519	1 664
Intérêts courus à recevoir sur placements temporaires		16
Immobilisations (note 4)	31	35
Frais reportés - escomptes et primes sur avances du Fonds consolidé du revenu	10 113	12 264
Frais d'émission reportés	304	350
	<u>5 094 850</u>	<u>4 335 109</u>
<b>PASSIF</b>		
Avances du Fonds consolidé du revenu (note 5)	4 938 980	4 208 565
Intérêts courus sur avances du Fonds consolidé du revenu	147 342	118 685
Créditeurs	30	63
Revenus reportés	1 514	1 753
	<u>5 087 866</u>	<u>4 329 066</u>
<b>EXCÉDENT</b>	6 984	6 043
	<u>5 094 850</u>	<u>4 335 109</u>

## ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN (note 7)

Jacques Poirier  
Administrateur du Fonds de financement

Alain Rhéaume  
Sous-ministre des Finances

## FONDS DE FINANCEMENT

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1995

(en milliers de dollars)

## 1. CONSTITUTION, OBJET ET FINANCEMENT

Le Fonds de financement est un fonds spécial institué par la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6).

Le Fonds a pour objet de permettre au ministre des Finances, à même les sommes empruntées à cette fin par le Gouvernement et versées au Fonds, de faire des prêts à des organismes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux, à des entreprises du Gouvernement, à d'autres organismes déterminés par le Gouvernement et à des fonds spéciaux.

Ce Fonds est administré par le ministre des Finances. Les modes de gestion, de financement et d'opération du Fonds sont prévus dans sa loi constitutive.

Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

Le Fonds impute aux emprunteurs des frais d'émission de prêts pour compenser ceux encourus par le Gouvernement sur les emprunts qu'il effectue pour le compte du Fonds de financement. Le Fonds impute également aux emprunteurs des frais d'administration. Les montants des frais imputés sont déterminés annuellement par le ministre des Finances.

## 2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

## Frais et revenus reportés

Les frais et revenus reportés sont amortis sur la durée restante de chaque titre selon la méthode de l'amortissement linéaire.

## Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût d'acquisition et amorties sur leur durée de vie utile selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux suivants:

	Taux
Mobilier de bureau	20 %
Équipements informatiques	20 %
Logiciels	33 1/3 %

## 3. PRÊTS

	1995	1994
<b>Emprunteurs:</b>		
Commissions scolaires	1 145 114	1 070 526
Collèges d'enseignement général et professionnel	255 577	224 018
Établissements régis par la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5)		
Corporation d'hébergement du Québec	760 875	561 764
Autres	377 452	306 336
Établissements universitaires	50 003	52 118
Fonds spéciaux	16 036	14 326
Entreprises et organismes du Gouvernement	2 344 321	1 965 769
	<u>4 949 378</u>	<u>4 194 857</u>

Les échéances et les taux d'intérêts sur les prêts consentis par le Fonds sont, sauf quelques exceptions, identiques à ceux des avances reçues du Fonds consolidé du revenu à cette fin.

Le solde à amortir au cours des années subséquentes des escomptes et primes sur prêts est de 8 099 099 \$ au 31 mars 1995 (6 465 834 \$ au 31 mars 1994).

## FONDS DE FINANCEMENT

## NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

31 mars 1995

(en milliers de dollars)

## 4. IMMOBILISATIONS

	1995		1994
	Coût	Amortissement cumulé	Net
Mobilier de bureau	9	7	4
Équipements informatiques	88	60	31
Logiciels	12	11	
	109	78	35

## 5. AVANCES DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

	1995	
Échéance Année financière	Montant	Taux (%)
1996	351 578	9,375 et autres (1)
1997	154 276	9,85; 9,375 et variable *
1998	833 394	9,375; 8,50; 8,00 et variable *
1999	87 033	9,375 et variable *
2000	994 686	9,375; 8,89; 8,50 et 6,00
2001	136 434	10,00 et 9,375
2002	706 149	10,25; 10,24; 9,375 et 9,31 et variable *
2003	345 451	9,375; 9,25 et 9,10
2004-2008	1 185 460	9,75; 9,50; 9,375; 9,00; 8,66; 7,50 et 6,29
2009-2013	8 471	9,375
2014-2018	8 471	9,375
2019-2023	127 577	9,375
	4 938 980	

\* Taux des acceptations bancaires plus ou moins un pourcentage variant entre 0,11 et 0,28.

(1) Les avances à court terme portent intérêt à des taux variant de 6,42 % à 8,35 %.

**FONDS DE FINANCEMENT****NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)****31 mars 1995**

(en milliers de dollars)

**6. RÉGIMES DE RETRAITE**

Les membres du personnel du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP). Ce régime est à prestations déterminées et comporte des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations défrayées par le Fonds et imputées aux résultats de l'année financière, s'élèvent à 33 411 \$ (1994: 31 787 \$). Les obligations du Fonds envers ce régime gouvernemental se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

**7. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN**

Conformément à une décision du gouvernement du Québec en date du 5 avril 1995, un montant de 6 000 000 \$ provenant des surplus accumulés a été versé au Fonds consolidé du revenu le 7 avril 1995.

---

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds de financement du gouvernement du Québec au 31 mars 1995 ainsi que l'état des opérations, l'état de l'excédent et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1995, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,  
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 14 juillet 1995

**FONDS DE LA FORMATION À DISTANCE**  
(L.R.Q., c. M-15)

**OPÉRATIONS ET EXCÉDENT**  
de l'année financière terminée le 31 mars 1995

	1995	1994
<b>REVENUS</b>		
Inscriptions aux cours	287 998 \$	581 277 \$
Correction et tutorat	217 766	419 829
Ventes de matériel didactique	1 103 818	1 650 894
Ententes	162 241	176 108
Redevances	56 608	98 786
Autres	161 950	181 027
	<u>1 990 381</u>	<u>3 107 921</u>
<b>COÛT DES MARCHANDISES VENDUES</b>		
Stocks au début	844 418	849 409
Achats de matériel didactique	699 176	937 605
Stocks à la fin (note 3)	(831 438)	(844 418)
	<u>712 156</u>	<u>942 596</u>
<b>REVENU BRUT</b>	<u>1 278 225</u>	<u>2 165 325</u>
<b>FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION</b>		
Traitements et avantages sociaux	2 233 397	3 064 725
Services de transport et de communication	304 557	419 967
Services professionnels et administratifs	798 137	1 138 223
Loyer	333 858	429 626
Location d'équipement	8 682	14 264
Entretien et réparations	24 675	18 098
Fournitures	25 756	53 356
Matériel et équipement	1 151	4 678
Frais financiers	10 395	23 560
Amortissement des immobilisations	35 456	186 532
Mauvaises créances	40 978	25 025
	<u>3 817 042</u>	<u>5 378 054</u>
<b>PERTE AVANT SUBVENTION</b>	<u>2 538 817</u>	<u>3 212 729</u>
<b>SUBVENTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC</b>	<u>3 890 000</u>	<u>4 263 718</u>
<b>REVENU NET</b>	<u>1 351 183</u>	<u>1 050 989</u>
<b>EXCÉDENT AU DÉBUT</b>	<u>1 107 870</u>	<u>56 881</u>
<b>EXCÉDENT À LA FIN</b>	<u>2 459 053 \$</u>	<u>1 107 870 \$</u>

## FONDS DE LA FORMATION À DISTANCE

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
de l'année financière terminée le 31 mars 1995

	1995	1994
<b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>		
Revenu net	1 351 183 \$	1 050 989 \$
Élément sans incidence sur les liquidités: Amortissement des immobilisations	35 456	186 532
	1 386 639	1 237 521
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	781 308	1 483 760
Liquidités provenant des activités d'exploitation	2 167 947	2 721 281
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		
Liquidités utilisées pour les activités de financement:		
Remboursement de la dette à long terme	(15 214)	(13 923)
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>		
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement:		
Acquisitions d'immobilisations		(5 633)
<b>AUGMENTATION DES LIQUIDITÉS</b>	2 152 733	2 701 725
<b>LIQUIDITÉS (INSUFFISANCE DES LIQUIDITÉS) AU DÉBUT</b>	1 746 598	(955 127)
<b>LIQUIDITÉS À LA FIN</b>	3 899 331 \$	1 746 598 \$

Les liquidités comprennent l'encaisse et les placements temporaires.

## FONDS DE LA FORMATION À DISTANCE

## BILAN

au 31 mars 1995

	1995	1994
<b>ACTIF</b>		
<b>À court terme</b>		
Encaisse	1 199 331 \$	746 598 \$
Placements temporaires - au coût	2 700 000	1 000 000
Débiteurs	560 873	548 003
Subvention à recevoir du gouvernement du Québec		648 962
Frais payés d'avance	10 738	2 475
Stocks (note 3)	837 162	855 015
	<u>5 308 104</u>	<u>3 801 053</u>
<b>Immobilisations (note 4)</b>	57 992	93 448
	<u>5 366 096 \$</u>	<u>3 894 501 \$</u>
<b>PASSIF</b>		
<b>À court terme</b>		
Créditeurs et frais courus	427 660 \$	304 892 \$
Revenus reportés	234 999	222 141
Versement sur la dette à long terme (note 5)	16 322	15 215
	<u>678 981</u>	<u>542 248</u>
<b>Dette à long terme (note 5)</b>	2 228 062	2 244 383
	<u>2 907 043</u>	<u>2 786 631</u>
<b>EXCÉDENT</b>	2 459 053	1 107 870
	<u>5 366 096 \$</u>	<u>3 894 501 \$</u>

Marjorie Gawley  
Directrice du Fonds de la  
formation à distance

Pierre Lucier  
Sous-ministre de l'Éducation

## FONDS DE LA FORMATION À DISTANCE

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1995

## 1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds de la formation à distance, fonds spécial institué par la Loi sur le ministère de l'Éducation (L.R.Q., chapitre M-15), a pour objet le financement de biens et services reliés à la formation à distance. Le ministre de l'Éducation peut fournir, dans les domaines de sa compétence et moyennant considération, à toute personne ou organisme, des services reliés à la formation à distance. Il peut également fournir, à la demande d'un autre ministre, dans les domaines de compétence de ce dernier et moyennant considération, les mêmes services à toute personne ou organisme.

Ce Fonds est administré par le ministre de l'Éducation. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds, prévu dans sa loi constitutive, précise notamment que les intérêts produits par les sommes constituant le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu. Ces intérêts ne sont pas présentés dans l'état des opérations et de l'excédent.

Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

Le ministère de l'Éducation est à redéfinir le lieu d'exercice de la formation à distance. Des pourparlers ont été entrepris avec une nouvelle société dans le but d'y transférer ces activités. Le Fonds de la formation à distance cessera ses opérations à l'intérieur d'un échéancier qui reste à déterminer.

## 2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

**Stocks**

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est établi selon la méthode du coût moyen.

Le coût du stock de matériel didactique ne comprend que les coûts directs d'impression et n'inclut pas les coûts de conception, de développement et de rédaction des cours.

**Immobilisations**

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont inscrites à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les acquisitions de matériel et d'équipement dont le coût unitaire est de moins de 1 000 \$ sont imputées aux opérations alors que celles dont le coût unitaire dépasse 1 000 \$ sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les taux suivants:

	Taux
Équipement de bureautique et d'informatique	20 %
Mobilier et équipement de bureau	20 %
Logiciels	33 1/3 %

## 3. STOCKS

	1995	1994
Matériel didactique	831 438 \$	844 418 \$
Fournitures	5 724	10 597
	<u>837 162 \$</u>	<u>855 015 \$</u>



## FONDS DE LA FORMATION À DISTANCE

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)  
31 mars 1995

## 4. IMMOBILISATIONS

	1995		1994
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement cumulé	Net
Équipement de bureautique et d'informatique	518 989 \$	492 239 \$	26 750 \$
Mobilier et équipement de bureau	361 247	360 315	932
Logiciels	35 545	35 545	
	915 781	888 099	27 682
Équipement détenu en vertu d'un contrat de location- acquisition	51 960	21 650	30 310
	967 741 \$	909 749 \$	57 992 \$

## 5. DETTE À LONG TERME

	1995	1994
Dû au Fonds consolidé du revenu, sans intérêt, dont les modalités de paiement ne sont pas encore déterminées par le Gouvernement	2 191 767 \$	2 191 767 \$
Emprunt commercial garanti par l'équipement, taux de 8,99 % la première année et de 6,95 % les années suivantes, échéant en 1998	19 247	24 835
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition, taux de 7,4 % échéant en 1998	33 370	42 996
	2 244 384	2 259 598
Versement échéant en deçà d'un an	16 322	15 215
	2 228 062 \$	2 244 383 \$

Les paiements minimums exigibles sur les obligations découlant d'un contrat de location-acquisition s'établissent comme suit:

1996	12 809 \$
1997	12 809
1998	12 808
Total des paiements minimums exigibles	38 426
Montant représentant les intérêts inclus dans les paiements exigibles	5 056
	33 370 \$

## FONDS DE LA FORMATION À DISTANCE

### NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite) 31 mars 1995

#### 5. DETTE À LONG TERME (suite)

Les montants des versements en capital à effectuer sur les autres dettes à long terme au cours des trois prochaines années financières se détaillent comme suit:

1996	5 983 \$
1997	6 406
1998	6 858

#### 6. RÉGIMES DE RETRAITE

Les membres du personnel du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations du Fonds imputées aux résultats de l'année financière terminée le 31 mars 1995 s'élèvent à 109 001 \$ (1994: 142 513 \$). Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

#### 7. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 1994 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1995.

## RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds de la formation à distance du gouvernement du Québec au 31 mars 1995 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1995 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,  
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 14 juillet 1995

**FONDS DE LA GESTION DES IMMEUBLES DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER**  
**(L.R.Q., c. M-21.1)**

**OPÉRATIONS ET EXCÉDENT**  
**de l'année financière terminée le 31 mars 1995**

	1995	1994
<b>REVENUS</b>		
Biens et services rendus - net		
Ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles	12 009 713 \$	12 288 871 \$
Recouvrement de taxes	238 364	
Autres	58 669	6 264
	<u>12 306 746</u>	<u>12 295 135</u>
<b>FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION</b>		
Location d'espaces	8 440 360	7 708 103
Exploitation	1 043 993	1 002 545
Mobilier	108 845	143 655
Équipement	49 623	50 077
Entretien et réparations	132 428	426 199
Aménagement	109 120	169 048
Traitements et avantages sociaux	345 749	328 694
Déplacements	25 329	36 526
Honoraires professionnels	94 915	103 071
Poste, messagerie et communications	18 430	21 196
Frais financiers	687 149	822 544
Autres dépenses	143 862	80 409
Amortissement des immobilisations	1 103 331	996 606
	<u>12 303 134</u>	<u>11 888 673</u>
<b>REVENU NET</b>	3 612	406 462
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) AU DÉBUT</b>	17 614	(388 848)
<b>EXCÉDENT À LA FIN</b>	<u>21 226 \$</u>	<u>17 614 \$</u>

## FONDS DE LA GESTION DES IMMEUBLES DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
de l'année financière terminée le 31 mars 1995

	1995	1994
<b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>		
Revenu net	3 612 \$	406 462 \$
Éléments sans incidence sur les liquidités:		
Amortissement des immobilisations	1 103 331	996 606
Gain sur aliénations d'immobilisations	(25 585)	
	1 081 358	1 403 068
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	622 173	(554 615)
Liquidités provenant des activités d'exploitation	1 703 531	848 453
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		
Dette à long terme		3 662 185
Remboursement de la dette à long terme	(1 149 108)	(3 217 217)
Avances du Fonds consolidé du revenu	300 000	(1 950 000)
Liquidités utilisées pour les activités de financement	(849 108)	(1 505 032)
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>		
Acquisitions d'oeuvres d'art		(584)
Acquisitions d'immobilisations	(853 591)	(430 485)
Produit d'aliénations d'immobilisations	100 191	
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement	(753 400)	(431 069)
<b>AUGMENTATION (DIMINUTION) DES LIQUIDITÉS</b>	101 023	(1 087 648)
<b>ENCAISSE AU DÉBUT</b>	119 003	1 206 651
<b>ENCAISSE À LA FIN</b>	220 026 \$	119 003 \$

## FONDS DE LA GESTION DES IMMEUBLES DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER

BILAN  
au 31 mars 1995

	1995	1994
<b>ACTIF</b>		
<b>À court terme</b>		
Encaisse	220 026 \$	119 003 \$
Débiteurs	951 142	1 135 891
Frais payés d'avance	120 824	17 120
	<u>1 291 992</u>	<u>1 272 014</u>
Oeuvres d'art	51 198	51 198
Immobilisations (note 3)	11 650 570	11 974 916
	<u>12 993 760 \$</u>	<u>13 298 128 \$</u>
<b>PASSIF</b>		
<b>À court terme</b>		
Créditeurs et frais courus	1 569 458 \$	1 083 114 \$
Revenus perçus d'avance	54 784	
Avances du Fonds consolidé du revenu (note 4)	500 000	200 000
Versements sur la dette à long terme (note 5)	1 156 985	1 149 108
	<u>3 281 227</u>	<u>2 432 222</u>
Dette à long terme (note 5)	9 691 307	10 848 292
	<u>12 972 534</u>	<u>13 280 514</u>
<b>EXCÉDENT</b>	21 226	17 614
	<u>12 993 760 \$</u>	<u>13 298 128 \$</u>
<b>ENGAGEMENTS (note 6)</b>		

Jean Lefebvre  
Administrateur du Fonds de la gestion des  
immeubles du Québec à l'étranger

Robert Normand  
Sous-ministre des Affaires internationales,  
de l'Immigration et des Communautés culturelles

## FONDS DE LA GESTION DES IMMEUBLES DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER

### NOTES COMPLÉMENTAIRES 31 mars 1995

#### 1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles (L.R.Q., chapitre M-21.1), a pour objet de gérer et de financer les biens et services fournis par le ministre aux représentations du Québec à l'étranger.

Ce Fonds est administré par le ministre des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive.

Les surplus accumulés sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

#### 2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

##### Recouvrement de taxes

Les recouvrements de taxes de pays étrangers sont inscrits dans l'exercice au cours duquel les réclamations produites sont acceptées.

##### Oeuvres d'art

Les oeuvres d'art cédées au Fonds lors de sa constitution sont inscrites à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres acquisitions sont inscrites à leur coût d'acquisition. Les oeuvres d'art sont réparties dans l'ensemble des délégations et résidences officielles du Québec à l'étranger.

##### Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont inscrites à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les achats de meubles dont le coût est de plus de 5 000 \$ sont capitalisés. Les travaux d'aménagement et d'améliorations locatives excédant 100 000 \$ sont également capitalisés.

Les immobilisations sont amorties sur leur durée de vie utile selon les méthodes et les taux suivants:

	Méthode et taux
Bâtiments	Amortissement à intérêts composés mensuellement (dotation croissante) au taux de 10 % d'une durée de 25 ans
Aménagement des bâtiments	Amortissement à intérêts composés mensuellement (dotation croissante) au taux de 10 % d'une durée de 10 ans
Améliorations locatives	Amortissement à intérêts composés mensuellement (dotation croissante) au taux de 10 % sur la durée du bail jusqu'à un maximum de 10 ans
Mobilier et équipement	Amortissement linéaire au taux de 20 %
Véhicules motorisés	Amortissement linéaire au taux de 20 %

##### Conversion des devises étrangères

Les achats acquittés au cours de l'année financière ainsi que les avances aux délégations sont convertis au taux de change prévalant à la date du transfert des fonds requis pour effectuer les transactions. Les créditeurs sont convertis au taux de change prévalant à la date du bilan.

## FONDS DE LA GESTION DES IMMEUBLES DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)  
31 mars 1995

## 3. IMMOBILISATIONS

	1995		1994
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement cumulé	Net
Terrains	1 807 422 \$		1 807 422 \$
Bâtiments	3 110 609	102 286 \$	3 008 323
Aménagement des bâtiments	3 419 493	460 511	2 958 982
Améliorations locatives	2 946 071	642 011	2 304 060
Mobilier	1 191 065	559 858	631 207
Équipement	1 528 416	738 322	790 094
Véhicules motorisés	308 513	158 031	150 482
	<u>14 311 589 \$</u>	<u>2 661 019 \$</u>	<u>11 650 570 \$</u>
			<u>11 974 916 \$</u>

## 4. AVANCES DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

	1995	1994
Avances portant intérêt au taux préférentiel bancaire, sans modalités de remboursement, échéant le 31 mars 1997 et remboursables par anticipation	<u>500 000 \$</u>	<u>200 000 \$</u>

## 5. DETTE À LONG TERME

	1995	1994
Emprunts sur billets du Fonds de financement du gouvernement du Québec, 9,15 % et 8,52 % remboursables par versements annuels de 331 993 \$ et 457 700 \$, échéant en 2001	7 036 114 \$	7 825 807 \$
Dû au Fonds consolidé du revenu, sans intérêt, remboursable en fonction de l'amortissement des immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution	3 793 348	4 152 763
Dû au ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles, sans intérêt et sans modalités de remboursement	18 830	18 830
	<u>10 848 292</u>	<u>11 997 400</u>
Versements échéant en deçà d'un an	1 156 985	1 149 108
	<u>9 691 307 \$</u>	<u>10 848 292 \$</u>

Les montants des versements en capital à effectuer sur la dette à long terme au cours des cinq prochaines années financières se détaillent comme suit:

1996	1 156 985 \$
1997	1 124 299
1998	839 132
1999	844 309
2000	850 028

## FONDS DE LA GESTION DES IMMEUBLES DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)  
31 mars 1995

## 6. ENGAGEMENTS

Le Fonds est engagé par des baux à long terme, en monnaie étrangère, échéant à diverses dates jusqu'en 2006, pour la location de locaux commerciaux et de résidences.

Les paiements minimums futurs pour les prochaines années financières s'établissent comme suit:

	Locaux commerciaux	Résidences	Total
1996	8 088 400 \$	979 200 \$	9 067 600 \$
1997	6 745 100	323 000	7 068 100
1998	5 303 700	22 700	5 326 400
1999	3 415 500		3 415 500
2000	2 877 500		2 877 500
2001 et subséquemment	7 253 800		7 253 800
	<u>33 684 000 \$</u>	<u>1 324 900 \$</u>	<u>35 008 900 \$</u>

## 7. RÉGIMES DE RETRAITE

Les membres du personnel du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations du Fonds imputées aux résultats de l'année financière s'élèvent à 16 671 \$ (1994: 15 586 \$). Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses contributions à titre d'employeur.

## 8. RECOUVREMENT DE TAXES

Le Fonds estime qu'en vertu de privilèges diplomatiques accordés par la France, il pourrait se voir rembourser 29 300 \$ de taxe sur la valeur ajoutée sur certains achats faits au cours de l'année 1994-1995 et des années antérieures. De plus, des démarches ont été entreprises auprès de ce pays afin d'obtenir un tel privilège sur d'autres achats. Le Fonds est présentement en attente d'une décision du ministère des Affaires étrangères de la France et le montant réclamé s'élève à 1,1 million de dollars. Ces remboursements seront inscrits aux livres lorsque les réclamations produites seront acceptées.

## 9. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 1994 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1995.



**FONDS DE LA GESTION DES IMMEUBLES DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER****RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

---

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger au 31 mars 1995 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1995, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,  
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 7 juillet 1995

**FONDS DE LA RÉFORME DU CADASTRE QUÉBÉCOIS**  
(L.R.Q., c. R-3.1)

**OPÉRATIONS**  
de l'année financière terminée le 31 mars 1995

	1995	1994
		(note 3)
<b>REVENUS</b>		
Droits, honoraires et ventes diverses (note 4)	26 926 338 \$	26 967 924 \$
Intérêts	1 632 269	846 316
	<u>28 558 607</u>	<u>27 814 240</u>
<b>DÉPENSES</b>		
Traitements et avantages sociaux	6 111 400	5 474 109
Services professionnels et administratifs	2 611 590	1 476 388
Transport et communication	267 991	335 012
Entretien et réparations	35 524	62 581
Loyers	964 257	909 473
Fournitures et approvisionnement	89 429	114 580
Amortissement des immobilisations	67 773	71 486
Amortissement des frais de développement de systèmes informatiques	1 009 472	
Autres dépenses	1 329	1 678
	<u>11 158 765</u>	<u>8 445 307</u>
<b>REVENU NET</b>	<u>17 399 842 \$</u>	<u>19 368 933 \$</u>

**EXCÉDENT**  
de l'année financière terminée le 31 mars 1995

	1995	1994
<b>SOLDE AU DÉBUT</b>		
Solde déjà établi	24 323 155 \$	5 135 732 \$
Redressement (note 3)		
Capitalisation de frais de développement de systèmes informatiques	181 510	
Solde redressé	<u>24 504 665</u>	<u>5 135 732</u>
Revenu net	<u>17 399 842</u>	<u>19 368 933</u>
<b>SOLDE À LA FIN</b>	<u>41 904 507 \$</u>	<u>24 504 665 \$</u>

## FONDS DE LA RÉFORME DU CADASTRE QUÉBÉCOIS

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
de l'année financière terminée le 31 mars 1995

	1995	1994 (note 3)
<b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>		
Revenu net	17 399 842 \$	19 368 933 \$
Élément sans incidence sur les liquidités:		
Amortissement des immobilisations	67 773	71 486
Amortissement des frais de développement de systèmes informatiques	1 009 472	
	18 477 087	19 440 419
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	(5 663 107)	2 730 442
Liquidités provenant des activités d'exploitation	12 813 980	22 170 861
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>		
Acquisitions:		
Immobilisations	(27 463)	(139 060)
Frais de développement de systèmes informatiques	(7 038 732)	(3 766 397)
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement	(7 066 195)	(3 905 457)
<b>AUGMENTATION DES LIQUIDITÉS</b>	5 747 785	18 265 404
<b>LIQUIDITÉS AU DÉBUT</b>	25 736 151	7 470 747
<b>LIQUIDITÉS À LA FIN</b>	31 483 936 \$	25 736 151 \$

Les liquidités du Fonds comprennent l'encaisse et les placements temporaires.

## FONDS DE LA RÉFORME DU CADASTRE QUÉBÉCOIS

BILAN  
au 31 mars 1995

	1995	1994 (note 3)
<b>ACTIF</b>		
<b>À court terme</b>		
Encaisse	708 479 \$	131 887 \$
Placements temporaires, au coût	30 775 457	25 604 264
Débiteurs	1 368 116	227 758
Intérêts courus à recevoir	926 261	565 869
Frais payés d'avance		1 174
	33 778 313	26 530 952
Frais de développement de systèmes informatiques (note 5)	9 863 121	3 833 861
Immobilisations (note 6)	144 074	184 384
	43 785 508 \$	30 549 197 \$
<b>PASSIF</b>		
<b>À court terme</b>		
Créditeurs	1 881 001 \$	5 150 191 \$
Revenus perçus d'avance		894 341
	1 881 001	6 044 532
<b>EXCÉDENT</b>	41 904 507	24 504 665
	43 785 508 \$	30 549 197 \$

## ENGAGEMENTS (note 8)

Jocelyne Lefort  
Administratrice du Fonds de la réforme  
du cadastre québécois

Rémy Girard  
Sous-ministre associé aux terres

## FONDS DE LA RÉFORME DU CADASTRE QUÉBÉCOIS

NOTES COMPLÉMENTAIRES  
31 mars 1995

## 1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds de la réforme du cadastre québécois, constitué par la Loi favorisant la réforme du cadastre québécois (L.R.Q., chapitre R-3.1), est chargé d'effectuer la réforme du cadastre québécois et, notamment, de procéder à la rénovation cadastrale du territoire et d'assurer la mise à jour régulière des plans cadastraux. Les sommes nécessaires au paiement du coût de ces travaux sont prises sur le Fonds. Les travaux de rénovation cadastrale devraient s'intensifier au cours des prochaines années et se terminer en l'an 2006.

Ce Fonds est administré par le ministre des Finances mais la comptabilité en est tenue au ministère des Ressources naturelles. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fond est prévu dans sa loi constitutive.

## 2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction, selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

## Immobilisations et frais de développement de systèmes informatiques

Le Fonds capitalise les frais de développement de systèmes informatiques acquis en cours d'année financière ainsi que les immobilisations dont le coût unitaire est de 1 000 \$ et plus. Ces acquisitions sont inscrites au coût et sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de cinq ans. Les frais de développement de systèmes informatiques seront amortis au fur et à mesure de la livraison et de l'utilisation des systèmes.

## 3. REDRESSEMENT AFFECTÉ AUX EXERCICES ANTÉRIEURS

Un redressement a été effectué aux états financiers afin de capitaliser des frais de développement de systèmes informatiques encourus au cours de l'année financière terminée le 31 mars 1994 qui avaient été imputés aux opérations.

Le redressement a eu pour effet d'augmenter (de diminuer) les postes suivants des états financiers de l'exercice terminé le 31 mars 1994:

Services professionnels et administratifs	(181 510) \$
Revenu net	181 510
Frais de développement de systèmes informatiques	181 510
Excédent	181 510

## 4. DROITS, HONORAIRES ET VENTES DIVERSES

	1995	1994
Droits et honoraires perçus par les régistrateurs du Fonds des registres du ministère de la Justice	24 758 316 \$	25 447 898 \$
Ventes d'enregistrements cadastraux et services rendus	2 168 022	1 520 026
	<u>26 926 338 \$</u>	<u>26 967 924 \$</u>

## 5. FRAIS DE DÉVELOPPEMENT DE SYSTÈMES INFORMATIQUES

	1995			1994
	Coût	Amortissement cumulé	Net	Net
Frais de développement de systèmes informatiques	<u>10 872 593 \$</u>	<u>1 009 472 \$</u>	<u>9 863 121 \$</u>	<u>3 833 861 \$</u>

## FONDS DE LA RÉFORME DU CADASTRE QUÉBÉCOIS

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)  
31 mars 1995

## 6. IMMOBILISATIONS

	1995		1994
	Coût	Amortissement cumulé	Net
Équipement	625 725 \$	481 651 \$	144 074 \$
			184 384 \$

## 7. RÉGIMES DE RETRAITE

Les membres du personnel du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations du Fonds imputées aux résultats de l'année financière s'élèvent à 296 984 \$ (1994: 266 383 \$). Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

## 8. ENGAGEMENTS

Le Fonds s'est engagé envers deux fournisseurs relativement au développement et à l'exploitation de ses systèmes informatiques et avec des firmes d'arpenteurs-géomètres pour la réalisation de travaux de rénovation cadastrale. Ces engagements contractuels se répartissent comme suit:

1996	7 037 094 \$
1997	7 568 563
1998	5 444 989
1999	1 184 397
	21 235 043 \$

## RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds de la réforme du cadastre québécois du gouvernement du Québec au 31 mars 1995 ainsi que l'état des opérations, l'état de l'excédent et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1995 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,  
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 18 août 1995

**FONDS DE REPROGRAPHIE GOUVERNEMENTALE**  
(L.Q., 1994, c. 18)

**OPÉRATIONS ET DÉFICIT**  
de l'année financière terminée le 31 mars 1995

	1995	1994
<b>REVENUS</b>	5 998 380 \$	7 007 166 \$
<b>COÛT DU MATÉRIEL UTILISÉ</b>		
Stocks au début	191 157	265 498
Achats	936 371	859 994
	1 127 528	1 125 492
Stocks à la fin	229 274	191 157
	898 254	934 335
<b>REVENU BRUT</b>	5 100 126	6 072 831
<b>GAINS SUR ALIÉNATIONS D'IMMOBILISATIONS</b>	2 606	3 554
	5 102 732	6 076 385
<b>FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION</b>		
Traitements et avantages sociaux	2 928 707	3 143 775
Services de transport et de communication	193 097	166 901
Services professionnels, administratifs et autres (note 3)	400 864	32 856
Entretien d'équipement	265 280	480 151
Loyers	577 741	698 592
Location d'équipement	1 353 029	1 411 001
Fournitures et approvisionnements	29 563	42 473
Intérêts sur la dette à long terme	108 847	94 093
Amortissement des immobilisations	131 294	156 787
	5 988 422	6 226 629
<b>PERTE NETTE</b>	(885 690)	(150 244)
<b>EXCÉDENT AU DÉBUT</b>	47 226	197 470
<b>(DÉFICIT) EXCÉDENT À LA FIN</b>	(838 464) \$	47 226 \$

## FONDS DE REPROGRAPHIE GOUVERNEMENTALE

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
de l'année financière terminée le 31 mars 1995

	1995	1994
<b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>		
Perte nette	(885 690) \$	(150 244) \$
Éléments sans incidence sur les liquidités:		
Amortissement des immobilisations	131 294	156 787
Gains sur aliénations d'immobilisations	(2 606)	(3 554)
	(757 002)	2 989
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	(177 209)	383 770
Liquidités (utilisées pour les) provenant des activités d'exploitation	(934 211)	386 759
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		
Remboursement de la dette à long terme	(29 521)	(26 894)
Dette à long terme	766 700	28 000
Liquidités provenant des activités de financement	737 179	1 106
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>		
Acquisitions d'immobilisations	(174 125)	(82 786)
Produit d'aliénations d'immobilisations	36 244	29 691
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement	(137 881)	(53 095)
<b>(DIMINUTION) AUGMENTATION DE L'ENCAISSE</b>	(334 913)	334 770
<b>LIQUIDITÉS AU DÉBUT</b>	334 827	57
<b>(INSUFFISANCE DES LIQUIDITÉS) À LA FIN</b>	(86) \$	334 827 \$

Les liquidités du Fonds comprennent l'encaisse diminuée des chèques en circulation.



## FONDS DE REPROGRAPHIE GOUVERNEMENTALE

BILAN  
au 31 mars 1995

	1995	1994
<b>ACTIF</b>		
<b>À court terme</b>		
Encaisse		334 827 \$
Débiteurs	1 286 486 \$	1 171 755
Stocks	229 274	191 157
Frais payés d'avance	3 480	2 674
	1 519 240	1 700 413
<b>Immobilisations (note 4)</b>	644 759	635 566
	2 163 999 \$	2 335 979 \$
<b>PASSIF</b>		
<b>À court terme</b>		
Chèques en circulation moins encaisse	86 \$	
Créditeurs et frais courus	814 933	838 488 \$
Versements sur la dette à long terme (note 5)	32 405	29 521
	847 424	868 009
<b>Dette à long terme (note 5)</b>	2 155 039	1 420 744
	3 002 463	2 288 753
<b>(DÉFICIT) EXCÉDENT</b>	(838 464)	47 226
	2 163 999 \$	2 335 979 \$

## ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN (note 6)

Michel Gagnon  
Administrateur du Fonds de reprographie  
gouvernementale

Jean-Claude Careau  
Secrétaire associé aux services gouvernementaux

## FONDS DE REPROGRAPHIE GOUVERNEMENTALE

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1995

## 1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds de reprographie gouvernementale, fonds spécial constitué par la Loi sur les services gouvernementaux aux ministères et organismes publics et modifiant diverses dispositions législatives (1994, chapitre 18), a pour objet d'offrir des services de reprographie aux ministères et organismes du gouvernement du Québec.

Ce Fonds est administré par le Ministre délégué aux services gouvernementaux.

Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds, prévu dans sa loi constitutive, précise notamment que les intérêts produits par les sommes constituant le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu. Ces intérêts ne sont pas présentés à l'état des opérations et du déficit.

Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

## 2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

**Stocks**

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. La méthode du coût de remplacement est utilisée pour déterminer le coût des stocks.

**Immobilisations**

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont comptabilisées à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations dont le coût unitaire est de 1 000 \$ et plus sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les taux suivants:

	Taux
Équipement de transformation	10 % à 20 %
Équipement de bureau et informatique	33 1/3 %
Améliorations locatives	20 %

## 3. SERVICES PROFESSIONNELS, ADMINISTRATIFS ET AUTRES

Cette dépense comprend un montant de 359 323 \$ facturé par le gouvernement du Québec pour des services de soutien administratif.

Auparavant, le coût des services de soutien administratif assumé par le gouvernement du Québec n'était pas facturé au Fonds ni présenté dans l'état des opérations et du déficit du Fonds.

## 4. IMMOBILISATIONS

	1995			1994
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement cumulé	Net	Net
Équipement de transformation	1 008 324 \$	412 245 \$	596 079 \$	554 339 \$
Équipement de bureau et informatique	100 525	81 692	18 833	21 609
Améliorations locatives	101 083	71 236	29 847	59 618
	<u>1 209 932 \$</u>	<u>565 173 \$</u>	<u>644 759 \$</u>	<u>635 566 \$</u>

## FONDS DE REPROGRAPHIE GOUVERNEMENTALE

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)  
31 mars 1995

## 5. DETTE À LONG TERME

	1995	1994
Solde dû sur acquisition d'immobilisations, au taux de 9,35539 %, remboursable par versements mensuels de 4 027 \$, échéant en décembre 1999	184 744 \$	214 265 \$
Avances du Fonds consolidé du revenu portant intérêt au taux préférentiel bancaire, sans modalités de remboursement, échéant le 1 <sup>er</sup> octobre 1999 et remboursables par anticipation	2 002 700	1 236 000
	2 187 444	1 450 265
Versements échéant en deçà d'un an	32 405	29 521
	2 155 039 \$	1 420 744 \$

Les montants des versements en capital à effectuer sur la dette à long terme au cours des cinq prochaines années financières se détaillent comme suit:

1996	32 405 \$
1997	35 570
1998	39 044
1999	42 857
2000	34 868

## 6. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN

En vertu d'un décret du gouvernement du Québec du 28 juin 1995, le Fonds de reprographie gouvernementale et les autres fonds spéciaux institués en vertu de la Loi sur les services gouvernementaux aux ministères et organismes publics et modifiant diverses dispositions législatives (1994, chapitre 18) sont fusionnés à compter du 1<sup>er</sup> avril 1995 sous le nom: Fonds des services gouvernementaux.

## 7. RÉGIMES DE RETRAITE

Les membres du personnel du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations du Fonds imputées aux résultats de l'année financière s'élèvent à 129 443 \$ (1994: 126 667 \$). Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

**FONDS DE REPROGRAPHIE GOUVERNEMENTALE****RAPPORT DU VÉRIFICATEUR****À l'Assemblée nationale**

J'ai vérifié le bilan du Fonds de reprographie gouvernementale du gouvernement du Québec au 31 mars 1995 ainsi que l'état des opérations et du déficit et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

À l'exception de ce qui est mentionné dans le paragraphe ci-dessous, ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Les chiffres de l'année financière terminée le 31 mars 1994, présentés pour fins de comparaison, ont fait l'objet d'une restriction dans mon rapport du vérificateur de l'année dernière. Cette restriction portait sur certaines dépenses de fonctionnement du Fonds assumées par le gouvernement du Québec qui n'ont pas été comptabilisées par le Fonds ni présentées à l'état des opérations de l'année financière terminée le 31 mars 1994. À mon avis, une provision aurait dû être inscrite pour l'année financière terminée le 31 mars 1994 compte tenu de l'obligation qu'a le Fonds, en vertu des dispositions de sa loi constitutive, de comptabiliser ces dépenses. Étant donné que les modalités de détermination de ces dépenses n'ont pas été établies pour cette année financière, je n'ai pu évaluer, au prix d'un effort raisonnable, l'effet de l'absence de cette provision sur la perte nette de l'année financière terminée le 31 mars 1994, sur les créditeurs et frais courus aux 31 mars 1995 et 1994, sur le déficit au 31 mars 1995 et sur l'excédent au 31 mars 1994.

À mon avis, à l'exception du fait que le Fonds n'a pas comptabilisé la provision mentionnée au paragraphe précédent, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1995 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,  
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 18 août 1995

**FONDS DES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES**  
(L.R.Q., c. S-4)

**OPÉRATIONS**  
de l'année financière terminée le 31 mars 1995

	1995	1994
<b>REVENUS</b>		
Ventes	33 443 784 \$	36 886 363 \$
Coût des marchandises vendues ou des services rendus	13 093 348	13 231 082
Revenu brut	20 350 436	23 655 281
Intérêts sur investissement net dans des contrats de location-financement		85 719
Gain sur aliénations d'immobilisations	14 447	93 832
Autres revenus	99 506	178 659
	113 953	358 210
	20 464 389	24 013 491
<b>FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION</b>		
Traitements et avantages sociaux	6 087 407	7 031 732
Services de transport et de communication	823 686	1 067 415
Services professionnels, administratifs et autres (note 3)	935 428	376 330
Entretien et réparations	36 070	38 208
Loyers	1 233 839	1 383 321
Fournitures et approvisionnements	147 038	216 769
Amortissement des immobilisations	9 537 916	12 143 522
Intérêts sur obligations découlant de contrats de location-acquisition	558 734	846 609
Intérêts et frais bancaires	378 322	481 406
Autres dépenses	46 311	25 984
	19 784 751	23 611 296
<b>REVENU NET</b>	679 638 \$	402 195 \$

**INFORMATION SECTORIELLE (note 9)**

**EXCÉDENT**  
de l'année financière terminée le 31 mars 1995

	1995	1994
<b>SOLDE AU DÉBUT</b>	1 194 317 \$	1 992 122 \$
Revenu net	679 638	402 195
Excédent versé au Fonds consolidé du revenu		(1 200 000)
<b>SOLDE À LA FIN</b>	1 873 955 \$	1 194 317 \$

## FONDS DES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
de l'année financière terminée le 31 mars 1995

	1995	1994
<b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>		
Revenu net	679 638 \$	402 195 \$
Éléments sans incidence sur les liquidités:		
Amortissement des immobilisations	9 537 916	12 143 522
Gain sur aliénations d'immobilisations	(14 447)	(93 832)
	10 203 107	12 451 885
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	211 716	851 013
Liquidités provenant des activités d'exploitation	10 414 823	13 302 898
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		
Remboursement des obligations découlant de contrats de location-acquisition	(3 502 917)	(2 822 981)
Encaissements sur investissement net dans des contrats de location-financement	865 230	1 967 742
Remboursement au Fonds consolidé du revenu	(605 000)	(11 693 000)
Excédent versé au Fonds consolidé du revenu		(1 200 000)
Liquidités utilisées pour les activités de financement	(3 242 687)	(13 748 239)
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>		
Acquisitions d'immobilisations	(7 964 776)	(908 313)
Produit d'aliénations d'immobilisations	15 045	141 004
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement	(7 949 731)	(767 309)
<b>DIMINUTION DES LIQUIDITÉS</b>	(777 595)	(1 212 650)
<b>LIQUIDITÉS AU DÉBUT</b>	1 138 973	2 351 623
<b>LIQUIDITÉS À LA FIN</b>	361 378 \$	1 138 973 \$

Les liquidités du Fonds comprennent l'encaisse et le dépôt à terme.

## FONDS DES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

**BILAN**  
au 31 mars 1995

	1995	1994
<b>ACTIF</b>		
<b>À court terme</b>		
Encaisse	361 378 \$	138 973 \$
Dépôt à terme		1 000 000
Débiteurs	5 325 082	3 283 715
Stocks	2 458 438	3 702 721
Frais payés d'avance	221 975	80 146
Investissement net dans des contrats de location-financement		865 230
	8 366 873	9 070 785
<b>Immobilisations (note 4)</b>	9 731 532	11 305 270
	18 098 405 \$	20 376 055 \$
<b>PASSIF</b>		
<b>À court terme</b>		
Créditeurs et frais courus	4 124 288 \$	2 972 691 \$
Revenus reportés	7 989	8 957
Obligations découlant de contrats de location-acquisition (note 5)	770 832	3 502 916
	4 903 109	6 484 564
<b>Obligations découlant de contrats de location-acquisition (note 5)</b>	5 004 409	5 775 242
<b>Dû au Fonds consolidé du revenu (note 6)</b>	6 316 932	6 921 932
<b>EXCÉDENT</b>	1 873 955	1 194 317
	18 098 405 \$	20 376 055 \$

**ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN (note 7)**

Michel Gagnon  
Administrateur du Fonds des approvisionnements  
et services

Jean-Claude Careau  
Secrétaire associé aux Services gouvernementaux

## FONDS DES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

### NOTES COMPLÉMENTAIRES 31 mars 1995

#### 1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds des approvisionnements et services, fonds spécial constitué par la Loi sur les services gouvernementaux aux ministères et organismes publics et modifiant diverses dispositions législatives (1994, chapitre 18), a pour objet le financement des biens et services fournis par le directeur général des achats en application de la Loi sur le Service des achats du gouvernement (L.R.Q., chapitre S-4), des fournitures et de l'ameublement, des équipements informatiques ainsi que de l'entretien des équipements bureautiques.

Ce Fonds est administré par le Ministre délégué aux services gouvernementaux.

Le mode de gestion, de financement et d'opération du Fonds, prévu dans sa loi constitutive, précise notamment que les intérêts produits par les sommes constituant le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu. Ces intérêts ne sont pas présentés à l'état des opérations.

Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

#### 2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

##### Stocks

Les stocks de fournitures, d'ameublement et de pièces informatiques sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. La méthode du dernier coût d'acquisition est utilisée pour déterminer le coût des stocks de fournitures et d'ameublement et la méthode du coût moyen est utilisée pour déterminer le coût des stocks de pièces informatiques.

##### Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont comptabilisées à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les taux suivants:

	Taux
Équipements informatiques	33 % et 20 %
Équipements et outillage	20 %
Véhicules	20 %
Mobilier de bureau	20 %
Améliorations locatives	20 %
Matériel de manutention	10 %
Matériel d'entrepôt	10 %

Les équipements informatiques loués sont amortis selon la méthode de l'amortissement proportionnel à l'ordre numérique inversé des années sur une période ne dépassant pas 5 ans.

Les biens faisant l'objet d'un contrat de location-acquisition sont amortis selon la même méthode que les autres immobilisations.

#### 3. SERVICES PROFESSIONNELS, ADMINISTRATIFS ET AUTRES

Cette dépense comprend un montant de 626 111 \$ facturé par le gouvernement du Québec pour des services de soutien administratif.

Auparavant, le coût des services de soutien administratif assumé par le gouvernement du Québec n'était pas facturé au Fonds, ni présenté dans l'état des opérations du Fonds.



## FONDS DES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)  
31 mars 1995

## 4. IMMOBILISATIONS

	1995		1994
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement cumulé	Net
Équipements informatiques	212 367 \$	143 750 \$	68 617 \$
Équipements informatiques loués	33 395 660	24 394 090	9 001 570
Équipements et outillage	10 629	4 876	5 753
Véhicules	53 891	37 355	16 536
Mobilier de bureau	202 846	106 655	96 191
Améliorations locatives	52 237	39 178	13 059
Matériel de manutention	64 554	21 205	43 349
Matériel d'entrepôt	133 380	44 716	88 664
	34 125 564	24 791 825	9 333 739
Équipements informatiques détenus en vertu de contrats de location- acquisition	6 610 629	6 212 836	397 793
	40 736 193 \$	31 004 661 \$	9 731 532 \$

## 5. OBLIGATIONS DÉCOULANT DE CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION

Les paiements minimums exigibles sur les obligations découlant de contrats de location-acquisition s'établissent comme suit:

1996	1 218 689 \$
1997	1 218 689
1998	1 218 689
1999	3 533 042
Total des paiements minimums exigibles	7 189 109
Montant représentant les intérêts inclus dans les paiements minimums exigibles	1 413 868
Versements en capital échéant en deçà d'un an	770 832
	5 004 409 \$

## 6. DÙ AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

	1995	1994
Solde dû suite au transfert du passif du Fonds pour les équipements informatiques, portant intérêt au taux de 10,64 %, payable semestriellement et sans modalités de remboursement		2 000 000 \$
Solde dû suite au transfert d'actifs du gou- vernement du Québec au Fonds, sans intérêt, dont les modalités de remboursement n'ont pas été déterminées	161 973 \$	161 973
Montants à reporter	161 973 \$	2 161 973 \$

## FONDS DES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)  
31 mars 1995

## 6. DÔ AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU (suite)

	1995	1994
Montants reportés	161 973 \$	2 161 973 \$
Avances sur base rotative, échéant le 31 mars 1996, sans modalités de remboursement et remboursables par anticipation, portant intérêt au taux préférentiel de la Banque Nationale du Canada. Elles se répartissent par secteur d'activité de la façon suivante:		
Fournitures et ameublement	3 945 000	3 670 000
Équipements informatiques	500 000	
Acquisitions de biens et de services	1 000 000	380 000
Entretien d'équipements bureautiques	709 959	709 959
	<u>6 316 932 \$</u>	<u>6 921 932 \$</u>

## 7. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN

En vertu d'un décret du gouvernement du Québec du 28 juin 1995, le Fonds des approvisionnements et services et les autres fonds spéciaux institués en vertu de la Loi sur les services gouvernementaux aux ministères et organismes publics et modifiant diverses dispositions législatives (1994, chapitre 18) sont fusionnés à compter du 1<sup>er</sup> avril 1995 sous le nom: Fonds des services gouvernementaux.

## 8. RÉGIMES DE RETRAITE

Les membres du personnel du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations imputées aux résultats de l'année financière s'élèvent à 293 667 \$ (1994: 306 135 \$). Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

## 9. INFORMATION SECTORIELLE

Le Fonds des approvisionnements et services exerce ses activités dans les quatre secteurs suivants:

- le secteur des acquisitions de biens et de services assume la gestion des services reliés à l'acquisition et à la location de biens et services;
- le secteur des équipements informatiques défraie les coûts d'acquisition d'équipements informatiques et loue ces équipements aux ministères et organismes du gouvernement du Québec;
- le secteur de l'entretien des équipements bureautiques a pour objet de rendre des services d'entretien et de réparation des équipements bureautiques ainsi que des services connexes;
- le secteur des fournitures et de l'ameublement a pour objet de fournir des services d'approvisionnement en fournitures de bureau et de laboratoire, en formulaires et en ameublement.

## FONDS DES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)  
31 mars 1995

## 9. INFORMATION SECTORIELLE (suite)

1995

Secteurs d'activité	Acquisition de biens et de services	Équipements informatiques	Entretien des équipements bureautiques	Fournitures et ameublement	Écritures d'annulation	Chiffres consolidés
<b>Revenus</b>						
Ventes	4 564 394	\$ 11 697 338	\$ 3 672 611	\$ 13 685 315	\$ (175 874)	\$ 33 443 784
<b>Coût des marchandises vendues ou des services rendus</b>						
Stock au début			462 499	3 240 222		3 702 721
Achats	475 481		2 210 349	9 179 391	(16 155)	11 849 066
	475 481		2 672 848	12 419 613	(16 155)	15 551 787
Stock à la fin			432 283	2 026 156		2 458 439
	475 481		2 240 565	10 393 457	(16 155)	13 093 348
Revenu brut	4 088 913	11 697 338	1 432 046	3 291 858	(159 719)	20 350 436
Gain sur aliénations d'immobilisations		7 000		7 447		14 447
Autres revenus	12 571		47 424	39 511		99 506
	12 571	7 000	47 424	46 958		113 953
Ventes intersectorielles	4 101 484 (131 538)	11 704 338	1 479 470 (17 855)	3 338 816 (26 481)	(159 719) 175 874	20 464 389
Achats intersectoriels				16 155	(16 155)	
	3 969 946	11 704 338	1 461 615	3 328 490		20 464 389
<b>Frais d'opération et d'administration</b>						
Traitements et avantages sociaux	3 164 007	151 882	1 100 809	1 670 709		6 087 407
Services de transport et de communication	228 387		68 639	527 660	(1 000)	823 686
Services professionnels, administratifs et autres	542 057	61 286	141 027	306 066	(115 008)	935 428
Entretien et réparations	11 658		16 694	24 088	(16 370)	36 070
Loyers	547 495		107 999	578 345		1 233 839
Fournitures et approvi- sionnements	42 699		29 335	102 345	(27 341)	147 038
Amortissement des immo- bilisations	54 343	9 392 394	28 557	62 622		9 537 916
Intérêts sur obligations découlant de contrats de location-acquisition		558 734				558 734
Intérêts et frais bancaires	19 962	21 333	43 055	293 972		378 322
Autres dépenses	45 267			1 044		46 311
	4 655 875 (37 670)	10 185 629	1 536 115 (1 056)	3 566 851 (120 993)	(159 719) 159 719	19 784 751
Frais intersectoriels						
	4 618 205	10 185 629	1 535 059	3 445 858		19 784 751
<b>Revenu net (Perte nette)</b>	(648 259)	\$ 1 518 709	\$ (73 444)	\$ (117 368)	\$	679 638
<b>Éléments d'actifs sectoriels</b>	1 383 762	\$ 9 763 130	\$ 1 379 575	\$ 5 657 967	\$ (86 029)	\$ 18 098 405
<b>Acquisitions d'immobilisations</b>	40 490	\$ 7 889 906	\$ 23 500	\$ 10 880	\$	7 964 776

## FONDS DES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)  
31 mars 1995

## 9. INFORMATION SECTORIELLE (suite)

Secteurs d'activité	1994					
	Acquisition de biens et de services	Équipements informatiques	Entretien des équipements bureautiques	Fournitures et ameublement	Écritures d'annulation	Chiffres consolidés
<b>Revenus</b>						
Ventes	6 057 279	\$ 14 020 233	\$ 3 303 269	\$ 13 879 189	\$ (373 607)	\$ 36 886 363
<b>Coût des marchandises vendues ou des services rendus</b>						
Stock au début			471 550	2 753 612		3 225 162
Achats	795 632		1 844 485	11 068 524		13 708 641
	795 632		2 316 035	13 822 136		16 933 803
Stock à la fin			462 499	3 240 222		3 702 721
	795 632		1 853 536	10 581 914		13 231 082
<b>Revenu brut</b>	5 261 647	14 020 233	1 449 733	3 297 275	(373 607)	23 655 281
<b>Intérêts sur investissement net dans des contrats de location-financement</b>		85 719				85 719
<b>Gains sur aliénations d'immobilisations</b>		93 832				93 832
<b>Autres revenus</b>	2 566		7 889	168 204		178 659
	2 566	179 551	7 889	168 204		358 210
<b>Ventes intersectorielles</b>	5 264 213 (304 257)	14 199 784	1 457 622 (22 765)	3 465 479 (46 585)	(373 607) 373 607	24 013 491
	4 959 956	14 199 784	1 434 857	3 418 894		24 013 491
<b>Frais d'opération et d'administration</b>						
Traitements et avantages sociaux	3 996 916	174 586	1 121 403	1 738 827		7 031 732
Services de transport et de communication	206 413		64 493	796 509		1 067 415
Services professionnels, administratifs et autres	255 560	22 163	25 007	377 857	(304 257)	376 330
Entretien et réparations	14 633		10 653	35 687	(22 765)	38 208
Loyers	636 323	6 032	129 670	611 296		1 383 321
Fournitures et approvisionnements	118 979		39 051	105 324	(46 585)	216 769
Amortissement des immobilisations	46 319	11 998 275	31 305	67 623		12 143 522
Intérêts sur obligation découlant de contrats de location-acquisition		846 609				846 609
Intérêts et frais bancaires	16 618	216 035	34 646	214 107		481 406
Autres dépenses				25 984		25 984
	5 291 761 (56 874)	13 263 700	1 456 228 (3 282)	3 973 214 (313 451)	(373 607) 373 607	23 611 296
<b>Frais intersectoriels</b>	5 234 887	13 263 700	1 452 946	3 659 763		23 611 296
<b>(Perte nette) Revenu net</b>	(274 931)	\$ 936 084	\$ (18 089)	\$ (240 869)		402 195
<b>Éléments d'actifs sectoriels</b>	1 071 944	\$ 12 992 336	\$ 1 256 075	\$ 5 138 391	\$ (82 691)	\$ 20 376 055
<b>Acquisitions d'immobilisations</b>	13 292	\$ 841 600	\$ 22 406	\$ 31 015		908 313

**FONDS DES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES****RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

---

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds des approvisionnements et services du gouvernement du Québec au 31 mars 1995 ainsi que l'état des opérations, l'état de l'excédent et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

À l'exception de ce qui est mentionné dans le paragraphe ci-dessous, ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Les chiffres de l'année financière terminée le 31 mars 1994, présentés pour fins de comparaison, ont fait l'objet d'une restriction dans mon rapport du vérificateur de l'année dernière. Cette restriction portait sur certaines dépenses de fonctionnement du Fonds assumées par le gouvernement du Québec qui n'ont pas été comptabilisées par le Fonds ni présentées à l'état des opérations de l'année financière terminée le 31 mars 1994. À mon avis, une provision aurait dû être inscrite pour l'année financière terminée le 31 mars 1994 compte tenu de l'obligation qu'a le Fonds, en vertu des dispositions de sa loi constitutive, de comptabiliser ces dépenses. Étant donné que les modalités de détermination de ces dépenses n'ont pas été établies pour cette année financière, je n'ai pu évaluer, au prix d'un effort raisonnable, l'effet de l'absence de cette provision sur le revenu net de l'année financière terminée le 31 mars 1994, sur les créiteurs et frais courus et sur l'excédent aux 31 mars 1995 et 1994.

À mon avis, à l'exception du fait que le Fonds n'a pas comptabilisé la provision mentionnée au paragraphe précédent, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1995 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,  
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 3 août 1995

## FONDS DES CAUTIONNEMENTS DES AGENTS DE VOYAGES

(L.R.Q., c. A-10)

## CAUTIONNEMENTS INDIVIDUELS

## REVENUS DE PLACEMENTS ET SOLDE À VERSER AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

de l'année financière terminée le 31 mars 1995

	1995	1994
SOLDE AU DÉBUT	23 279 \$	16 830 \$
Revenus de placements	43 395	23 279
Remise au Fonds consolidé du revenu	(23 279)	(16 830)
SOLDE À LA FIN	43 395 \$	23 279 \$

## CAUTIONNEMENTS COLLECTIFS

## REVENUS ET DÉPENSES ET REVENUS CUMULÉS

de l'année financière terminée le 31 mars 1995

	1995			1994
	Détaillants	Grossistes	Total	Total
Revenus de placements	220 693 \$	188 686 \$	409 379 \$	633 752 \$
Contributions annulées	25 590	23 913	49 503	45 932
	246 283	212 599	458 882	679 684
Réclamations et frais de fiducie	272 362	660 159	932 521	698 095
Frais d'administration - gouvernement du Québec	21 706	15 156	36 862	36 862
	294 068	675 315	969 383	734 957
Perte avant élément suivant	(47 785)	(462 716)	(510 501)	(55 273)
Diminution de la provision pour réclamations	152 047	692 590	844 637	
Revenu net (perte nette)	104 262	229 874	334 136	(55 273)
Revenus cumulés au début	659 305	105 939	765 244	820 517
Revenus cumulés à la fin	763 567 \$	335 813 \$	1 099 380 \$	765 244 \$

## FONDS DES CAUTIONNEMENTS DES AGENTS DE VOYAGES

BILAN  
au 31 mars 1995

	1995	1994
<b>ACTIF</b>		
<b>CAUTIONNEMENTS INDIVIDUELS</b>		
Encaisse	160 728 \$	194 381 \$
Placements temporaires – au coût	588 108	554 843
Revenus de placements à recevoir	4 816	320
Obligations reçues en dépôt (valeur de réalisation: 1995: 373 974 \$; 1994: 406 261 \$)	373 000	400 000
	<u>1 126 652 \$</u>	<u>1 149 544 \$</u>
<b>CAUTIONNEMENTS COLLECTIFS</b>		
Encaisse	224 173 \$	80 815 \$
Placements temporaires - au coût	618 906	1 663 300
Revenus de placements à recevoir	65 450	37 724
Débiteurs	110 886	27 622
Dépôts à participation au fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 3)	5 768 380	5 450 960
	<u>6 787 795 \$</u>	<u>7 260 421 \$</u>
<b>PASSIF</b>		
<b>CAUTIONNEMENTS INDIVIDUELS</b>		
Réclamations et frais de fiducie à payer	1 340 \$	
Cautionnements individuels des agents de voyages (note 4)	1 081 917	1 126 265 \$
Solde des revenus de placements à verser au Fonds consolidé du revenu	43 395	23 279
	<u>1 126 652 \$</u>	<u>1 149 544 \$</u>
<b>CAUTIONNEMENTS COLLECTIFS</b>		
Réclamations et frais à payer	48 763 \$	154 311 \$
Provision pour réclamations (note 6)	334 500	1 317 200
Contributions de base (note 5)	5 305 152	5 023 666
Avoir du fonds: Revenus cumulés	1 099 380	765 244
	<u>6 787 795 \$</u>	<u>7 260 421 \$</u>

## ÉVENTUALITÉ (note 6)

La Présidente de l'Office de  
la protection du consommateur,

Marie Bédard

## FONDS DES CAUTIONNEMENTS DES AGENTS DE VOYAGES

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1995

## 1. COMPOSITION DES FONDS ET MODALITÉS D'OPÉRATION

Les fonds des cautionnements individuels et collectifs des agents de voyages sont composés de cautionnements déterminés par règlement du Gouvernement en vertu de la Loi sur les agents de voyages (L.R.Q., chapitre A-10) et sont administrés par la présidente de l'Office de la protection du consommateur. Ces cautionnements ont pour objet de garantir notamment l'observance de cette loi et de son règlement.

Les revenus de placements provenant des espèces déposées à titre de cautionnements individuels sont versés au Fonds consolidé du revenu. Les coupons d'intérêts attachés aux obligations reçues en dépôt demeurent la propriété de leurs déposants et leur sont remis sur demande.

## 2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers des Fonds des cautionnements des agents de voyage ont été préparés selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière des fonds n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice.

## Cautionnements

Les cautionnements individuels et les contributions à titre de cautionnements collectifs sont comptabilisés au fur et à mesure de leur encaissement.

## Obligations reçues en dépôt

Les obligations reçues en dépôt à titre de cautionnements individuels sont présentées à leur valeur nominale.

## Dépôts à participation au fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec

Les dépôts à participation sont comptabilisés au coût d'acquisition.

## Frais d'administration

Les frais d'administration autres que ceux relatifs aux opérations de placement, de perception et de déboursement ainsi que de comptabilisation des transactions sont assumés par le gouvernement du Québec et ne sont pas imputés aux fonds des cautionnements des agents de voyages.

## 3. DÉPÔTS À PARTICIPATION AU FONDS GÉNÉRAL DE LA CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC

Les dépôts à participation au fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec sont exprimés en unités et chaque unité confère à son détenteur une participation proportionnelle à l'avoir net et au revenu net du fonds général. Les unités sont remboursables sur préavis selon les modalités des règlements de la Caisse, à la valeur marchande de l'avoir net du fonds général à la fin de chaque mois.

	1995	1994
Nombre d'unités	6 863	6 476
Coût d'acquisition des unités	5 768 380 \$	5 450 960 \$
Valeur marchande des unités au 31 mars	5 650 181 \$	5 403 295 \$
Valeur marchande par unité au 31 mars	823 \$	834 \$



## FONDS DES CAUTIONNEMENTS DES AGENTS DE VOYAGES

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)  
31 mars 1995

## 4. CAUTIONNEMENTS INDIVIDUELS DES AGENTS DE VOYAGES

	1995	1994
Solde au début	1 126 265 \$	1 000 265 \$
Dépôts de cautionnements	163 000	264 417
	<u>1 289 265</u>	<u>1 264 682</u>
Réclamations et frais de fiducie	2 348	99 417
Remises de cautionnements	60 000	29 000
Cautionnements remis et remplacés par des polices individuelles de garantie	145 000	10 000
	<u>207 348</u>	<u>138 417</u>
Solde à la fin	<u>1 081 917 \$</u>	<u>1 126 265 \$</u>

Les cautionnements fournis par les agents de voyages sous forme de polices individuelles de garantie sont estimés à 27 390 000 \$ au 31 mars 1995 (27 010 000 \$ au 31 mars 1994). Cette estimation exclut les polices de garantie des agences ayant cessé leurs opérations depuis moins de deux ans et contre lesquelles des réclamations peuvent encore être effectuées.

## 5. CONTRIBUTIONS DE BASE - CAUTIONNEMENTS COLLECTIFS

	1995	1994
<b>Détaillants</b>		
Solde au début	2 768 696 \$	2 504 821 \$
Contributions reçues	455 614	401 125
Contributions remboursées	(167 157)	(127 750)
Contributions annulées virées aux revenus	(25 590)	(9 500)
Solde à la fin	<u>3 031 563</u>	<u>2 768 696</u>
<b>Grossistes</b>		
Solde au début	2 254 970	2 165 402
Contributions reçues	259 931	260 000
Contributions remboursées	(217 399)	(134 000)
Contributions annulées virées aux revenus	(23 913)	(36 432)
Solde à la fin	<u>2 273 589</u>	<u>2 254 970</u>
Solde à la fin - détaillants et grossistes	<u>5 305 152 \$</u>	<u>5 023 666 \$</u>

## 6. ÉVENTUALITÉ

Selon un jugement de la Cour supérieure du Québec rendu en mars 1991, un fournisseur de services à une agence de voyages qui a cessé ses activités a pu être indemnisé en vertu de la Loi sur les agents de voyages et ses règlements. À la suite de ce jugement, une modification au règlement sur les agents de voyages, entrée en vigueur le 14 mai 1992, fait en sorte que ce type de réclamation n'est plus recevable par l'Office de la protection du consommateur. Néanmoins, les fournisseurs de services lésés par une agence de voyages peuvent effectuer une réclamation à l'Office pour les événements survenus avant le 14 mai 1992. La réclamation à cet effet doit être transmise à l'intérieur d'un délai maximum de cinq ans.

**FONDS DES CAUTIONNEMENTS DES AGENTS DE VOYAGES**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)**  
**31 mars 1995**

---

**6. ÉVENTUALITÉ (suite)**

L'Office de la protection du consommateur a l'intention de contester les réclamations reçues au montant de 2 M\$. À la date de préparation des états financiers, l'Office de la protection du consommateur n'est pas en mesure d'estimer de façon raisonnable le montant requis pour couvrir toutes les réclamations à venir. Cependant, pour les réclamations actuelles, une provision au montant de 334 500 \$ a été comptabilisée au 31 mars 1995.

Les montants que le Fonds pourrait être appelé à déboursier en excédent de la provision concernant cette éventualité seront imputés aux résultats de l'exercice alors en cours.

---

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

---

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan des fonds des cautionnements des agents de voyages au 31 mars 1995 ainsi que l'état des revenus de placements et du solde à verser au Fonds consolidé du revenu du Fonds des cautionnements individuels et l'état des revenus et dépenses et des revenus cumulés du Fonds des cautionnements collectifs de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la présidente de l'Office de la protection du consommateur. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de ces fonds au 31 mars 1995, ainsi que les résultats de leurs opérations et l'évolution de leur situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,  
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 30 août 1995

**FONDS DES CONTRIBUTIONS DES AUTOMOBILISTES AU TRANSPORT EN COMMUN**  
(L.R.Q., c. M-28 et T-12)

**PROVENANCE ET RÉPARTITION DES FONDS**  
de l'année financière terminée le 31 mars 1995  
(en milliers de dollars)

	1995	1994
<b>PROVENANCE DES FONDS</b>		
Contributions des automobilistes - net (note 1)	56 972	56 540
<b>RÉPARTITION DES FONDS</b>		
Pour le financement des services de transport en commun (note 3)		
- Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal	29 994	29 771
- Société de transport de la Communauté urbaine de Québec	8 450	8 446
- Société de transport de la Ville de Laval	3 484	3 404
- Société de transport de la rive-sud de Montréal	4 925	4 923
- Société de transport de l'Outaouais	3 438	3 399
- Corporation intermunicipale de transport des Forges	1 848	1 839
- Corporation intermunicipale de transport du Saguenay	2 124	2 121
- Corporation métropolitaine de transport de Sherbrooke	1 981	1 950
- Corporation intermunicipale de transport de la rive-sud de Québec	728	687
	56 972	56 540

## FONDS DES CONTRIBUTIONS DES AUTOMOBILISTES AU TRANSPORT EN COMMUN

**BILAN**  
**au 31 mars 1995**  
(en milliers de dollars)

	1995	1994
<b>ACTIF</b>		
Encaisse	13	54
Placement temporaire - au coût	11 690	11 525
Contributions à recevoir de la Société de l'assurance automobile du Québec	1 515	1 726
Fonds répartis à recevoir d'organismes publics de transport en commun	69	249
	<u>13 287</u>	<u>13 554</u>
<b>PASSIF</b>		
Dû aux organismes publics de transport en commun	<u>13 287</u>	<u>13 554</u>

P. Gignac  
Administrateur du Fonds des contributions  
des automobilistes au transport en commun

Yvan Demers  
Sous-ministre des Transports

**FONDS DES CONTRIBUTIONS DES AUTOMOBILISTES AU TRANSPORT EN COMMUN****NOTES COMPLÉMENTAIRES****31 mars 1995**

(en milliers de dollars)

**1. CONSTITUTION ET OBJET**

Le Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun est constitué en vertu de la Loi sur le ministère des Transports (L.R.Q., chapitre M-28). Il a pour objet de pourvoir au financement des services de transport en commun des organismes publics visés à l'article 88.1 de la Loi sur les transports (L.R.Q., chapitre T-12).

Le Fonds est constitué des contributions des automobilistes au transport en commun perçues par la Société de l'assurance automobile du Québec, déduction faite d'un montant représentant 2 % des contributions perçues pour couvrir les frais d'administration de la Société.

La gestion des sommes qui constituent le Fonds est confiée au ministre des Finances.

**2. CONVENTIONS COMPTABLES**

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction, selon les principes comptables généralement reconnus. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice.

Les états financiers ne présentent pas les intérêts produits par le Fonds qui sont versés au Fonds consolidé du revenu ni les frais d'administration du Fonds qui sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

**3. RÉPARTITION DES REVENUS**

Les règles de partage entre les organismes des régions de Montréal et de Québec prévoient que les sommes qui constituent le Fonds sont réparties dans une proportion de 80 %, à partir des recettes produites par les usagers de leurs réseaux respectifs de transport en commun, et dans une proportion de 20 %, à partir des contributions des automobilistes ayant leur adresse sur le territoire d'une municipalité ou d'une réserve indienne dont le territoire est compris dans leur territoire respectif.

De plus, les recettes produites par les usagers d'un organisme de transport en commun sont normalisées lorsqu'il y a une interruption totale ou partielle de son réseau suite à un cas de force majeure ou à un conflit de travail ayant pour effet de réduire les recettes de cet organisme d'au moins 4 % de ce qu'elles seraient si cette interruption n'était par survenue.

La répartition de ces sommes pour l'année financière terminée le 31 mars 1995 a été effectuée à partir des données de l'année financière terminée le 31 décembre 1994 et inclut les ajustements effectués aux versements des trois premiers mois de 1994. Un ajustement aux versements à ces organismes pour les trois premiers mois de 1995 sera effectué lorsque les recettes des usagers et les contributions des automobilistes de l'année se terminant le 31 décembre 1995 seront connues.

**FONDS DES CONTRIBUTIONS DES AUTOMOBILISTES AU TRANSPORT EN COMMUN****RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

---

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun du gouvernement du Québec au 31 mars 1995 ainsi que l'état de la provenance et de la répartition des fonds de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1995, ainsi que la provenance et la répartition des fonds et l'évolution de la situation financière du Fonds pour l'année financière terminée le 31 mars 1995 selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,  
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 10 octobre 1995

**FONDS DES MOYENS DE COMMUNICATION**  
(L.Q., 1994, c. 18)

**OPÉRATIONS ET DÉFICIT**  
de l'année financière terminée le 31 mars 1995

	1995	1994
<b>REVENUS DE SERVICES (note 3)</b>		
Placement médias	11 562 287 \$	11 966 465 \$
Expositions	1 381 791	1 332 229
Traduction	822 786	863 537
Audiovisuel		23 228
	<u>13 766 864</u>	<u>14 185 459</u>
	-----	-----
<b>COÛT DES SERVICES RENDUS (note 3)</b>		
Placement médias	11 031 117	11 408 207
Expositions	1 497 092	1 522 467
Traduction	960 805	1 284 878
Audiovisuel		19 628
	<u>13 489 014</u>	<u>14 235 180</u>
	-----	-----
<b>REVENU BRUT (PERTE BRUTE) (note 3)</b>	277 850	(49 721)
<b>AUTRES REVENUS</b>	3 273	43 763
	<u>281 123</u>	<u>(5 958)</u>
	-----	-----
<b>FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION</b>		
Traitements et avantages sociaux		370 844
Services professionnels et administratifs (note 4)	426 660	325 000
Intérêts sur avances du Fonds consolidé du revenu		13 260
Loyers		36 408
Transport et communication		18 380
Amortissement des immobilisations	123 324	128 490
Autres dépenses	18 521	34 051
	<u>568 505</u>	<u>926 433</u>
	-----	-----
<b>PERTE AVANT ÉLÉMENT SUIVANT</b>	(287 382)	(932 391)
<b>SUBVENTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC</b>	65 830	1 101 500
	<u>(221 552)</u>	<u>169 109</u>
	-----	-----
<b>(PERTE NETTE) REVENU NET</b>	150 949	(18 160)
	<u>(70 603) \$</u>	<u>150 949 \$</u>
	-----	-----
<b>(DÉFICIT) EXCÉDENT À LA FIN</b>		

## FONDS DES MOYENS DE COMMUNICATION

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
de l'année financière terminée le 31 mars 1995

	1995	1994
<b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>		
(Perte nette) revenu net	(221 552) \$	169 109 \$
Élément sans incidence sur les liquidités: Amortissement des immobilisations	123 324	128 490
	(98 228)	297 599
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	(760 346)	1 280 919
Liquidités (utilisées pour les) provenant des activités d'exploitation	(858 574)	1 578 518
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		
Liquidités utilisées pour les activités de financement: Remboursement des avances du Fonds consolidé du revenu		(994 000)
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>		
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement: Acquisitions d'immobilisations	(3 156)	(33 690)
<b>(DIMINUTION) AUGMENTATION DE L'ENCAISSE</b>	(861 730)	550 828
<b>LIQUIDITÉS AU DÉBUT</b>	563 753	12 925
<b>(INSUFFISANCE DES LIQUIDITÉS) LIQUIDITÉS À LA FIN</b>	(297 977) \$	563 753 \$

Les liquidités du Fonds comprennent l'encaisse diminuée de l'avance du Fonds Les Publications du Québec.



## FONDS DES MOYENS DE COMMUNICATION

BILAN  
au 31 mars 1995

	1995	1994
<b>ACTIF</b>		
<b>À court terme</b>		
Encaisse	102 023 \$	563 753 \$
Débiteurs	4 061 836	2 987 025
Frais payés d'avance	2 780	1 666
Travaux en cours - au coût	6 219	6 029
	<u>4 172 858</u>	<u>3 558 473</u>
<b>Immobilisations (note 5)</b>	86 010	206 178
	<u>4 258 868 \$</u>	<u>3 764 651 \$</u>
<b>PASSIF</b>		
<b>À court terme</b>		
Créditeurs et frais courus	3 628 073 \$	3 312 304 \$
Avance du Fonds Les Publications du Québec, sans intérêt et sans modalités de remboursement	400 000	
	<u>4 028 073</u>	<u>3 312 304</u>
<b>Dû au Fonds consolidé du revenu, sans intérêt et sans modalités de remboursement</b>	301 398	301 398
	<u>4 329 471</u>	<u>3 613 702</u>
<b>(DÉFICIT) EXCÉDENT</b>	(70 603)	150 949
	<u>4 258 868 \$</u>	<u>3 764 651 \$</u>

## ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN (note 6)

Raynald Brulotte  
Administrateur du Fonds des moyens  
de communication

Jean-Claude Careau  
Secrétaire associé aux Services gouvernementaux

## FONDS DES MOYENS DE COMMUNICATION

NOTES COMPLÉMENTAIRES  
31 mars 1995

---

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds des moyens de communication, fonds spécial constitué par la Loi sur les services gouvernementaux aux ministères et organismes publics et modifiant diverses dispositions législatives (1994, chapitre 18), a pour objet d'offrir les services de communication concernant la publicité, l'exposition, la photographie et la traduction, aux ministères et organismes du gouvernement du Québec.

Ce Fonds est administré par le Ministre délégué aux Services gouvernementaux.

Le mode de gestion, de financement et d'opération du Fonds, prévu dans sa loi constitutive, précise notamment que les intérêts produits par les sommes constituant le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu. Ces intérêts ne sont pas présentés à l'état des opérations et du déficit.

Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

## 2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et la convention comptable énoncée ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

## Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds par le gouvernement du Québec sont inscrites à la valeur attribuée par ce dernier. Les autres immobilisations sont inscrites au coût. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les taux suivants:

	Taux
Équipement	20 %
Logiciels	33 1/3 %
Mobilier	20 %
Véhicules	33 1/3 %

## FONDS DES MOYENS DE COMMUNICATION

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)  
31 mars 1995

## 3. RÉSULTAT BRUT PAR TYPE DE SERVICES

	Placement médias		Expositions	
	1995	1994	1995	1994
<b>Revenus de services</b>	<b>11 562 287 \$</b>	<b>11 966 465 \$</b>	<b>1 381 791 \$</b>	<b>1 332 229 \$</b>
<b>Coût des services rendus</b>				
Achats de publicité	10 503 987	10 923 834		
Traitements et avantages sociaux	192 126	416 802	545 435	589 230
Services professionnels	303 072		568 511	521 152
Loyers	22 534	41 161	269 249	229 001
Transport et communication	5 896	14 032	9 725	92 682
Autres dépenses	3 502	12 378	104 172	90 402
	<b>11 031 117</b>	<b>11 408 207</b>	<b>1 497 092</b>	<b>1 522 467</b>
<b>Revenu brut (perte brute)</b>	<b>531 170 \$</b>	<b>558 258 \$</b>	<b>(115 301) \$</b>	<b>(190 238) \$</b>

## 4. SERVICES PROFESSIONNELS ET ADMINISTRATIFS

Cette dépense comprend un montant de 123 800 \$ facturé par le gouvernement du Québec pour des services de soutien administratif.

Auparavant, le coût des services de soutien administratif assumé par le gouvernement du Québec n'était pas facturé au Fonds, ni présenté dans l'état des opérations et du déficit du Fonds.

## 5. IMMOBILISATIONS

	1995		1994	
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement cumulé	Net	Net
Équipement	485 268 \$	402 158 \$	83 110 \$	163 955 \$
Logiciels	32 196	32 196		
Mobilier	122 621	121 568	1 053	27 979
Véhicules	94 102	92 255	1 847	14 244
	<b>734 187 \$</b>	<b>648 177 \$</b>	<b>86 010 \$</b>	<b>206 178 \$</b>

## 6. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN

En vertu d'un décret du gouvernement du Québec du 28 juin 1995, le Fonds des moyens de communication et les autres fonds spéciaux institués en vertu de la Loi sur les services gouvernementaux aux ministères et organismes publics et modifiant diverses dispositions législatives (1994, chapitre 18) sont fusionnés à compter du 1<sup>er</sup> avril 1995 sous le nom: Fonds des services gouvernementaux.

## FONDS DES MOYENS DE COMMUNICATION

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)  
31 mars 1995

Traduction		Audiovisuel *		Total	
1995	1994	1995	1994	1995	1994
822 786 \$	863 537 \$		23 228 \$	13 766 864 \$	14 185 459 \$
				10 503 987	10 923 834
595 471	856 416			1 333 032	1 862 448
281 604	315 997		1 599	1 153 187	838 748
57 993	57 204			349 776	327 366
12 262	25 905		14 591	27 883	147 210
13 475	29 356		3 438	121 149	135 574
960 805	1 284 878		19 628	13 489 014	14 235 180
(138 019)\$	(421 341)\$		3 600 \$	277 850 \$	(49 721)\$

\* Le Fonds a cessé de rendre des services d'audiovisuel en avril 1993.

## 7. RÉGIMES DE RETRAITE

Les membres du personnel du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations du Fonds imputées aux résultats de l'année financière s'élèvent à 70 807 \$ (1994: 109 268 \$). Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

## 8. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 1994 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1995.

## FONDS DES MOYENS DE COMMUNICATION

## RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

## À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds des moyens de communication du gouvernement du Québec au 31 mars 1995 ainsi que l'état des opérations et du déficit et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

À l'exception de ce qui est mentionné dans le paragraphe ci-dessous, ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Les chiffres de l'année financière terminée le 31 mars 1994, présentés pour fins de comparaison, ont fait l'objet d'une restriction dans mon rapport du vérificateur de l'année dernière. Cette restriction portait sur certaines dépenses de fonctionnement du Fonds assumées par le gouvernement du Québec qui n'ont pas été comptabilisées par le Fonds ni présentées à l'état des opérations de l'année financière terminée le 31 mars 1994. À mon avis, une provision aurait dû être inscrite pour l'année financière terminée le 31 mars 1994 compte tenu de l'obligation qu'a le Fonds, en vertu des dispositions de sa loi constitutive, de comptabiliser ces dépenses. Étant donné que les modalités de détermination de ces dépenses n'ont pas été établies pour cette année financière, je n'ai pu évaluer, au prix d'un effort raisonnable, l'effet de l'absence de cette provision sur le revenu net de l'année financière terminée le 31 mars 1994, sur les créiteurs et frais courus aux 31 mars 1995 et 1994, sur le déficit au 31 mars 1995 et sur l'excédent au 31 mars 1994.

À mon avis, à l'exception du fait que le Fonds n'a pas comptabilisé la provision mentionnée au paragraphe précédent, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1995 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,  
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 20 juillet 1995

**FONDS DES REGISTRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE**  
**(L.R.Q., c. M-19)**

**OPÉRATIONS**  
**de l'année financière terminée le 31 mars 1995**

	1995	1994
<b>REVENUS</b>		
Services rendus - net (note 3)	51 727 691 \$	41 421 618 \$
Autres	115 554	22 113
	<u>51 843 245</u>	<u>41 443 731</u>
<b>FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION</b>		
Traitements et avantages sociaux	31 037 921	24 784 120
Transport et communication	3 110 431	2 098 304
Services professionnels	3 501 082	2 337 981
Entretien et réparations	319 986	347 967
Loyers	6 729 705	6 528 770
Fournitures et approvisionnements	1 512 911	1 042 908
Matériel et équipement	304 066	822 213
Intérêts et frais de banque	469 096	48 456
Amortissement des immobilisations	580 729	713 532
Amortissement des frais de développement de systèmes	1 824 364	355 439
Autres	61 877	34 790
	<u>49 452 168</u>	<u>39 114 480</u>
<b>REVENU NET</b>	<u>2 391 077 \$</u>	<u>2 329 251 \$</u>

**EXCÉDENT**  
**de l'année financière terminée le 31 mars 1995**

	1995	1994
<b>SOLDE AU DÉBUT</b>	5 650 452 \$	18 321 201 \$
Revenu net	2 391 077	2 329 251
Excédent versé au Fonds consolidé du revenu		(15 000 000)
<b>SOLDE À LA FIN</b>	<u>8 041 529 \$</u>	<u>5 650 452 \$</u>

## FONDS DES REGISTRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
de l'année financière terminée le 31 mars 1995

	1995	1994
<b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>		
Revenu net	2 391 077 \$	2 329 251 \$
Éléments sans incidence sur les liquidités:		
Amortissement des immobilisations	580 729	713 532
Amortissement des frais de développement de systèmes	1 824 364	355 439
	4 796 170	3 398 222
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	329 738	4 035 363
Liquidités provenant des activités d'exploitation	5 125 908	7 433 585
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition:		
Obligation		158 928
Remboursements	(27 905)	(12 013)
Excédent versé au Fonds consolidé du revenu		(15 000 000)
Liquidités utilisées pour les activités de financement	(27 905)	(14 853 085)
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>		
Acquisitions d'immobilisations	(129 378)	(737 182)
Frais de développement de systèmes	(9 440 856)	(10 402 150)
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement	(9 570 234)	(11 139 332)
<b>DIMINUTION DES LIQUIDITÉS</b>	(4 472 231)	(18 558 832)
<b>(INSUFFISANCE DES LIQUIDITÉS)</b>		
<b>LIQUIDITÉS AU DÉBUT</b>	(4 190 625)	14 368 207
<b>INSUFFISANCE DES LIQUIDITÉS À LA FIN</b>	(8 662 856) \$	(4 190 625) \$

L'insuffisance des liquidités du Fonds comprend l'emprunt sur billet du Fonds de financement du gouvernement du Québec diminué de l'encaisse.

## FONDS DES REGISTRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE

**BILAN**  
**au 31 mars 1995**

	1995	1994
<b>ACTIF</b>		
<b>À court terme</b>		
Encaisse	337 144 \$	1 814 197 \$
Dépôt à terme		500 000
Débiteurs	1 740 428	737 303
Honoraires payés d'avance		894 172
	2 077 572	3 945 672
<b>Immobilisations (note 4)</b>	836 756	1 288 107
<b>Frais de développement de systèmes (note 5)</b>	21 924 192	14 307 700
	24 838 520 \$	19 541 479 \$
<b>PASSIF</b>		
<b>À court terme</b>		
Emprunt sur billet du Fonds de financement du gouvernement du Québec	9 000 000 \$	6 504 822 \$
Créditeurs et frais courus	6 411 185	6 050 655
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition (note 6)	30 072	27 905
Revenus perçus d'avance (note 7)	1 266 796	1 188 635
	16 708 053	13 772 017
<b>Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition (note 6)</b>	88 938	119 010
<b>EXCÉDENT</b>	8 041 529	5 650 452
	24 838 520 \$	19 541 479 \$

**ENGAGEMENTS (note 8)**

**ÉVENTUALITÉS (note 9)**

Michel Bouchard  
 Sous-ministre de la Justice et  
 sous-procureur général

Gaétan Lemoyne  
 Sous-ministre associé à l'Enregistrement  
 et aux Services judiciaires



## FONDS DES REGISTRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1995

## 1. CONSTITUTION ET OBJETS

Le Fonds des registres du ministère de la Justice, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère de la Justice (L.R.Q., chapitre M-19), a pour objet la gestion et le financement des biens et services fournis sous l'autorité du ministre de la Justice et qui sont reliés à l'inscription et à la publicité des documents d'État, des actes de l'état civil, des droits personnels et réels mobiliers et des droits fonciers, ainsi que de tous les autres documents dont la loi prévoit l'inscription à un registre tenu dans un bureau de la publicité des droits.

En plus des opérations actuelles des bureaux de la publicité des droits, le Fonds a pour objet l'administration et le financement de l'élaboration, de la mise en oeuvre et du fonctionnement des nouveaux registres de l'état civil, des droits personnels et réels mobiliers et des droits fonciers.

Également, en vertu de la Loi favorisant la réforme du cadastre québécois (L.R.Q., chapitre R-3.1), le Fonds remet une partie des droits et honoraires qu'il perçoit en vertu de la Loi sur les bureaux de la publicité des droits (L.R.Q., chapitre B-9) au Fonds de la réforme du cadastre québécois. Il perçoit également des honoraires pour le compte de ce Fonds.

Le Fonds est administré par le ministre de la Justice. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds, prévu dans sa loi constitutive, précise notamment que les intérêts produits par les sommes constituant le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu. Ces intérêts ne sont pas présentés dans l'état des opérations.

Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

## 2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

## Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont inscrites à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations dont le coût unitaire est de 1 000 \$ et plus sont comptabilisées au coût. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les taux suivants:

	Taux
Mobilier et équipement de bureau	20 %
Équipement de bureautique et d'informatique	33 1/3 %
Logiciels	50 %
Équipement détenu en vertu d'un contrat de location-acquisition	20 %

## Frais de développement de systèmes

Les frais de développement de systèmes représentent le coût de développement du registre de l'état civil, du registre foncier ainsi que celui des droits personnels et réels mobiliers. Ils incluent également le coût de développement du système comptable afférent à ces registres. Ces frais sont portés aux opérations sur une période de 7 ans selon la méthode de l'amortissement linéaire à compter de la mise en opération de ces registres et de ce système.

## Revenus

La date de démarcation des revenus de radiations est celle de la certification de la mention en marge sur les actes.

## FONDS DES REGISTRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)  
31 mars 1995

## 3. SERVICES RENDUS - NET

	1995	1994
Services rendus par les bureaux de la publicité des droits:		
Inscriptions	19 779 334 \$	23 784 058 \$
Radiations	10 382 458	10 691 544
Autres	6 948 792	7 742 731
	37 110 584	42 218 333
Partie versée au Fonds de la réforme du cadastre québécois *	(4 650 000)	(4 567 500)
	32 460 584	37 650 833
Enregistrements officiels	560 171	517 092
Services rendus relatifs aux:		
Registre de l'état civil	12 793 502	2 100 270
Registre de référence de l'état civil		563 524
Registre des droits personnels et réels mobiliers	5 913 434	589 899
	51 727 691 \$	41 421 618 \$

\* En plus de ce montant, des honoraires qui s'élèvent à 20 109 722 \$ (1994: 20 880 370 \$) ont été perçus et remis au Fonds de la réforme du cadastre québécois.

## 4. IMMOBILISATIONS

	1995		1994	
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement cumulé	Net	Net
Mobilier et équipement de bureau	1 883 375 \$	1 306 132 \$	577 243 \$	837 851 \$
Équipement de bureautique et d'informatique	665 260	515 667	149 593	282 313
Logiciels	153 446	138 882	14 564	40 801
	2 702 081	1 960 681	741 400	1 160 965
Équipement détenu en vertu d'un contrat de location-acquisition	158 928	63 572	95 356	127 142
	2 861 009 \$	2 024 253 \$	836 756 \$	1 288 107 \$

## 5. FRAIS DE DÉVELOPPEMENT DE SYSTÈMES

	1995		1994	
	Coût	Amortissement cumulé	Net	Net
Registre de l'état civil	7 015 466 \$	1 095 398 \$	5 920 068 \$	5 195 146 \$
Registre foncier	5 729 981		5 729 981	3 825 481
Registre des droits personnels et réels mobiliers	8 853 356	815 130	8 038 226	4 401 702
Système comptable	2 505 192	269 275	2 235 917	885 371
	24 103 995 \$	2 179 803 \$	21 924 192 \$	14 307 700 \$

## FONDS DES REGISTRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)  
31 mars 1995**6. OBLIGATION DÉCOULANT D'UN CONTRAT DE LOCATION-ACQUISITION**

Les paiements minimums exigibles sur l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition s'établissent comme suit:

1996	37 978 \$
1997	37 978
1998	37 978
1999	22 152
Total des paiements minimums exigibles	136 086
Montant représentant les intérêts inclus dans les paiements minimums exigibles au taux de 7,5 %	17 076
	119 010
Versements échéant en deçà d'un an	30 072
	88 938 \$

**7. REVENUS PERÇUS D'AVANCE**

	1995	1994
Bureaux de la publicité des droits	874 785 \$	571 462 \$
Registre de l'état civil	241 337	533 757
Registre des droits personnels et réels mobiliers	150 674	83 416
	1 266 796 \$	1 188 635 \$

**8. ENGAGEMENTS**

Le Fonds est engagé par des contrats à long terme échéant à diverses dates jusqu'en 1999. Ces contrats sont principalement reliés au développement et à la mise à jour de systèmes informatiques.

Les paiements prévus en vertu de ces contrats s'établissent comme suit:

1996	1 017 458 \$
1997	133 934
1998	85 277
1999	85 277
	1 321 946 \$

**9. ÉVENTUALITÉS**

Des poursuites totalisant 976 030 \$ ont été intentées contre le Fonds relativement aux activités des bureaux de la publicité des droits.

Les requérants demandent d'être indemnisés des dommages subis.

Selon l'opinion du Fonds et de ses conseillers juridiques, la perte éventuelle pouvant résulter de ces poursuites est estimée à 554 500 \$.

Tout paiement résultant du dénouement de ces poursuites sera porté aux opérations de l'année financière alors en cours.

**FONDS DES REGISTRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE****NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)  
31 mars 1995**

---

**10. RÉGIMES DE RETRAITE**

Les membres du personnel du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations défrayées au cours de l'année financière terminée le 31 mars 1995 s'élèvent à 1 449 398 \$ (1994: 1 266 639 \$). Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

**11. CHIFFRES COMPARATIFS**

Certains chiffres de 1994 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1995.

---

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds des registres du ministère de la Justice du gouvernement du Québec au 31 mars 1995 ainsi que l'état des opérations, l'état de l'excédent et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

À l'exception de ce qui est mentionné dans le paragraphe ci-dessous, ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Compte tenu de registres comptables inadéquats, je n'ai pu, pour une nouvelle fois cette année, vérifier les revenus du registre de l'état civil comptabilisés au montant de 12 793 502 \$ (1994: 2 100 270 \$) de même que les revenus perçus d'avance comptabilisés au montant de 241 337 \$ (1994: 533 757 \$). Par conséquent, je n'ai pu déterminer si certains redressements auraient dû être apportés aux montants des services rendus relatifs au registre de l'état civil et du revenu net des années financières terminées les 31 mars 1995 et 1994 ainsi qu'aux débiteurs, aux revenus perçus d'avance et à l'excédent au 31 mars 1995 et 1994.

À mon avis, à l'exception de l'effet des éventuels redressements que j'aurais pu juger nécessaires si j'avais été en mesure de vérifier les revenus et les revenus perçus d'avance mentionnés au paragraphe précédent, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1995, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,  
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 25 août 1995

**FONDS DES SERVICES DE SANTÉ**  
(L.R.Q., c. R-5)

**PROVENANCE ET RÉPARTITION DES FONDS**  
pour l'année financière terminée le 31 mars 1995  
(en milliers de dollars)

	1995	1994
<b>PROVENANCE DES FONDS</b>		
Cotisations		
Employeurs	3 078 659	2 927 965
Particuliers	220 816	4 148
Contribution du Fonds consolidé du revenu	1 245 941	1 313 208
	<u>4 545 416</u>	<u>4 245 321</u>
<b>RÉPARTITION DES FONDS</b>		
Pour le financement des programmes (note 1)		
Régime d'assurance-maladie	2 895 679	2 779 265
Services hospitaliers	1 649 737	1 466 056
	<u>4 545 416</u>	<u>4 245 321</u>

**BILAN**  
au 31 mars 1995  
(en milliers de dollars)

	1995	1994
<b>ACTIF</b>		
Cotisation à recevoir des employeurs	132 794	101 100
Contribution à recevoir du Fonds consolidé du revenu	69 255	79 423
	<u>202 049</u>	<u>180 523</u>
<b>PASSIF</b>		
Dû à la Régie de l'assurance-maladie du Québec	135 652	129 973
Dû au ministère de la Santé et des Services sociaux	66 397	50 550
	<u>202 049</u>	<u>180 523</u>

Alain Rhéaume  
Sous-ministre des Finances

## FONDS DES SERVICES DE SANTÉ

### NOTES COMPLÉMENTAIRES 31 mars 1995

#### 1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds des services de santé, créé au ministère des Finances par la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec (L.R.Q., chapitre R-5), a pour objet de pourvoir au financement des programmes du régime d'assurance-maladie et des services hospitaliers. Le Fonds est alimenté par les cotisations des employeurs et des particuliers et par les sommes qu'y verse le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu. La perception des cotisations des employeurs et des particuliers est effectuée par le ministère du Revenu.

Les cotisations des employeurs et des particuliers sont réparties également entre la Régie de l'assurance-maladie du Québec et le ministère de la Santé et des Services sociaux tandis que les sommes versées par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu servent à combler les besoins de la Régie de l'assurance-maladie du Québec.

#### 2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Les cotisations des employeurs et des particuliers au Fonds sont constituées des sommes encaissées et des comptes émis au cours de l'année financière, de même que des sommes perçues des employeurs au cours du mois d'avril et afférentes aux salaires versés avant le 1<sup>er</sup> avril.

Les sommes attribuées à la Régie de l'assurance-maladie du Québec ont été établies de façon à comprendre la valeur des demandes de paiement reçues par cette dernière jusqu'au 30 avril à l'égard des services rendus et des médicaments fournis avant le 1<sup>er</sup> avril dans le cadre du régime d'assurance-maladie.

Les frais d'administration du Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

#### 3. INTÉGRATION AUX ÉTATS FINANCIERS ANNUELS DU GOUVERNEMENT

Les comptes du Fonds sont intégrés aux états financiers annuels du gouvernement du Québec.

### RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds des services de santé du gouvernement du Québec au 31 mars 1995 ainsi que l'état de la provenance et de la répartition des fonds de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1995, ainsi que la provenance et la répartition des fonds et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,  
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 22 août 1995

**FONDS DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS**  
(L.Q., 1994, c. 18)

**OPÉRATIONS**  
de l'année financière terminée le 31 mars 1995

	1995	1994
<b>REVENUS</b> (note 3)	78 624 753 \$	84 998 987 \$
Coût des services rendus (note 4)	74 969 253	79 736 424
<b>REVENU BRUT</b>	3 655 500	5 262 563
Frais d'administration (note 5)	3 366 202	4 038 620
<b>REVENU NET</b>	289 298 \$	1 223 943 \$

**EXCÉDENT**  
de l'année financière terminée le 31 mars 1995

	1995	1994
<b>SOLDE AU DÉBUT</b>	1 383 899 \$	5 159 956 \$
Revenu net	289 298	1 223 943
Excédent versé au Fonds consolidé du revenu (note 8)		(5 000 000)
<b>SOLDE À LA FIN</b>	1 673 197 \$	1 383 899 \$

## FONDS DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
de l'année financière terminée le 31 mars 1995

	1995	1994
<b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>		
Revenu net	289 298 \$	1 223 943 \$
Éléments sans incidence sur les liquidités:		
Amortissement des immobilisations	1 419 483	1 706 130
Perte sur aliénations d'immobilisations	54 057	26 322
	1 762 838	2 956 395
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	(1 768 239)	771 088
Liquidités (utilisées pour les) provenant des activités d'exploitation	(5 401)	3 727 483
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		
Liquidités utilisées pour les activités de financement:		
Excédent versé au Fonds consolidé du revenu		(5 000 000)
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>		
Produit d'aliénations d'immobilisations	6 540	1 436
Acquisitions d'immobilisations	(987 230)	(1 489 628)
Subvention du gouvernement du Canada comptabilisée en diminution des acquisitions d'immobilisations		424 447
Frais de développement	(785 069)	
Frais reportés	(771 278)	
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement	(2 537 037)	(1 063 745)
<b>DIMINUTION DES LIQUIDITÉS</b>	2 542 438	2 336 262
<b>LIQUIDITÉS AU DÉBUT</b>	5 499 766	7 836 028
<b>LIQUIDITÉS À LA FIN</b>	2 957 328 \$	5 499 766 \$

Les liquidités du Fonds comprennent le placement temporaire diminué des chèques en circulation moins l'encaisse.



## FONDS DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

BILAN  
au 31 mars 1995

	1995	1994
<b>ACTIF</b>		
<b>À court terme</b>		
Encaisse		2 799 766 \$
Placement temporaire - au coût	3 100 000 \$	2 700 000
Débiteurs	8 835 718	5 563 877
Subvention à recevoir du gouvernement du Canada		1 531 203
	11 935 718	12 594 846
<b>Immobilisations (note 6)</b>	6 570 041	7 062 891
<b>Frais de développement (note 7)</b>	785 069	
<b>Frais reportés</b>	771 278	
	20 062 106 \$	19 657 737 \$
<b>PASSIF</b>		
<b>À court terme</b>		
Chèques en circulation moins encaisse	142 672 \$	
Créditeurs	7 126 554	6 968 471 \$
Revenus reportés	138 049	215 347
	7 407 275	7 183 818
<b>Revenus reportés</b>	85 682	194 068
<b>Dû au Fonds consolidé du revenu - sans intérêt et sans modalités de remboursement</b>	10 895 952	10 895 952
	18 388 909	18 273 838
<b>EXCÉDENT</b>	1 673 197	1 383 899
	20 062 106 \$	19 657 737 \$

## ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DU BILAN (note 8)

Bernard Beauchemin  
Administrateur du Fonds des services de  
télécommunications

Jean-Claude Careau  
Secrétaire associé aux Services  
gouvernementaux

## FONDS DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

NOTES COMPLÉMENTAIRES  
31 mars 1995

### 1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds des services de télécommunications, fonds spécial constitué par la Loi sur les services gouvernementaux aux ministères et organismes publics et modifiant diverses dispositions législatives (1994, chapitre 18), a pour objet le financement des services de télécommunications fournis aux ministères ainsi qu'aux organismes publics ou autres désignés par le Gouvernement.

Ce Fonds est administré par le Ministre délégué aux Services gouvernementaux.

Le mode de gestion, de financement et d'opération du Fonds, prévu dans sa loi constitutive, précise notamment que les intérêts produits par les sommes constituant le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu. Ces intérêts ne sont pas présentés dans l'état des opérations.

Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

### 2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

#### Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont inscrites à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations sont inscrites au coût.

Les subventions reçues à l'égard des immobilisations sont comptabilisées en diminution du coût.

Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux suivants:

	Taux
Équipement de radiocommunications	10 % et 20 %
Équipement de communications informatiques	20 % et 33 %
Équipement de bureautique et d'informatique	20 %
Équipement de communications téléphoniques	10 %
Infrastructure de radiocommunications	5 %
Matériel roulant	33 %
Mobilier de bureau	20 %
Améliorations locatives	20 %

#### Frais de développement

Les frais de développement des systèmes informatiques et du réseau intégré de communications informatiques et bureautiques sont capitalisés puis portés aux opérations sur une période de 5 ans selon la méthode de l'amortissement linéaire à compter de leur mise en opération.

## FONDS DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)  
31 mars 1995

## 2. CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

## Frais reportés

Les frais reportés représentent les coûts encourus par le Fonds pour acquitter d'avance les loyers sur les équipements loués auprès des fournisseurs de systèmes téléphoniques et pour les installer chez la clientèle du Fonds. Ces frais sont facturés mensuellement à cette clientèle et sont amortis en fonction de la durée restante des contrats signés.

## Revenus reportés

Les revenus de services perçus d'avance pour de l'équipement de communications informatiques, téléphoniques et de radiocommunications sont reportés et imputés aux opérations au même rythme que l'amortissement de cet équipement.

## 3. REVENUS

	1995	1994
Services de télécommunications	80 883 480 \$	89 572 822 \$
Escompte de volume	(2 335 179)	(2 196 109)
Escompte spécial pour récupération budgétaire		(2 400 000)
	78 548 301	84 976 713
Autres	76 452	22 274
	78 624 753 \$	84 998 987 \$

## 4. COÛT DES SERVICES RENDUS

	1995	1994
Achats et locations de services	67 242 625 \$	72 400 124 \$
Traitements et avantages sociaux	5 412 512	5 061 631
Loyers	644 932	578 435
Amortissement de l'équipement et de l'infrastructure de radiocommunications, de l'équipement de communications informatiques et téléphoniques et du matériel roulant	1 236 290	1 515 459
Autres	432 894	332 991
	74 969 253	79 888 640
Moins:		
Subvention du gouvernement du Canada		152 216
	74 969 253 \$	79 736 424 \$

## FONDS DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)  
31 mars 1995

## 5. FRAIS D'ADMINISTRATION

	1995	1994
Traitements et avantages sociaux	1 717 195 \$	2 108 219 \$
Honoraires professionnels et services administratifs *	822 443	957 364
Voyages et communications	125 625	157 588
Traitement informatique et développement	81 417	95 200
Formation	10 982	70 814
Loyers	156 670	237 979
Location d'équipement	16 351	21 899
Entretien et réparations	74 629	60 423
Fournitures	84 370	90 713
Publicité	21 276	13 715
Abonnements et cotisations	68 873	84 887
Intérêts	3 178	1 135
Amortissement de l'équipement de bureautique et d'informatique	151 183	134 888
Amortissement du mobilier de bureau	15 379	28 977
Amortissement des améliorations locatives	16 631	26 806
	3 366 202	4 090 607
Moins:		
Subvention du gouvernement du Canada		51 987
	3 366 202 \$	4 038 620 \$

\* Cette dépense comprend un montant de 509 200 \$ facturé par le gouvernement du Québec pour des services de soutien administratif. Auparavant, le coût des services de soutien administratif assumé par le gouvernement du Québec n'était pas facturé au Fonds ni présenté dans l'état des opérations du Fonds.

## FONDS DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)  
31 mars 1995

## 6. IMMOBILISATIONS

	1995		1994
	Coût ou valeur attribuée *	Amortissement cumulé	Net
Équipement de radio- communications	5 668 262 \$	3 385 695 \$	2 282 567 \$
Équipement de communi- cations informatiques	5 578 003	5 515 794	62 209
Équipement de bureau- tique et d'informatique	1 325 291	894 414	430 877
Équipement de communi- cations téléphoniques	116 245	75 559	40 686
Infrastructure de radio- communications	6 678 854	2 996 576	3 682 278
Matériel roulant	314 197	260 631	53 566
Mobilier de bureau	259 293	247 671	11 622
Améliorations locatives	136 054	129 818	6 236
	<u>20 076 199 \$</u>	<u>13 506 158 \$</u>	<u>6 570 041 \$</u>
			<u>7 062 891 \$</u>

\* Les subventions du gouvernement du Canada comptabilisées en diminution du coût des immobilisations jusqu'au 31 mars 1994 se répartissaient comme suit:

Équipement de radiocommunications	1 356 200 \$
Équipement de bureautique et d'informatique	282 637
Infrastructure de radiocommunications	1 114 488
Matériel roulant	123 514
Mobilier de bureau	66 187
	<u>2 943 026 \$</u>

## 7. FRAIS DE DÉVELOPPEMENT

	1995	1994
Systèmes informatiques	496 922 \$	
Réseau intégré de communications informatiques et bureautiques	288 147	
	<u>785 069 \$</u>	

## 8. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DU BILAN

En vertu d'un décret du gouvernement du Québec du 5 avril 1995, un montant de 900 000 \$ provenant des surplus accumulés a été versé au Fonds consolidé du revenu le 7 avril 1995.

De plus, en vertu d'un décret du gouvernement du Québec du 28 juin 1995, le Fonds des services de télécommunications et les autres fonds spéciaux institués en vertu de la Loi sur les services gouvernementaux aux ministères et organismes publics et modifiant diverses dispositions législatives (1994, chapitre 18) sont fusionnés à compter du 1<sup>er</sup> avril 1995 sous le nom: Fonds des services gouvernementaux.

**FONDS DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)**  
**31 mars 1995**

---

**9. RÉGIMES DE RETRAITE**

Les membres du personnel du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations du Fonds imputées aux résultats de l'année financière s'élèvent à 344 054 \$ (1994: 343 612 \$). Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

---

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds des services de télécommunications du gouvernement du Québec au 31 mars 1995 ainsi que l'état des opérations, l'état de l'excédent et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

À l'exception de ce qui est mentionné dans le paragraphe ci-dessous, ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Les chiffres de l'année financière terminée le 31 mars 1994, présentés pour fins de comparaison, ont fait l'objet d'une restriction dans mon rapport du vérificateur de l'année dernière. Cette restriction portait sur certaines dépenses de fonctionnement du Fonds assumées par le gouvernement du Québec qui n'ont pas été comptabilisées par le Fonds ni présentées à l'état des opérations de l'année financière terminée le 31 mars 1994. À mon avis, une provision aurait dû être inscrite pour l'année financière terminée le 31 mars 1994 compte tenu de l'obligation qu'a le Fonds, en vertu des dispositions de sa loi constitutive, de comptabiliser ces dépenses. Étant donné que les modalités de détermination de ces dépenses n'ont pas été établies pour cette année financière, je n'ai pu évaluer, au prix d'un effort raisonnable, l'effet de l'absence de cette provision sur le revenu net de l'année financière terminée le 31 mars 1994, sur les créateurs aux 31 mars 1995 et 1994 et sur l'excédent aux 31 mars 1995 et 1994.

À mon avis, à l'exception du fait que le Fonds n'a pas comptabilisé la provision mentionnée au paragraphe précédent, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1995 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,  
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 11 septembre 1995

**FONDS DES SERVICES INFORMATIQUES**  
(L.Q., 1994, c.18)

**OPÉRATIONS**  
de l'année financière terminée le 31 mars 1995

	1995	1994
<b>SERVICES INFORMATIQUES</b>		
Revenus (note 3)	21 351 643 \$	21 753 633 \$
Coût (incluant l'amortissement d'immobilisations) (note 4)	17 200 171	18 270 808
<b>REVENU BRUT</b>	<b>4 151 472</b>	<b>3 482 825</b>
<b>FRAIS D'ADMINISTRATION</b>		
Traitements et avantages sociaux	1 533 976	1 873 654
Services professionnels et administratifs (note 5)	693 980	91 051
Déplacements	22 897	25 542
Communications	74 040	43 939
Loyers	277 008	436 641
Matériel informatique	52 741	66 428
Fournitures	62 645	67 828
Formation	21 341	21 717
Autres frais	11 369	13 756
(Gain) sur aliénations d'immobilisations	(733)	(996)
Amortissement du mobilier de bureau	6 386	13 728
Amortissement des améliorations locatives	3 549	
	<b>2 759 199</b>	<b>2 653 288</b>
<b>REVENU NET</b>	<b>1 392 273 \$</b>	<b>829 537 \$</b>

**EXCÉDENT**  
de l'année financière terminée le 31 mars 1995

	1995	1994
<b>SOLDE AU DÉBUT</b>	<b>848 946 \$</b>	<b>2 919 409 \$</b>
Revenu net	1 392 273	829 537
Excédent versé au Fonds consolidé du revenu (note 10)		(2 900 000)
<b>SOLDE À LA FIN</b>	<b>2 241 219 \$</b>	<b>848 946 \$</b>

## FONDS DES SERVICES INFORMATIQUES

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
de l'année financière terminée le 31 mars 1995

	1995	1994
<b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>		
Revenu net	1 392 273 \$	829 537 \$
Éléments sans incidence sur les liquidités:		
Amortissement des immobilisations	696 152	645 923
(Gain) sur aliénations d'immobilisations	(733)	(996)
	2 087 692	1 474 464
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	(1 105 085)	749 963
Liquidités provenant des activités d'exploitation	982 607	2 224 427
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		
Obligations découlant de contrats de location - acquisition	49 343	
Excédent versé au Fonds consolidé du revenu		(2 900 000)
Liquidités provenant des (utilisées pour les) activités de financement	49 343	(2 900 000)
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>		
Produit d'aliénations d'immobilisations	1 575	
Acquisitions d'immobilisations	(443 454)	(1 227 750)
Frais reportés	(76 569)	
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement	(518 448)	(1 227 750)
<b>AUGMENTATION (DIMINUTION) DES LIQUIDITÉS</b>	513 502	(1 903 323)
<b>LIQUIDITÉS AU DÉBUT</b>	42 859	1 946 182
<b>ENCAISSE À LA FIN</b>	556 361 \$	42 859 \$



## FONDS DES SERVICES INFORMATIQUES

BILAN  
au 31 mars 1995

	1995	1994
<b>ACTIF</b>		
<b>À court terme</b>		
Encaisse	556 361 \$	42 859 \$
Débiteurs	4 510 161	3 418 526
Frais payés d'avance	556 236	426 681
	<u>5 622 758</u>	<u>3 888 066</u>
Immobilisations (note 6)	1 498 809	1 752 349
Frais reportés	76 569	
	<u>7 198 136 \$</u>	<u>5 640 415 \$</u>
<b>PASSIF</b>		
<b>À court terme</b>		
Créditeurs et frais courus	856 269 \$	827 556 \$
Revenus reportés	96 800	9 408
Obligations découlant de contrat de location-acquisition (note 7)	23 876	
	<u>976 945</u>	<u>836 964</u>
Obligations découlant de contrat de location-acquisition (note 7)	25 467	
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 8)	3 954 505	3 954 505
	<u>4 956 917</u>	<u>4 791 469</u>
<b>EXCÉDENT</b>	2 241 219	848 946
	<u>7 198 136 \$</u>	<u>5 640 415 \$</u>

ENGAGEMENTS (note 9)

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DU BILAN (note 10)

Éric Martin  
Administrateur du Fonds des  
services informatiques

Jean-Claude Careau  
Secrétaire associé aux Services  
gouvernementaux

## FONDS DES SERVICES INFORMATIQUES

NOTES COMPLÉMENTAIRES  
31 mars 1995

## 1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds des services informatiques, fonds spécial constitué par la Loi sur les services gouvernementaux aux ministères et organismes publics et modifiant diverses dispositions législatives (1994, chapitre 18), a pour objet de financer le coût des services informatiques fournis aux ministères, à des organismes publics ou autres définis par le Gouvernement.

Ce Fonds est administré par le Ministre délégué aux services gouvernementaux.

Le mode de gestion, de financement et d'opération du Fonds, prévu dans sa loi constitutive, précise notamment que les intérêts produits par les sommes constituant le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu. Ces intérêts ne sont pas présentés dans l'état des opérations.

Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

## 2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

## Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont inscrites à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations sont inscrites à leur coût d'acquisition. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux suivants:

	Taux
Équipement informatique	20 % et 33 1/3 %
Équipement et logiciels bureautiques	33 1/3 %
Logiciels d'exploitation	33 1/3 %
Mobilier de bureau	20 %
Améliorations locatives	20 %

## Frais reportés

Les frais reportés représentent les coûts encourus par le Fonds pour la consolidation de centres de traitement informatique du gouvernement du Québec. Ces frais seront amortis lorsque les centres de traitement seront consolidés.

## 3. REVENUS - SERVICES INFORMATIQUES

	1995	1994
Entente de base annuelle		
Temps de l'unité centrale de traitement	10 818 679 \$	15 438 202 \$
Stockage	1 987 600	4 228 737
Impression	920 000	877 392
Réseau de communication	1 008 199	1 060 029
Production	192 248	211 764
Maintenance	849 647	835 655
Services spécifiques à forfait	199 960	
Forfait global de traitement	114 206	
	16 090 539	22 651 779
Développement et conseil	2 872 064	3 391 083
Plate-forme départementale (Mini-ordinateurs)	711 124	637 618
Services spécifiques	691 696	986 827
Environnement dédié	986 220	
	21 351 643	27 667 307
Escompte de volume		(2 346 447)
Escompte spécial pour récupération budgétaire		(3 567 227)
	21 351 643 \$	21 753 633 \$

## FONDS DES SERVICES INFORMATIQUES

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)  
31 mars 1995

## 4. COÛT - SERVICES INFORMATIQUES

	1995	1994
Dépenses de fonctionnement		
Traitements et avantages sociaux	9 088 344 \$	9 099 793 \$
Déplacements	51 781	71 038
Communications	197 445	200 085
Formation	127 623	129 437
Personnel de soutien	77 991	100 882
Loyers	1 837 559	1 746 563
Amortissement de l'équipement informatique	359 663	325 622
Amortissement de l'équipement et des logiciels bureautiques	186 004	197 889
Amortissement des logiciels d'exploitation	140 550	108 684
	<u>12 066 960</u>	<u>11 979 993</u>
Achat et locations de services		
Services professionnels	628 344	1 090 536
Location de l'équipement informatique	1 272 073	1 909 816
Location des logiciels d'exploitation	1 282 588	1 175 077
Entretien de l'équipement informatique et de l'équipement bureautique	741 436	808 347
Entretien des logiciels d'exploitation	702 874	602 897
Fournitures informatiques	312 057	485 815
Relève externe	193 839	218 327
	<u>5 133 211</u>	<u>6 290 815</u>
	<u>17 200 171 \$</u>	<u>18 270 808 \$</u>

## 5. SERVICES PROFESSIONNELS ET ADMINISTRATIFS

Cette dépense comprend un montant de 659 500 \$ facturé par le gouvernement du Québec pour des services de soutien administratif.

Auparavant, le coût des services de soutien administratif assumé par le gouvernement du Québec n'était pas facturé au Fonds ni présenté dans l'état des opérations du Fonds.

## 6. IMMOBILISATIONS

	1995			1994
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement cumulé	Net	Net
Équipement informatique	2 446 264 \$	1 504 705 \$	941 559 \$	1 293 929 \$
Équipement et logiciels bureautiques	1 209 785	985 269	224 516	290 165
Logiciels d'exploitation	953 468	730 192	223 276	161 451
Mobilier de bureau	761 199	760 781	418	6 804
Améliorations locatives	35 486	3 549	31 937	
Équipement informatique détenu en vertu d'un contrat de location-acquisition	92 523	15 420	77 103	
	<u>5 498 725 \$</u>	<u>3 999 916 \$</u>	<u>1 498 809 \$</u>	<u>1 752 349 \$</u>

## FONDS DES SERVICES INFORMATIQUES

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)  
31 mars 1995

## 7. OBLIGATIONS DÉCOULANT DE CONTRAT DE LOCATION-ACQUISITION

Les paiements minimaux exigibles sur les obligations découlant de contrat de location-acquisition s'établissent comme suit:

1995	41 757 \$
1996	41 757
Total des paiements minimaux exigibles	83 514
Montant représentant les intérêts à un taux de 6,65 %	(4 971)
Montants relatifs aux frais accessoires	(29 200)
	(34 171)
Versements échéant en deçà d'un an	49 343
	23 876
	25 467 \$

## 8. DÛ AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

	1995	1994
Effet à payer, sans intérêt jusqu'au 31 mars 2000, sans modalités de remboursement	3 954 505 \$	3 954 505 \$

## 9. ENGAGEMENTS

Le Fonds est engagé en vertu de contrats à long terme s'échelonnant jusqu'en 1999 pour la location et l'entretien d'équipement informatique et de logiciels, pour des services professionnels ainsi que pour des frais d'aménagement de l'immeuble.

La dépense de l'année financière terminée le 31 mars 1995 concernant la location et l'entretien s'élève à 3 998 971 \$, celle des services professionnels à 628 344 \$ et celle des frais d'aménagement inclus dans les loyers à 734 428 \$. Les paiements minimaux futurs s'établissent comme suit:

1996	4 432 443 \$
1997	1 689 490
1998	366 606
1999	21 858
	6 510 397 \$

## 10. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DU BILAN

En vertu d'un décret du gouvernement du Québec du 5 avril 1995, un montant de 600 000 \$ provenant des surplus accumulés a été versé au Fonds consolidé du revenu le 7 avril 1995.

De plus, en vertu d'un décret du gouvernement du Québec du 28 juin 1995, le Fonds des services informatiques et les autres fonds spéciaux institués en vertu de la Loi sur les services gouvernementaux aux ministères et organismes publics et modifiant diverses dispositions législatives (1994, chapitre 18) sont fusionnés à compter du 1<sup>er</sup> avril 1995 sous le nom: Fonds des services gouvernementaux.

**FONDS DES SERVICES INFORMATIQUES****NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)**  
**31 mars 1995**

---

**11. RÉGIMES DE RETRAITE**

Les membres du personnel du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations du Fonds imputées aux résultats de l'année financière s'élèvent à 535 435 \$ (1994: 528 510 \$). Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

**12. CHIFFRES COMPARATIFS**

Certains chiffres de 1994 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1995.

---

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds des services informatiques du gouvernement du Québec au 31 mars 1995 ainsi que l'état des opérations, l'état de l'excédent et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

À l'exception de ce qui est mentionné dans le paragraphe ci-dessous, ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Les chiffres de l'année financière terminée le 31 mars 1994, présentés pour fins de comparaison, ont fait l'objet d'une restriction dans mon rapport du vérificateur de l'année dernière. Cette restriction portait sur certaines dépenses de fonctionnement du Fonds assumées par le gouvernement du Québec qui n'ont pas été comptabilisées par le Fonds ni présentées à l'état des opérations de l'année financière terminée le 31 mars 1994. À mon avis, une provision aurait dû être inscrite pour l'année financière terminée le 31 mars 1994 compte tenu de l'obligation qu'a le Fonds, en vertu des dispositions de sa loi constitutive, de comptabiliser ces dépenses. Étant donné que les modalités de détermination de ces dépenses n'ont pas été établies pour cette année financière, je n'ai pu évaluer, au prix d'un effort raisonnable, l'effet de l'absence de cette provision sur le revenu net de l'année financière terminée le 31 mars 1994, sur les créiteurs et frais courus aux 31 mars 1995 et 1994 et sur l'excédent aux 31 mars 1995 et 1994.

À mon avis, à l'exception du fait que le Fonds n'a pas comptabilisé la provision mentionnée au paragraphe précédent, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1995 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,  
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 16 juin 1995

**FONDS D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FONCIÈRE**  
**(L.R.Q., c. M-15.1)**

**OPÉRATIONS ET DÉFICIT**  
**de l'année financière terminée le 31 mars 1995**

	1995	1994
<b>VENTES</b>	<b>2 074 670 \$</b>	<b>2 235 374 \$</b>
<b>COÛT DES MARCHANDISES VENDUES (note 3)</b>	<b>924 933</b>	<b>948 667</b>
<b>REVENU BRUT</b>	<b>1 149 737</b>	<b>1 286 707</b>
<b>HONORAIRES DE GESTION DE SERVICES SPÉCIALISÉS (note 5)</b>	<b>130 347</b>	<b>117 365</b>
<b>AUTRES REVENUS</b>	<b>2 380</b>	<b>6 484</b>
	<b>1 282 464</b>	<b>1 410 556</b>
 <b>FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION</b>		
Traitements et avantages sociaux	847 264	863 806
Honoraires professionnels	9 881	14 978
Communications	38 645	46 045
Loyers	159 090	165 762
Entretien et réparations	15 591	21 737
Fournitures et approvisionnements	27 445	25 440
Mauvaises créances	1 647	23 397
Intérêts et frais bancaires	2 924	2 404
Matériel et équipement	7 156	5 446
Amortissement des immobilisations	28 859	65 048
Amortissement des frais reportés	10 824	10 824
	<b>1 149 326</b>	<b>1 244 887</b>
 <b>REVENU NET</b>	<b>133 138</b>	<b>165 669</b>
<b>DÉFICIT AU DÉBUT</b>	<b>235 002</b>	<b>400 671</b>
<b>DÉFICIT À LA FIN</b>	<b>101 864 \$</b>	<b>235 002 \$</b>

## FONDS D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FONCIÈRE

BILAN  
au 31 mars 1995

	1995	1994
<b>ACTIF</b>		
<b>À court terme</b>		
Encaisse	76 629 \$	77 542 \$
Placement temporaire - au coût	1 310 000	1 300 000
Débiteurs	380 178	396 380
Contributions pour des services spécialisés à recevoir	61 313	217 165
Stocks	271 482	288 716
Frais payés d'avance	15 743	4 851
	<hr/>	<hr/>
Immobilisations (note 4)	2 115 345	2 284 654
	38 911	60 810
Frais reportés	64 944	75 768
	<hr/>	<hr/>
	2 219 200 \$	2 421 232 \$
	<hr/>	<hr/>
<b>PASSIF</b>		
<b>À court terme</b>		
Créditeurs	236 051 \$	340 403 \$
Crédit reporté (note 5)	1 636 577	1 867 395
	<hr/>	<hr/>
	1 872 628	2 207 798
Avance du ministère des Ressources naturelles, sans intérêt et sans modalités de remboursement	448 436	448 436
	<hr/>	<hr/>
	2 321 064	2 656 234
DÉFICIT	101 864	235 002
	<hr/>	<hr/>
	2 219 200 \$	2 421 232 \$
	<hr/>	<hr/>

Francine Beaulieu  
Administratrice du Fonds d'information  
géographique et foncière

Rémy Girard  
Sous-ministre associé aux terres

## FONDS D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FONCIÈRE

NOTES COMPLÉMENTAIRES  
31 mars 1995

## 1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds d'information géographique et foncière, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère des Ressources naturelles (L.R.Q., chapitre M-15.1) a pour objet d'offrir la prestation, sur demande et à titre onéreux, de services spécialisés de prise de vues aériennes, de cartographie, de géodésie, de télédétection, d'arpentage ainsi que la diffusion, sur demande et à titre onéreux, de l'information dans les domaines mentionnés précédemment ainsi que certaines données cadastrales.

Ce Fonds est administré par le ministère des Ressources naturelles. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds, prévu dans sa loi constitutive, précise notamment que les intérêts produits par les sommes constituant le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu. Ces intérêts ne sont pas présentés dans l'état des opérations et du déficit.

Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

## 2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice.

## Stocks

Les stocks de matières premières, de documents photographiques et cartographiques sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est calculé selon la méthode du coût moyen.

## Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont comptabilisées à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les acquisitions de matériel et d'équipement, dont le coût unitaire est de 1 000 \$ et plus, sont capitalisées sauf celles effectuées dans le cadre des projets de services spécialisés. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de cinq ans.

## Frais reportés

Les frais reportés représentent le coût du droit d'utilisation pour une période de 10 ans d'équipements informatiques et des données qu'ils contiennent. Ils sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de 10 ans.

## 3. COÛT DES MARCHANDISES VENDUES

	1995	1994
Stocks au début	288 716 \$	303 791 \$
Traitements et avantages sociaux	116 667	135 568
Achats	791 032	798 024
	<hr/>	<hr/>
	1 196 415	1 237 383
Stocks à la fin	271 482	288 716
	<hr/>	<hr/>
	924 933 \$	948 667 \$
	<hr/>	<hr/>



## FONDS D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FONCIÈRE

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)  
31 mars 1995

## 4. IMMOBILISATIONS

	1995		1994
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement cumulé	Net
Matériel et équipement	231 221 \$	192 310 \$	38 911 \$
			60 810 \$

Les acquisitions de l'exercice se sont élevées à 6 960 \$ (1994: 28 257 \$).

## 5. CRÉDIT REPORTÉ

Le Fonds gère plusieurs projets de services spécialisés pour le compte de divers participants. Le tableau suivant présente l'évolution des sommes non encore dépensées pour le compte de ces derniers:

	1995	1994
SOLDE AU DÉBUT	1 867 395 \$	1 847 527 \$
<b>Augmentation</b>		
Sommes provenant des participants	2 011 361	1 873 322
<b>Diminution</b>		
Dépenses effectuées pour le compte des participants:		
Honoraires professionnels	1 663 349	1 507 361
Traitements et avantages sociaux	252 658	102 955
Fournitures et approvisionnements	90 686	103 915
Frais de déplacement	11 617	21 858
Frais de gestion de services spécialisés	130 347	117 365
Matériel et équipement	93 522	
	2 242 179	1 853 454
SOLDE À LA FIN	1 636 577 \$	1 867 395 \$

## 6. RÉGIMES DE RETRAITE

Les membres du personnel du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations du Fonds imputées aux résultats de l'année financière s'élèvent à 58 303 \$ (1994: 48 286 \$). Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

## 7. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 1994 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1995.

**FONDS D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FONCIÈRE****RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

---

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'information géographique et foncière du gouvernement du Québec au 31 mars 1995 ainsi que l'état des opérations et du déficit de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1995 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,  
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 18 août 1995

**FONDS DU BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC**  
**(L.R.Q., c. B-8)**

**OPÉRATIONS ET DÉFICIT**  
**de l'année financière terminée le 31 mars 1995**

	1995	1994
<b>REVENUS</b>		
Services rendus	1 572 499 \$	1 659 172 \$
<b>FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION (note 3)</b>		
Traitements et avantages sociaux	886 749	982 549
Loyers	100 770	87 439
Honoraires professionnels	15 165	75 052
Frais de déplacement et de séjour	3 513	4 561
Communications	59 822	62 382
Services informatiques	74 505	83 970
Achats de données statistiques	278 377	131 063
Logiciels et matériel informatique	15 043	18 709
Impressions et frais de bureau	119 967	116 834
Intérêts sur avances du Fonds consolidé du revenu	14 917	11 878
Autres	11 730	11 719
Amortissement des immobilisations	6 733	31 790
Amortissement des frais reportés	350	700
	1 587 641	1 618 646
<b>(PERTE NETTE) REVENU NET</b>	(15 142)	40 526
<b>DÉFICIT AU DÉBUT</b>	12 385	52 911
<b>DÉFICIT À LA FIN</b>	27 527 \$	12 385 \$

## FONDS DU BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

BILAN  
au 31 mars 1995

	1995	1994
<b>ACTIF</b>		
<b>À court terme</b>		
Encaisse	25 128 \$	9 974 \$
Débiteurs	285 417	598 464
Travaux en cours	221 050	84 879
Avances sur achats de données statistiques	2 530	119 136
	<u>534 125</u>	<u>812 453</u>
<b>Immobilisations (note 4)</b>	12 415	9 128
<b>Frais reportés</b>	350	700
	<u>546 890 \$</u>	<u>822 281 \$</u>
<b>PASSIF</b>		
<b>À court terme</b>		
Créditeurs		
Bureau de la statistique du Québec	38 003 \$	80 832 \$
Autres	75 402	194 242
Avances de clients sur contrats de service	41 950	38 004
Intérêts courus	5 198	4 043
Revenus reportés	72 864	191 545
	<u>233 417</u>	<u>508 666</u>
<b>Avances du Fonds consolidé du revenu (note 5)</b>	341 000	326 000
	<u>574 417</u>	<u>834 666</u>
<b>DÉFICIT</b>	27 527	12 385
	<u>546 890 \$</u>	<u>822 281 \$</u>

Richard Lapointe  
Administrateur du Fonds du Bureau  
de la statistique du Québec

Alain Rhéaume  
Sous-ministre des Finances

## FONDS DU BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES  
31 mars 1995

## 1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds du Bureau de la statistique du Québec, fonds spécial constitué par la Loi sur le Bureau de la statistique du Québec (L.R.Q., chapitre B-8), a pour objet de défrayer la rémunération et les dépenses afférentes aux avantages sociaux et autres conditions de travail du personnel nécessaire à la fourniture de services rendus par le Bureau ainsi que les autres coûts encourus à cette fin.

Les surplus du Fonds sont intégralement remis au Fonds consolidé du revenu.

## 2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice.

## Travaux en cours

Les travaux en cours sont évalués au pourcentage des services rendus au 31 mars en fonction des revenus des contrats de service.

## Immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations dont le coût unitaire est de 1 000 \$ et plus sont capitalisées et amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de trois ans. Les autres immobilisations sont imputées aux opérations.

## Frais reportés

Les coûts des données de recensement sont reportés et amortis selon la méthode de l'amortissement dégressif au taux de 50 % l'an.

## 3. FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION

Ces frais comprennent un montant de 121 055 \$ facturé par le Bureau de la statistique du Québec pour les coûts du personnel cadre et de soutien affecté à des projets du Fonds et pour la part du Fonds dans les coûts de développement et d'utilisation des systèmes de gestion de projets.

Auparavant, ces coûts assumés par le Bureau de la statistique du Québec n'étaient pas facturés au Fonds ni présentés dans l'état des opérations et du déficit du Fonds.

## 4. IMMOBILISATIONS

	1995		1994
	Coût *	Amortissement cumulé	Net
Équipement informatique	176 332 \$	163 917 \$	12 415 \$
Mobilier et équipement	15 313	15 313	8 388 \$
			740
	191 645 \$	179 230 \$	12 415 \$
			9 128 \$
* Coût			
			1995
			1994
Solde au début			205 868 \$
Acquisitions			10 020
			215 888
Radiation			(24 243)
Solde à la fin			191 645 \$
			205 868 \$

## FONDS DU BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)  
31 mars 1995

## 5. AVANCES DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

	1995	1994
Avances portant intérêt au taux préférentiel bancaire, sans modalités de remboursement, échéant le 31 décembre 1997 et remboursables par anticipation	341 000 \$	326 000 \$

## 6. RÉGIMES DE RETRAITE

Les membres du personnel du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations défrayées par le Fonds imputées aux résultats de l'année financière s'élèvent à 42 370 \$ (1994: 39 406 \$). Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

## RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds du Bureau de la statistique du Québec du gouvernement du Québec au 31 mars 1995 ainsi que l'état des opérations et du déficit de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

À l'exception de ce qui est mentionné dans le paragraphe ci-dessous, ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Les chiffres de l'année financière terminée le 31 mars 1994, présentés pour fins de comparaison, ont fait l'objet d'une restriction dans mon rapport du vérificateur de l'année dernière. Cette restriction portait sur certaines dépenses de fonctionnement du Fonds assumées par le Bureau de la statistique du Québec qui n'ont pas été comptabilisées par le Fonds ni présentées à l'état des opérations et du déficit de l'année financière terminée le 31 mars 1994. À mon avis, une provision aurait dû être inscrite pour l'année financière terminée le 31 mars 1994 compte tenu de l'obligation qu'a le Fonds, en vertu des dispositions de sa loi constitutive, de comptabiliser ces dépenses. Si ces dépenses avaient été comptabilisées, le revenu net de l'année financière terminée le 31 mars 1994 aurait été réduit de 134 900 \$ et le déficit ainsi que les créateurs aux 31 mars 1994 et 1995 auraient été augmentés du même montant.

À mon avis, à l'exception du fait que le Fonds n'a pas comptabilisé la provision mentionnée au paragraphe précédent, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1995 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,  
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 8 septembre 1995

**FONDS DU COURRIER ET DE LA MESSAGERIE**  
**(L.Q., 1994, c. 18)**

**OPÉRATIONS ET DÉFICIT**  
**de l'année financière terminée le 31 mars 1995**

	1995	1994
<b>REVENUS</b>		
Services de courrier et de messagerie	31 677 094 \$	25 715 164 \$
Gain sur aliénations d'immobilisations	18 492	1 200
Autres revenus	924	1 545
	<u>31 696 510</u>	<u>25 717 909</u>
<b>FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION</b>		
Services postaux et de messagerie	26 177 304	20 133 715
Traitements et avantages sociaux	4 687 873	4 448 688
Loyers	663 278	698 061
Fournitures	192 298	195 840
Entretien	290 524	208 831
Communications	130 139	128 876
Services professionnels et administratifs (note 3)	502 456	92 886
Amortissement des immobilisations	450 018	274 509
	<u>33 093 890</u>	<u>26 181 406</u>
<b>PERTE AVANT ÉLÉMENT SUIVANT</b>	1 397 380	463 497
<b>SUBVENTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC</b>	1 025 000	
<b>PERTE NETTE</b>	<u>372 380</u>	<u>463 397</u>
<b>DÉFICIT AU DÉBUT</b>	1 121 592	658 095
<b>DÉFICIT À LA FIN</b>	<u>1 493 972 \$</u>	<u>1 121 592 \$</u>

## FONDS DU COURRIER ET DE LA MESSAGERIE

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
de l'année financière terminée le 31 mars 1995

	1995	1994
<b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>		
Perte nette	(372 380) \$	(463 497) \$
Éléments sans incidence sur les liquidités:		
Amortissement des immobilisations	450 018	274 509
Gains sur aliénations d'immobilisations	(18 492)	(1 200)
	59 146	(190 188)
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	(804 775)	440 940
Liquidités (utilisés pour les) provenant des activités d'exploitation	(745 629)	250 752
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		
Dû au Fonds consolidé du revenu	600 000	
Remboursement sur le dû au Fonds consolidé du revenu	(150 000)	
Liquidités provenant des activités de financement	450 000	
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>		
Acquisitions d'immobilisations	(845 159)	(118 272)
Produit d'aliénations d'immobilisations	87 900	610
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement	(757 259)	(117 662)
<b>(DIMINUTION) AUGMENTATION DES LIQUIDITÉS</b>	(1 052 888)	133 090
<b>LIQUIDITÉS AU DÉBUT</b>	175 500	42 410
<b>(INSUFFISANCE DES LIQUIDITÉS) LIQUIDITÉS À LA FIN</b>	(877 388) \$	175 500 \$

Les liquidités du Fonds comprennent l'encaisse diminuée des chèques en circulation.



## FONDS DU COURRIER ET DE LA MESSAGERIE

## BILAN

au 31 mars 1995

	1995	1994
<b>ACTIF</b>		
<b>À court terme</b>		
Encaisse		175 500 \$
Débiteurs	4 123 851 \$	2 902 886
Subvention à recevoir du gouvernement du Québec	1 025 000	
Stock de valeurs postales	1 118 981	985 988
Frais payés d'avance	3 384	616
	<u>6 271 216</u>	<u>4 064 990</u>
<b>Immobilisations (note 4)</b>	1 320 792	995 059
	<u>7 592 008 \$</u>	<u>5 060 049 \$</u>
<b>PASSIF</b>		
<b>À court terme</b>		
Chèques en circulation moins encaisse	877 388 \$	
Créditeurs et frais courus	2 938 141	3 456 846 \$
Avances du Fonds consolidé du revenu	2 215 656	120 000
Versement sur le dû au Fonds consolidé du revenu (note 5)	150 000	
	<u>6 181 185</u>	<u>3 576 846</u>
<b>Dû au Fonds consolidé du revenu (note 5)</b>	2 904 795	2 604 795
	<u>9 085 980</u>	<u>6 181 641</u>
<b>DÉFICIT</b>	1 493 972	1 121 592
	<u>7 592 008 \$</u>	<u>5 060 049 \$</u>

## ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN (note 6)

Gaston Couillard  
Administrateur du Fonds du courrier  
et de la messagerie

Jean-Claude Careau  
Secrétaire associé aux services gouvernementaux

## FONDS DU COURRIER ET DE LA MESSAGERIE

NOTES COMPLÉMENTAIRES  
31 mars 1995**1. CONSTITUTION ET OBJET**

Le Fonds du courrier et de la messagerie, fonds spécial constitué par la Loi sur les services gouvernementaux aux ministères et organismes publics et modifiant diverses dispositions législatives (1994, chapitre 18), a pour objet de fournir, moyennant considérations, les services de traitement du courrier et de la messagerie externe des ministères et organismes du gouvernement du Québec.

Ce Fonds est administré par le Ministre délégué aux Services gouvernementaux.

Le mode de gestion, de financement et d'opération du Fonds, prévu dans sa loi constitutive, précise notamment que les intérêts produits par les sommes constituant le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu. Ces intérêts ne sont pas présentés à l'état des opérations et du déficit.

Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

**2. CONVENTIONS COMPTABLES**

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

**Stocks de valeurs postales**

Les stocks de valeurs postales sont évalués au prix coûtant.

**Immobilisations**

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont comptabilisées à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les taux suivants:

	Taux
Matériel d'insertion	6 2/3 %
Matériel de levage	10 %
Machines à affranchir	20 %
Machine à encoder	25 %
Balances postales	20 %
Systèmes de gestion	20 %
Véhicules	20 %
Ameublement	20 %
Équipement bureautique	20 %
Améliorations locatives	20 %

**3. SERVICES PROFESSIONNELS ET ADMINISTRATIFS**

Cette dépense comprend un montant de 397 470 \$ facturé par le gouvernement du Québec pour des services de soutien administratif.

Auparavant, le coût des services de soutien administratif assumé par le gouvernement du Québec n'était pas facturé au Fonds ni présenté dans l'état des opérations et du déficit du Fonds.

## FONDS DU COURRIER ET DE LA MESSAGERIE

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)  
31 mars 1995

## 4. IMMOBILISATIONS

	1995		1994
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement cumulé	Net
Matériel d'insertion	60 996 \$	11 933 \$	49 063 \$
Matériel de levage	70 594	13 843	56 751
Machines à affranchir	135 179	68 042	67 137
Machine à encoder	633 526	157 600	475 926
Balances postales	79 416	39 966	39 450
Systèmes de gestion	200 064	93 422	106 642
Véhicules	667 005	371 414	295 591
Ameublement	126 550	75 930	50 620
Équipement bureautique	46 685	25 807	20 878
Améliorations locatives	186 494	27 760	158 734
	<u>2 206 509 \$</u>	<u>885 717 \$</u>	<u>1 320 792 \$</u>
			<u>995 059 \$</u>

## 5. DÙ AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

	1995	1994
Dù suite au transfert d'actifs et de passifs du Service du courrier et des messageries du gouvernement du Québec, sans intérêt, dont les modalités de remboursement n'ont pas été déterminées par le Gouvernement	2 604 795 \$	2 604 795 \$
Dù suite au transfert d'une immobilisation du gouvernement du Québec, sans intérêt, remboursable à raison de 150 000 \$ par année, échéant en 1998	450 000	
	<u>3 054 795</u>	<u>2 604 795</u>
Versement échéant en deça d'un an	150 000	
	<u>2 904 795 \$</u>	<u>2 604 795 \$</u>

## 6. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN

En vertu d'un décret du gouvernement du 28 juin 1995, le Fonds du courrier et de la messagerie et les autres fonds spéciaux institués en vertu de la Loi sur les services gouvernementaux aux ministères et organismes publics et modifiant diverses dispositions législatives (1994, chapitre 18) sont fusionnés à compter du 1<sup>er</sup> avril 1995 sous le nom: Fonds des services gouvernementaux.

## 7. RÉGIMES DE RETRAITE

Les membres du personnel du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations imputées aux résultats de l'année financière, s'élèvent à 198 473 \$ (1994: 177 882 \$). Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

## 8. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 1994 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1995.

**FONDS DU COURRIER ET DE LA MESSAGERIE****RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

---

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds du courrier et de la messagerie du gouvernement du Québec au 31 mars 1995 ainsi que l'état des opérations et du déficit et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

À l'exception de ce qui est mentionné dans le paragraphe ci-dessous, ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Les chiffres de l'année financière terminée le 31 mars 1994, présentés pour fins de comparaison, ont fait l'objet d'une restriction dans mon rapport du vérificateur de l'année dernière. Cette restriction portait sur certaines dépenses de fonctionnement du Fonds assumées par le gouvernement du Québec qui n'ont pas été comptabilisées par le Fonds ni présentées à l'état des opérations de l'année financière terminée le 31 mars 1994. À mon avis, une provision aurait dû être inscrite pour l'année financière terminée le 31 mars 1994 compte tenu de l'obligation qu'a le Fonds, en vertu des dispositions de sa loi constitutive, de comptabiliser ces dépenses. Étant donné que les modalités de détermination de ces dépenses n'ont pas été établies pour cette année financière, je n'ai pu évaluer, au prix d'un effort raisonnable, l'effet de l'absence de cette provision sur la perte nette de l'année financière terminée le 31 mars 1994, sur les créiteurs et frais courus et sur le déficit aux 31 mars 1995 et 1994.

À mon avis, à l'exception du fait que le Fonds n'a pas comptabilisé la provision mentionnée au paragraphe précédent, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1995 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,  
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 18 août 1995

**FONDS DU SERVICE AÉRIEN GOUVERNEMENTAL**  
(L.R.Q., c. 18)

**OPÉRATIONS ET DÉFICIT**  
de l'année financière terminée le 31 mars 1995

	1995	1994
<b>REVENUS</b>		
Services		
- gouvernementaux (note 3)	21 098 284 \$	26 430 428 \$
- autres	5 156 419	91 654
Redevances	293 950	
Gain sur aliénation d'immobilisations	69 235	654 964
Autres	296 256	305 118
	<u>26 914 144</u>	<u>27 482 164</u>
<b>FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION</b>		
Traitements et avantages sociaux	10 755 484	11 276 212
Entretien et réparations	2 875 762	3 868 965
Pièces de rechange et fournitures	2 626 343	1 817 479
Carburant	2 205 846	1 970 318
Transport et communication	990 733	855 602
Loyers	2 145 680	2 266 595
Services professionnels, administratifs et autres (note 4)	2 124 850	1 146 646
Matériel, équipement et autres dépenses	29 187	139 891
Intérêts sur dette à long terme	2 160 170	2 076 221
Amortissement des immobilisations	3 582 388	3 616 328
Amortissement des frais reportés	94 487	88 233
	<u>29 590 930</u>	<u>29 122 490</u>
<b>PERTE AVANT ÉLÉMENTS SUIVANTS</b>	2 676 786	1 640 326
Perte sur aliénation d'immobilisations		3 155 946
Contribution du gouvernement du Québec (note 5)	(1 625 464)	(3 335 900)
<b>PERTE NETTE</b>	<u>1 051 322</u>	<u>1 460 372</u>
<b>DÉFICIT (EXCÉDENT) AU DÉBUT</b>	338 745	(1 121 627)
<b>DÉFICIT À LA FIN</b>	<u>1 390 067 \$</u>	<u>338 745 \$</u>

## FONDS DU SERVICE AÉRIEN GOUVERNEMENTAL

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
de l'année financière terminée le 31 mars 1995

	1995	1994
<b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>		
Perte nette	(1 051 322) \$	(1 460 372) \$
Éléments sans incidence sur les liquidités:		
Amortissement des immobilisations	3 582 388	3 616 328
Amortissement des frais reportés	94 487	88 233
Gain sur aliénation d'immobilisations	(69 235)	(654 964)
Perte sur aliénation d'immobilisations		3 155 946
	2 556 318	4 745 171
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	(4 113 244)	1 929 670
Liquidités (utilisées pour les) provenant des activités d'exploitation	(1 556 926)	6 674 841
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		
Réserve pour assurances	548 130	
Dépôt sur stock en consignation	570 768	
Créance	3 294 776	(1 307 735)
Obligations découlant de contrats de location-acquisition:		
Obligations	2 749 216	590 149
Remboursements	(1 743 382)	(1 269 653)
Avances du Fonds consolidé du revenu		5 985 763
Apport du gouvernement du Québec	325 445	
Remboursement d'avances du Fonds consolidé du revenu		(91 846 898)
Liquidités provenant des (utilisées pour les) activités de financement	5 744 953	(87 848 374)
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>		
Frais d'acquisition d'aéronefs reportés	(353 614)	(2 462 276)
Dépôt en garantie sur contrats de location- acquisition	(30 600)	(250 200)
Dépôt sur acquisition d'aéronefs	205 080	(205 080)
Remboursement d'un dépôt sur acquisition d'aéronefs		89 164 172
Acquisition d'immobilisations	(3 595 806)	(610 358)
Produit d'aliénation d'immobilisations	2 025 517	666 344
Liquidités (utilisées pour les) provenant des activités d'investissement	(1 749 423)	86 302 602
<b>AUGMENTATION DES LIQUIDITÉS</b>	2 438 604	5 129 069
<b>LIQUIDITÉS AU DÉBUT</b>	11 960 330	6 831 261
<b>LIQUIDITÉS À LA FIN</b>	14 398 934 \$	11 960 330 \$

Les liquidités du Fonds comprennent l'encaisse et les dépôts à terme.

## FONDS DU SERVICE AÉRIEN GOUVERNEMENTAL

## BILAN

au 31 mars 1995

	1995	1994
<b>ACTIF</b>		
<b>À court terme</b>		
Encaisse	3 898 934 \$	7 960 330 \$
Dépôts à terme	10 500 000	4 000 000
Débiteurs	2 164 639	2 058 908
Stocks	7 664 503	9 361 353
Frais payés d'avance	35 680	35 522
Dépôt sur acquisition d'aéronef		205 080
	<u>24 263 756</u>	<u>23 621 193</u>
Créance à recevoir (note 6)		1 307 735
Dépôt en garantie sur contrats de location-acquisition (note 7)	2 798 000	2 767 400
Immobilisations (note 8)	38 800 303	40 743 167
Frais reportés (note 9)	3 315 726	3 020 793
	<u>69 177 785 \$</u>	<u>71 460 288 \$</u>
<b>PASSIF</b>		
<b>À court terme</b>		
Créditeurs et frais courus	2 133 062 \$	1 820 113 \$
Obligations découlant de contrats de location-acquisition (note 10)	1 898 381	1 426 565
Intérêts courus		5 981 348
	<u>4 031 443</u>	<u>9 228 026</u>
Créance à payer (note 6)	1 987 041	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition (note 10)	20 072 390	19 538 372
Dépôt sur stock en consignation	570 768	
Réserve pour assurances (note 11)	548 130	
Dû au Fonds consolidé du revenu, sans intérêt ni modalités de remboursement	43 032 635	43 032 635
	<u>70 242 407</u>	<u>71 799 033</u>
<b>AVOIR DÉFICITAIRE</b>		
Apport du gouvernement du Québec (note 5)	325 445	
Déficit	(1 390 067)	(338 745)
	<u>(1 064 622)</u>	<u>(338 745)</u>
	<u>69 177 785 \$</u>	<u>71 460 288 \$</u>

ENGAGEMENTS (note 12)

ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN (note 13)

Gaston Couillard  
Administrateur du Fonds du service  
aérien gouvernemental

Jean-Claude Careau  
Secrétaire associé aux Services gouvernementaux

## FONDS DU SERVICE AÉRIEN GOUVERNEMENTAL

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1995

## 1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds du service aérien gouvernemental, fonds spécial constitué par la Loi sur les services gouvernementaux aux ministères et organismes publics et modifiant diverses dispositions législatives (L.R.Q., chapitre 18), a pour objet de financer les coûts des services de transport aérien fournis par le ministre délégué aux services gouvernementaux, dans le cadre de fonctions ou de missions gouvernementales.

Ce Fonds est administré par le ministre délégué aux Services gouvernementaux.

Le mode de gestion, de financement et d'opération du Fonds, prévu dans sa loi constitutive, précise notamment que les intérêts produits par les sommes constituant le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu. Ces intérêts ne sont pas présentés dans l'état des opérations et du déficit.

Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

## 2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

## Stocks

Les stocks de pièces de rechange, de fournitures et de carburant sont inscrits au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Pour les pièces démontées des aéronefs et retournées en inventaire, leur coût correspond à celui de leur remise en état de fonctionnement. Le coût est calculé selon la méthode de l'épuisement successif.

## Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont comptabilisées à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations dont le coût unitaire est de 1 000 \$ et plus sont comptabilisées au coût.

Les immobilisations sont amorties selon les méthodes et les taux suivants compte tenu de leur valeur résiduelle:

	Méthode	Taux
Aéronefs	Linéaire	6 2/3 %
Équipements d'aéronefs	Linéaire	20 %
Mobilier, matériel et équipement	Dégressif	20 %
Améliorations locatives	Linéaire	20 %

Les frais d'entretien et de réparations majeurs des aéronefs sont capitalisés et amortis selon la méthode de l'amortissement proportionnel à l'utilisation ou selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée prévue d'utilisation, variant de 3 à 15 ans, compte tenu de leur valeur résiduelle.

Les biens faisant l'objet d'un contrat de location-acquisition sont amortis selon la même méthode que les autres immobilisations.

## Frais reportés

Ce poste représente les gains ou pertes non matérialisés sur change étranger et sont amortis sur la durée résiduelle des obligations découlant de contrats de location-acquisition et du dépôt en garantie y afférent auxquels ils se rapportent. De plus, des frais encourus pour l'acquisition d'aéronefs sont comptabilisés comme frais reportés et seront virés au coût des aéronefs lors de leur livraison.

## Conversion des devises étrangères

Des comptes d'actif et de passif exprimés en devises étrangères sont convertis en dollars canadiens au taux en vigueur à la date du bilan; les comptes de résultats et les stocks sont convertis au taux de change prévalant à la date du paiement. Les gains ou pertes matérialisés sur change étranger sont imputés aux opérations de l'année financière.



## FONDS DU SERVICE AÉRIEN GOUVERNEMENTAL

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)  
31 mars 1995

## 3. SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Ce poste inclut le revenu net pour les services de nolisement offerts aux ministères et organismes gouvernementaux qui se détaille comme suit:

	1995	1994
Services facturés	2 065 705 \$	425 065 \$
Coût du nolisement	1 975 062	379 244
Revenu net	90 643 \$	45 821 \$

## 4. SERVICES PROFESSIONNELS, ADMINISTRATIFS ET AUTRES

Cette dépense comprend un montant de 769 200 \$ facturé par le gouvernement du Québec pour des services de soutien administratif.

Auparavant, le coût des services de soutien administratif assumé par le gouvernement du Québec n'était pas facturé au Fonds ni présenté dans l'état des opérations et du déficit du Fonds.

## 5. CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Le Fonds comptabilise la subvention annuelle du gouvernement du Québec selon la répartition suivante:

Apport du gouvernement du Québec à l'avoir du Fonds	
- Contribution pour le remboursement du capital d'une dette à long terme	325 445 \$
Subvention de fonctionnement - revenus	
- Contribution pour le fonctionnement de l'exercice	1 625 464
	1 950 909 \$

## 6. CRÉANCE

En vertu d'une entente, l'excédent ou le déficit annuel de l'opération des avions-citernes est imputé à la Société de protection des forêts contre le feu. Le montant imputé annuellement à la créance est réparti également sur cinq ans, sans autres modalités de règlement ni intérêt.

## 7. DÉPÔT EN GARANTIE SUR CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION

Ce dépôt, échéant le 15 juillet 2001, porte intérêt au taux du marché pour un dépôt à terme de trois mois à deux ans au choix du ministre des Finances (6,325 % au 31 mars 1995).

## 8. IMMOBILISATIONS

	1995			1994
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement cumulé	Net	Net
Avions CL-215 T	25 014 406 \$	4 252 449 \$	20 761 957 \$	22 179 438 \$
Autres aéronefs (a)	22		22	25
Équipements d'aéronefs	790 672	425 263	365 409	425 263
Frais d'entretien et de réparation majeurs des aéronefs	3 271 121	1 517 689	1 753 432	1 814 685
Mobilier, matériel et équipement	1 119 834	493 092	626 742	603 663
Améliorations locatives	86 714	25 768	60 946	78 289
Montants à reporter	30 282 769 \$	6 714 261 \$	23 568 508 \$	25 101 363 \$

## FONDS DU SERVICE AÉRIEN GOUVERNEMENTAL

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)  
31 mars 1995

## 8. IMMOBILISATIONS (suite)

	1995		1994
	Coût ou valeur attribuée	Amortis- sement cumulé	Net
Montants reportés	30 282 769 \$	6 714 261 \$	23 568 508 \$
Immobilisations détenues en vertu des contrats de location-acquisition:			
Aéronef de type Cheyenne			2 043 706
Autres aéronefs	19 098 458	3 866 663	13 598 098
	19 098 458	3 866 663	15 641 804
	49 381 227 \$	10 580 924 \$	40 743 167 \$

- a) Au 31 mars 1995, le Fonds possède 22 aéronefs cédés par le gouvernement à une valeur attribuée de 1 \$ chacun.

Trois avions-citernes inscrits aux livres au coût de 3 \$, mais dont la valeur marchande est estimée à 6 millions de dollars, sont donnés en garantie pour un contrat de location-acquisition d'immobilisations.

## 9. FRAIS REPORTÉS

	1995	1994
Perte nette non matérialisée sur change - au coût amorti	499 836 \$	558 517 \$
Frais d'acquisition d'aéronefs - au coût	2 815 890	2 462 276
	3 315 726 \$	3 020 793 \$

## 10. OBLIGATIONS DÉCOULANT DE CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION

Les paiements minimums exigibles sur les obligations découlant de contrats de location-acquisition s'établissent comme suit:

1996	3 917 620 \$
1997	3 917 620
1998	3 917 620
1999	3 917 620
2000 à 2003	16 022 028
Total des paiements minimums exigibles	31 692 508
Montant représentant les intérêts inclus dans les paiements minimums exigibles à des taux variant de 8,116 % à 10,094 %	9 721 737
Versements échéant en deçà d'un an	21 970 771
	1 898 381
	20 072 390 \$

Pour un de ces contrats de location-acquisition, les versements sont effectués en dollars américains.

**FONDS DU SERVICE AÉRIEN GOUVERNEMENTAL**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)**  
**31 mars 1995**

---

**11. RÉSERVE POUR ASSURANCES**

Compte tenu de la création éventuelle d'un fonds d'assurance, une réserve d'un montant de 548 130 \$ a été constituée à même les revenus de location d'avions-citernes à l'extérieur du Québec.

**12. ENGAGEMENTS**

- a) Le 5 août 1992, le gouvernement du Québec a autorisé le Fonds à acquérir huit avions-citernes CL-415 dont le coût total s'élève à 137 451 152 \$, en dollars de juin 1990. Ce montant, indexé en date de mars 1995, était estimé à 165 millions de dollars. Leur livraison s'échelonna de juin 1995 à mai 1997. Au fur et à mesure de la livraison des nouveaux appareils, le Fonds s'est engagé à vendre au fournisseur huit avions-citernes CL-215 pour 2 millions de dollars chacun.
- b) Le 30 septembre 1993, le gouvernement du Québec a conclu une convention de novation de vente prévoyant le transfert de propriété de ces appareils à un bailleur ainsi que tous les engagements financiers reliés au contrat d'achat. À cette date, le Fonds s'est engagé à les louer au fur et à mesure de leur réception.
- c) Le Fonds a loué deux de ses avions-citernes jusqu'en avril 1997. Durant la période de location, le Fonds a accordé au preneur une option d'achat au prix de 2 500 000 \$ par appareil.

**13. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN**

En vertu d'un décret du gouvernement du Québec du 28 juin 1995, le Fonds du service aérien gouvernemental et les autres fonds spéciaux institués en vertu de la Loi sur les services gouvernementaux aux ministères et organismes publics et modifiant diverses dispositions législatives (1994, chapitre 18) sont fusionnés à compter du 1<sup>er</sup> avril 1995 sous le nom: Fonds des services gouvernementaux.

**14. DONATION**

En mai 1994, le Fonds a cédé gracieusement à un organisme sans but lucratif, après autorisation du gouvernement du Québec, un avion-citerne de type CANSO. La valeur au livre de cet appareil était de 1 \$. La valeur de réalisation était estimée à environ 200 000 \$.

**15. RÉGIMES DE RETRAITE**

Les membres du personnel du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations du Fonds imputées aux résultats de l'année financière s'élèvent à 501 192 \$ (1994: 526 086 \$). Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

**16. CHIFFRES COMPARATIFS**

Certains chiffres de 1994 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1995.

## FONDS DU SERVICE AÉRIEN GOUVERNEMENTAL

## RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

---

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds du service aérien gouvernemental du gouvernement du Québec au 31 mars 1995 ainsi que l'état des opérations et du déficit et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

À l'exception de ce qui est mentionné dans les paragraphes ci-dessous, ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Comme le mentionne la note 11, le Fonds a constitué une réserve pour assurances d'un montant de 548 130 \$ au 31 mars 1995, à même les revenus de location d'avions-citernes à l'extérieur du Québec. À mon avis, la création de cette réserve n'est pas conforme aux principes comptables généralement reconnus car, le Fonds étant déficitaire pour l'ensemble de ses opérations, elle a été constituée à même les revenus de l'année financière plutôt qu'au moyen d'affectation à même un poste d'excédent accumulé. De plus, le Fonds n'a pas obtenu les autorisations requises du gouvernement pour la constitution de cette réserve. Compte tenu que l'excédent ou le déficit annuel de l'opération des avions-citernes est imputé au client, l'inscription de cette réserve aux frais d'opération et d'administration n'a pas eu d'effet sur la perte nette de l'année financière terminée le 31 mars 1995. Par ailleurs, si cette réserve n'avait pas été comptabilisée, les revenus de services gouvernementaux et la dépense de services professionnels, administratifs et autres auraient été diminués de 548 130 \$ et la créance à payer au 31 mars 1995 aurait été augmentée du même montant.

De plus, les chiffres de l'année financière terminée le 31 mars 1994, présentés pour fins de comparaison, ont fait l'objet de deux restrictions dans mon rapport du vérificateur de l'année dernière. Une restriction portait sur certaines dépenses de fonctionnement du Fonds assumées par le gouvernement du Québec qui n'ont pas été comptabilisées par le Fonds ni présentées à l'état des opérations de l'année financière terminée le 31 mars 1994, puisque leurs modalités de détermination n'ont pas été établies. À mon avis, une provision aurait dû être inscrite pour l'année financière terminée le 31 mars 1994 compte tenu de l'obligation qu'a le Fonds, en vertu des dispositions de sa loi constitutive, de comptabiliser ces dépenses. L'autre restriction portait sur l'évaluation au 31 mars 1994 d'une créance de 1 635 000 \$ à recevoir d'un client pour l'opération d'avions-citernes étant donné que les systèmes comptables du Fonds ne fournissaient pas par client l'ensemble des frais d'exploitation. Je n'ai pu déterminer, au prix d'un effort raisonnable, l'effet de ces lacunes sur le montant de la perte nette de l'année financière terminée le 31 mars 1994 ainsi que sur le montant des débiteurs, de la créance à recevoir, des créditeurs et frais courus et du déficit aux 31 mars 1995 et 1994.

À mon avis, à l'exception de l'effet des redressements dont il est question aux paragraphes précédents, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1995, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,  
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 31 août 1995

**FONDS EN FIDÉICOMMIS**  
(L.R.Q., c. D-5)

**ÉVOLUTION DES DÉPÔTS**  
de l'année financière terminée le 31 mars 1995  
(en milliers de dollars)

	Solde au 31 mars 1994	Encaissements	Remboursements	Solde au 31 mars 1995
<b>Taxe sur les produits et services:</b>				
Recettes perçues	168 152	4 566 708	4 581 842	153 018
Crédits pour intrants		2 472 337	2 472 337	
	168 152	7 039 045	7 054 179	153 018
<b>Dépôts de cautionnements et de garanties:</b>				
Sociétés, organismes et particuliers	146 730	99 719	93 476	152 973
Officiers de justice	64 801	191 930	157 415	99 316
Municipalités	2 762	2 212	2 088	2 886
	214 293	293 861	252 979	255 175
	382 445	7 332 906	7 307 158	408 193

**ACTIF ET PASSIF**  
au 31 mars 1995  
(en milliers de dollars)

	1995	1994
<b>ACTIF</b>		
Encaisse	1 462	1 413
Valeurs détenues		
Obligations	138 220	134 766
Coupons détachés	3 786	2 686
Bons du trésor	3 103	2 320
Papier commercial	350	
Avances au Fonds consolidé du revenu	261 272	241 260
	408 193	382 445
<b>PASSIF</b>		
Dépôts		
Taxe sur les produits et services	153 018	168 152
Cautionnements et garanties		
Sociétés, organismes et particuliers	152 973	146 730
Officiers de justice	99 316	64 801
Municipalités	2 886	2 762
	255 175	214 293
	408 193	382 445

Pierre Thivierge  
Administrateur des fonds en fidéicommis

Alain Rhéaume  
Sous-ministre des Finances

**FONDS EN FIDÉICOMMIS****NOTES COMPLÉMENTAIRES**  
**31 mars 1995**

---

**1. NATURE DES FONDS EN FIDÉICOMMIS ET POLITIQUES ADMINISTRATIVES**

Les fonds en fidéicommis sont composés:

- de dépôts de cautionnements et de garanties faits en vertu des lois, de règlements, de directives et de conventions par des officiers de justice, des municipalités, des sociétés, des organismes et des particuliers. Ces dépôts sont effectués auprès du ministère des Finances, qui est un bureau général de dépôts en vertu de la Loi sur les dépôts et consignations (L.R.Q., chapitre D-5).
- de sommes perçues et de crédits pour intrants administrés pour le gouvernement du Canada au titre de la taxe sur les produits et services.

Les revenus des valeurs détenues sont remis aux déposants de ces valeurs.

Les avances au Fonds consolidé du revenu ne produisent pas d'intérêts.

Les frais d'administration des fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

**2. CONVENTION COMPTABLE**

Les valeurs détenues sont montrées à leur valeur nominale; celles en monnaie étrangère sont inscrites en équivalent canadien de la valeur nominale aux dates de leur dépôt.

---

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif des fonds en fidéicommis au 31 mars 1995 ainsi que l'état de l'évolution des dépôts de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe aux gestionnaires des fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation de la convention comptable suivie ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, l'actif et le passif des fonds en fidéicommis au 31 mars 1995, ainsi que l'évolution des dépôts pour l'année financière terminée à cette date selon la convention comptable énoncée à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis cette convention a été appliquée de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,  
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 26 septembre 1995

**FONDS LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC**  
**(L.Q., 1994, c. 18)**

**OPÉRATIONS ET EXCÉDENT**  
**de l'année financière terminée le 31 mars 1995**

	1995	1994
<b>REVENUS</b>		
Ventes et abonnements	11 932 826 \$	12 135 138 \$
Services et autres	577 969	714 682
	12 510 795	12 849 820
Redevances	111 163	152 423
	12 399 632	12 697 397
<b>COÛT DES MARCHANDISES VENDUES (note 3)</b>	7 185 953	7 309 273
<b>REVENU BRUT</b>	5 213 679	5 388 124
<b>FRAIS DE COMMERCIALISATION (note 4)</b>	4 032 528	4 638 673
<b>FRAIS D'ADMINISTRATION (note 4)</b>	2 198 638	1 828 469
	6 231 166	6 467 142
<b>PERTE AVANT ÉLÉMENT SUIVANT</b>	1 017 487	1 079 018
<b>SUBVENTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC</b>	371 970	1 023 662
<b>PERTE NETTE</b>	645 517	55 356
<b>EXCÉDENT AU DÉBUT</b>	1 595 840	1 651 196
<b>EXCÉDENT À LA FIN</b>	950 323 \$	1 595 840 \$

## FONDS LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
de l'année financière terminée le 31 mars 1995

	1995	1994
<b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>		
Perte nette	(645 517) \$	(55 356) \$
Élément sans incidence sur les liquidités: Amortissement des immobilisations	167 310	244 431
	(478 207)	189 075
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	(652 430)	286 888
Liquidités (utilisées pour les) provenant des activités d'exploitation	(1 130 637)	475 963
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>		
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement: Acquisitions d'immobilisations	(142 231)	(112 558)
<b>(DIMINUTION) AUGMENTATION DES LIQUIDITÉS</b>	(1 272 868)	363 405
<b>LIQUIDITÉS AU DÉBUT</b>	2 195 937	1 832 532
<b>LIQUIDITÉS À LA FIN</b>	923 069 \$	2 195 937 \$

Les liquidités du Fonds comprennent l'encaisse, le placement temporaire et l'avance au Fonds des moyens de communication.



## FONDS LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC

BILAN  
au 31 mars 1995

	1995	1994
<b>ACTIF</b>		
<b>À court terme</b>		
Encaisse	523 069 \$	1 695 937 \$
Placement temporaire - au coût		500 000
Avance au Fonds des moyens de communication - sans intérêt	400 000	
Débiteurs	3 085 309	2 646 747
Travaux en cours	107 126	33 477
Stocks	1 580 166	1 430 570
	5 695 670	6 306 731
<b>Immobilisations (note 5)</b>	341 331	366 410
	6 037 001 \$	6 673 141 \$
<b>PASSIF</b>		
<b>À court terme</b>		
Créditeurs et frais courus	1 695 132 \$	1 770 062 \$
Revenus reportés	1 430 688	1 346 381
	3 125 820	3 116 443
<b>Dû au Fonds consolidé du revenu (note 6)</b>	1 960 858	1 960 858
	5 086 678	5 077 301
<b>EXCÉDENT</b>	950 323	1 595 840
	6 037 001 \$	6 673 141 \$

## ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN (note 8)

Raynald Brulotte  
Administrateur du Fonds Les  
Publications du Québec

Jean-Claude Careau  
Secrétaire associé aux Services gouvernementaux

## FONDS LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES  
31 mars 1995

## 1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds Les Publications du Québec, fonds spécial constitué par la Loi sur les services gouvernementaux aux ministères et organismes publics et modifiant diverses dispositions législatives (1994, chapitre 18), a pour objet le financement des activités de l'Éditeur officiel du Québec et celles relatives à la vente de ses produits ainsi que tous les services fournis par le Ministre délégué aux Services gouvernementaux dans la gestion des droits d'auteur, l'édition, la publication, la diffusion et la commercialisation de documents.

Ce Fonds est administré par le Ministre délégué aux Services gouvernementaux.

Le mode de gestion, de financement et d'opération du Fonds, prévu dans sa loi constitutive, précise notamment que les intérêts produits par les sommes constituant le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu. Ces intérêts ne sont pas présentés à l'état des opérations et de l'excédent.

Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

## 2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

## Revenus d'abonnements

Les revenus d'abonnements provenant de publications dont le nombre de parutions est déterminé, sont comptabilisés uniformément sur la durée de l'abonnement. Pour celles dont le nombre de parutions est indéterminé, les revenus d'abonnements sont comptabilisés au fur et à mesure de leur parution.

## Redevances

Les opérations reliées au paiement ou à la réception de redevances sont établies et comptabilisées aux dates spécifiées aux ententes.

## Travaux en cours

Les travaux en cours ne comprennent que les frais directs d'édition.

## Stocks

Les stocks de livres et autres articles sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. La méthode du prix de revient complet est utilisée dans le calcul du coût.

## Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont comptabilisées à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire au taux de 20 %.

## 3. COÛT DES MARCHANDISES VENDUES

	1995	1994
Travaux en cours au début	33 477 \$	80 160 \$
Frais directs d'édition	5 045 934	4 700 610
Main-d'oeuvre directe d'édition	1 203 270	1 191 446
Montants à reporter	6 282 681 \$	5 972 216 \$

## FONDS LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)  
31 mars 1995

## 3. COÛT DES MARCHANDISES VENDUES (suite)

	1995	1994
Montants reportés	6 282 681 \$	5 972 216 \$
Frais généraux d'édition:		
Traitements et avantages sociaux	458 211	352 802
Honoraires professionnels	36 332	14 962
Transport et communication	33 143	39 800
Loyers	172 503	63 154
Entretien et réparations	3 811	1 866
Fournitures et approvisionnements	11 927	10 028
Matériel et équipement	4 514	9 967
Amortissement des immobilisations	23 028	67 296
Autres	1 590	
	745 059	559 875
	7 027 740	6 532 091
Travaux en cours à la fin	107 126	33 477
Coût des produits édités	6 920 614	6 498 614
Achats de marchandises pour la revente	414 935	434 778
	7 335 549	6 933 392
Stocks au début	1 430 570	1 806 451
	8 766 119	8 739 843
	1 580 166	1 430 570
Stocks à la fin	7 185 953 \$	7 309 273 \$

## 4. FRAIS DE COMMERCIALISATION ET D'ADMINISTRATION

	1995		1994	
	Frais de commercia- lisation	Frais d'adminis- tration	Frais de commercia- lisation	Frais d'adminis- tration
Traitements et avantages sociaux	2 425 123 \$	1 358 512 \$	2 495 639 \$	1 290 956 \$
Honoraires professionnels et administratifs	146 904	451 840 *	235 749	87 079
Transport et communications	731 676	66 093	997 491	133 811
Loyers	623 422	106 564	695 730	54 551
Entretien et réparations	8 380	49 955	23 271	23 334
Fournitures et approvisionnements	44 143	36 525	102 523	35 319
Matériel et équipement	9 806	5 749	18 549	10 136
Amortissement des immobilisations	43 074	101 208	69 671	107 464
Autres		22 192	50	85 819
	4 032 528 \$	2 198 638 \$	4 638 673 \$	1 828 469 \$

\* Cette dépense comprend un montant de 381 200 \$ facturé par le gouvernement du Québec pour des services de soutien administratif. Auparavant, le coût des services de soutien administratif assumé par le gouvernement du Québec n'était pas facturé au Fonds ni présenté dans l'état des opérations et de l'excédent du Fonds.

## FONDS LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)  
31 mars 1995

## 5. IMMOBILISATIONS

	1995		1994
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement cumulé	Net
Équipement informatique	208 687 \$	101 926 \$	106 761 \$
Mobilier de bureau	106 580	106 286	294
Équipement de bureautique	102 651	93 724	8 927
Améliorations locatives	36 674	7 709	28 965
Équipement d'entrepôt	54 139	52 376	1 763
Logiciels et frais de développement de systèmes informatiques	519 963	325 342	194 621
Droits d'auteur	8 757	8 757	
	<u>1 037 451 \$</u>	<u>696 120 \$</u>	<u>341 331 \$</u>
			<u>366 410 \$</u>

## 6. DÛ AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

	1995	1994
Dû suite au transfert de l'actif du Fonds renouvelable des publications gouvernementales, sans intérêt et sans modalités de remboursement	1 803 090 \$	1 803 090 \$
Dû suite au transfert d'immobilisations du gouvernement du Québec, sans intérêt et sans modalités de remboursement	157 768	157 768
	<u>1 960 858 \$</u>	<u>1 960 858 \$</u>

## 7. RÉGIMES DE RETRAITE

Les membres du personnel du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations du Fonds imputées aux résultats de l'année financière s'élèvent à 252 277 \$ (1994: 245 625 \$). Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

## 8. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN

En vertu d'un décret du gouvernement du Québec du 28 juin 1995, le Fonds Les Publications du Québec et les autres fonds spéciaux institués en vertu de la Loi sur les services gouvernementaux aux ministères et organismes publics et modifiant diverses dispositions législatives (1994, chapitre 18) sont fusionnés à compter du 1<sup>er</sup> avril 1995 sous le nom: Fonds des services gouvernementaux.

## 9. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 1994 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1995.

## FONDS LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC

## RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

---

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds Les Publications du Québec du gouvernement du Québec au 31 mars 1995 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

À l'exception de ce qui est mentionné dans le paragraphe ci-dessous, ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Les chiffres de l'année financière terminée le 31 mars 1994, présentés pour fins de comparaison ont fait l'objet d'une restriction dans mon rapport du vérificateur de l'année dernière. Cette restriction portait sur certaines dépenses de fonctionnement du Fonds assumées par le gouvernement du Québec qui n'ont pas été comptabilisées par le Fonds ni présentées à l'état des opérations de l'année financière terminée le 31 mars 1994. À mon avis, une provision aurait dû être inscrite pour l'année financière terminée le 31 mars 1994 compte tenu de l'obligation qu'a le Fonds, en vertu des dispositions de sa loi constitutive, de comptabiliser ces dépenses. Étant donné que les modalités de détermination de ces dépenses n'ont pas été établies pour cette année financière, je n'ai pu évaluer, au prix d'un effort raisonnable, l'effet de l'absence de cette provision sur la perte nette de l'année financière terminée le 31 mars 1994, sur les créiteurs et frais courus et sur l'excédent aux 31 mars 1995 et 1994.

À mon avis, à l'exception du fait que le Fonds n'a pas comptabilisé la provision mentionnée au paragraphe précédent, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1995 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,  
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 15 septembre 1995

**FONDS SPÉCIAL OLYMPIQUE**  
**(L.Q., 1976, c. 14)**

**ÉVOLUTION DU FONDS**  
**pour l'année financière terminée le 31 mars 1995**

	1995	1994
<b>PROVENANCE DES FONDS</b>		
Taxe spéciale sur le tabac	24 576 614 \$	44 037 407 \$
Intérêts sur dépôts bancaires et placements temporaires	26 412	74 299
Produit d'emprunts à court terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques	92 485 994	75 205 906
Produit d'emprunts à long terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques		1 693 683
	<u>117 089 020</u>	<u>121 011 295</u>
<b>UTILISATION DES FONDS</b>		
Remboursement par anticipation de la dette à long terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques		830 084
Intérêts sur la dette à long terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques	16 127 535	17 763 659
Parachèvement des installations olympiques	17 805 888	12 863 093
Biodôme	1 284 000	700 000
Remboursement d'emprunts à court terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques	86 572 522	79 713 219
Intérêts sur les emprunts à court terme: Du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques	785 235	380 360
Du Fonds spécial olympique		503
	<u>122 575 180</u>	<u>112 250 918</u>
<b>(DIMINUTION) AUGMENTATION DU FONDS</b>	(5 486 160)	8 760 377
<b>SOLDE (DÉFICITAIRE) DU FONDS AU DÉBUT</b>	8 430 720	(329 657)
<b>SOLDE DU FONDS À LA FIN</b>	<u>2 944 560 \$</u>	<u>8 430 720 \$</u>

## FONDS SPÉCIAL OLYMPIQUE

**BILAN**  
**au 31 mars 1995**

	1995	1994
<b>ACTIF</b>		
Encaisse	40 367 \$	1 844 524 \$
Débiteurs		
Agents et mandataires du ministère du Revenu	2 894 997	6 579 593
Autres	9 196	6 354
Intérêts courus		249
	<u>2 944 560 \$</u>	<u>8 430 720 \$</u>
 <b>SOLDE DU FONDS</b>	 <u>2 944 560 \$</u>	 <u>8 430 720 \$</u>

Bob McCollough  
 Administrateur du Fonds  
 spécial olympique

Alain Rhéaume  
 Sous-ministre des Finances

## FONDS SPÉCIAL OLYMPIQUE

### NOTES COMPLÉMENTAIRES 31 mars 1995

#### 1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds spécial olympique a été constitué en 1976 par une loi du Parlement (Lois du Québec, 1976, c. 14). Ce Fonds et les revenus qu'il génère sont affectés exclusivement au remboursement du capital et des intérêts des emprunts de la Régie des installations olympiques et au parachèvement des installations olympiques. Le Fonds est géré par le ministre des Finances.

Les renseignements concernant les emprunts de la Régie des installations olympiques ainsi que les engagements pour le parachèvement des installations olympiques sont présentés dans les états financiers de la Régie.

#### 2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les remises provenant de la taxe spéciale sur le tabac, encaissées par le ministère du Revenu pendant le mois d'avril et qui représentent des sommes perçues ou prélevées par ses agents ou mandataires avant le 1<sup>er</sup> avril, sont comptabilisées aux revenus de l'année financière et à l'actif au 31 mars.

Les intérêts sur les dépôts bancaires et les placements temporaires sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Le produit et le remboursement de la dette à long terme en devises étrangères du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques sont convertis au taux de change en vigueur à la date de l'emprunt ou du remboursement.

Les remboursements et les intérêts sur les dettes à court et à long terme du Fonds de construction de la Régie de même que la contribution au coût de parachèvement des installations olympiques sont comptabilisés lors de leur déboursement.

Les frais d'administration du Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu et ne sont pas présentés dans les états financiers.

#### RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds spécial olympique du gouvernement du Québec au 31 mars 1995 ainsi que l'état de l'évolution du Fonds de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1995, ainsi que son évolution pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,  
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 25 août 1995







Gouvernement du Québec  
**Ministère des Finances**

**Ministère des Finances**



QMDF A 003975